

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION GAP-TALLARD-DURANCE

PROCÈS-VERBAL du CONSEIL COMMUNAUTAIRE

du 30 juin 2022

(Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment
les articles L.2121-15, L.2121-25 et L.5211-1)

Avant de débiter la séance, M. le Président se doit ce soir de rendre hommage à la mémoire de M. Claude VIAL qui les a quittés en avril dernier. Il n'avait pas siégé parmi eux depuis la création de l'agglomération « deuxième génération », s'il peut s'exprimer ainsi, mais il avait siégé pendant des années sous la communauté de communes de Tallard-Barcillonnette. Il était l'ancien maire de la Saulce, de 2001 à 2015, après avoir été conseiller municipal de cette même commune, mais également adjoint, de 1997 à 2001, aux côtés du Sénateur-Maire Marcel LESBROS. Parmi les réalisations de ses mandats, il y a la création de la superbe zone d'activités de Gandière. Ce projet lui a demandé beaucoup de persévérance, mais aujourd'hui cela s'avère être très intéressant pour eux dans la mesure où il y a le lien avec l'ensemble des communes de leur Communauté d'agglomération, et aussi un lien rapide avec l'autoroute A51. Il a créé également l'entreprise FALPA en 1966 au Plan de Vitrolles. Il propose d'observer une minute de silence en sa mémoire.

1 - Désignation du Secrétaire de séance

Les articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales disposent qu'au début de chacune de ses séances le Conseil Communautaire nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de Secrétaire.

Décision :

Il est proposé de nommer Mme Carole LAMBOGLIA.

Aucune objection n'étant apparue pour un vote à mains levées cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 53

- ABSTENTION(S) : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

2 - Approbation du procès-verbal et clôture de la séance du Conseil Communautaire du 17 mars 2022

Les séances publiques du Conseil Communautaire sont enregistrées. Les enregistrements seront disponibles sur le site internet de l'agglomération (www.gap-tallard-durance.fr).

Par ailleurs, les débats donnent lieu à l'établissement du procès-verbal reprenant les débats sous forme synthétique. Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Conseil Communautaire qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du Conseil Communautaire peuvent intervenir à cette occasion pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Décision :

VU le code général des collectivités et notamment ses articles L2121-23, L5211-1 à L5211-4 ;

Il est proposé :

Article 1 : d'approuver le procès-verbal de la séance du 17 mars 2022.

Article 2 : que chaque membre présent appose sa signature sur la dernière page du procès-verbal de la séance ou mention sera faite de la cause qui l'a empêché de signer.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

3 - Adoption du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance

Lors de sa séance du 18 Mars 2021 , le Conseil de la Communauté d' Agglomération Gap-Tallard-Durance a arrêté le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance ainsi que le projet d'Evaluation Environnementale Stratégique (EES).

L'article R 229-54 du code de l'environnement, issu de décret n° 2016-849 du 28 Juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial (article 1^{er}), dispose que le projet de PCAET doit être transmis pour avis au Préfet de Région. Le projet a été transmis au Préfet de Région par courrier du Président de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance en date du 2 Avril 2021. En réponse, le Préfet de Région a communiqué son avis sur le projet de PCAET par courrier du 27 Mai 2021. L'avis du Préfet de Région consiste en un courrier de 2 pages avec une annexe de 8 pages contenant l'analyse détaillée.

Ce même article dispose que le projet de PCAET doit être transmis pour avis au Président du Conseil Régional. Le projet a été transmis au Président du Conseil Régional par courrier du Président de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance en date du 31 Mars 2021. En réponse, le Président de la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur a communiqué son avis sur le projet de PCAET par courrier du 17 Mai 2021, référencé RM/STE-D21-01405. L'avis consiste en un courrier de 2 pages avec une annexe de 9 pages contenant le "Recueil exhaustif des retours de services régionaux".

Les PCAET font partie des plans et schémas soumis à l'obligation d'évaluation environnementale stratégique (EES) conformément à l'article R 229-51 du code de l'environnement. Cette évaluation doit être restituée sous la forme d'un rapport des incidences sur l'environnement (document synthétique indépendant) qui doit répondre en termes de contenu aux éléments détaillés à l'article R 122-20 du Code de l'Environnement. La DREAL de Provence-Alpes-Côte d'Azur a été saisie par le Président de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance pour avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Stratégique (MRAe), les pièces constitutives du dossier ayant été reçues le 3 Mai 2021. Selon la MRAe, cette saisine est conforme aux dispositions de l'article R 122-21 du code de l'environnement relatif à l'Autorité Environnementale et à l'article L 122-7 du même code. Après consultation des administrations prévues par le code de l'environnement, et après en avoir délibéré, la MRAe a adopté cet avis le 27 Juillet 2021 et l'a transmis au Président de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance par courrier électronique en date du 29 Juillet 2021 (avis n° MRAe n° 2021APACA33/2918). Cet avis comporte 16 pages.

L'article R 229-53 du Code de l'Environnement prévoit une consultation du public. En application des dispositions de l'article L 123-19 du code de l'environnement, une procédure de consultation du public électronique sur le projet de Plan Climat Air Energie Territorial a été organisée du Mercredi 17 Novembre 2021 à 9H00 jusqu'au Vendredi 17 Décembre 2021 à 17H00 inclus. Le dossier mis en consultation comprenait le projet de PCAET et d'EES, l'avis du Préfet de Région du 27 Mai 2021, l'avis du Président du Conseil Régional du 17 Mai 2021, et l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 29 Juillet 2021. En complément, des registres papier ont été mis à la disposition du public à la Mairie de Gap (Services Techniques) et à la Mairie de Tallard, accompagnés de versions papier du dossier ci-dessus. Quatre personnes physiques ou morales ont communiqué leurs observations.

Une part importante des remarques et suggestions ont été prises en compte dans les 4 volets du PCAET (1-Diagnostic, 2-Stratégie, 3-Plan d'action, 4-Dispositif de suivi-évaluation) ainsi que dans l'Evaluation Environnementale Stratégique. La majeure partie des remarques ont été prises en compte soit sous forme de modifications ou d'explications (130 paragraphes modifiés).

Nous avons notamment apporté les modifications suivantes :

- 1) Mise à jour des fiches-actions du plan, avec mention des moyens humains et d'investissements affectés ou identifiés depuis la date d'arrêt du projet de PCAET ;
- 2) Corrections d'indicateurs dans le dispositif de suivi-évaluation ;
- 3) Ajout dans la partie stratégie d'éléments d'explication sur la prise en compte des dernières mesures réglementaires ;

- 4) Ajout d'éléments d'actualité relatifs au Programme Local de l' Habitat (PLH 2022-2027) , au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et au Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) ;
- 5) Prise en compte d'informations et de suggestions apportées par les avis réglementaires.

Le PCAET de la Communauté d' Agglomération Gap-Tallard-Durance est un plan cohérent et ambitieux, adapté à la volonté de transition énergétique du territoire. Depuis l'origine , il a été décidé de privilégier un document lisible et clair permettant à tous les décideurs locaux de bien repérer leur capacité d'action. Le document mis à jour n'est pas un programme hors-sol , mais bien un outil d'appropriation par la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance de son rôle de coordinateur de la transition énergie-climat, ainsi que de clarification des rôles respectifs des communes et de l'intercommunalité. L'élaboration de la stratégie a permis de définir nos priorités en étroite collaboration avec les communes, condition indispensable pour que ce PCAET s'inscrive durablement dans les institutions communales et intercommunales. Nous avons privilégié la finalité opérationnelle, avec une priorité donnée à l'action concrète et à la mesure des effets, prévue avec le dispositif de suivi-évaluation très complet mis en place.

Enfin, le plan d'action élaboré en 2020 et mis à jour en 2022 permet d'annoncer un programme d'action réaliste et ambitieux. Les opérations massives sont par exemple la rénovation de bâtiments du bloc communal pour un investissement d'environ 20 millions d'euros ; le déploiement d'installations photovoltaïques sur le patrimoine du bloc communal pour environ 4 millions d'euros, avant 2023 ; l'appel à manifestation d'intérêt en cours pour la sélection d'un opérateur chargé de la construction d'une station tri-énergie ; le projet de 1 à 2 méthaniseurs (étude préalable 2021-2022 en cours) qui fera passer la production annuelle de biogaz à 14 millions de kWh ; la rénovation du quartier du Haut Gap dans le cadre d'un PRU, avec un investissement d'environ 30 millions d'euros en partie dédié à l'amélioration énergétique.

Décision :

Sur avis favorable de la Commission Protection de l' Environnement, réunie le 16 Juin 2022, et de la Commission Développement Economique, Finances, Ressources Humaines réunie le 22 juin 2022, il est proposé :

Article 1 : d'adopter le Plan Climat Air Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance ainsi que l'Evaluation Environnementale Stratégique.

Article 2 : d'autoriser M. le Président à signer tout document s'y rapportant.

Article 3 : d'autoriser M. le Président à solliciter toutes les aides financières possibles dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Climat Air Energie Territorial.

M. BOUTRON laisse la parole à M. Fabien MOUDILENO, du Cabinet BURGEAP ayant travaillé avec lui pour l'élaboration de ce document important.

M. MOUDILENO présente le powerpoint.

SOMMAIRE

1 – Avancement du PCAET

2 – Résumé des avis réglementaires exprimés sur le projet de PCAET arrêté le 21 mars 2021

3 - Projet de PCAET modifié (élaboré en 2022)

4 – DISCUSSION

2



1. Avancement – 2. Résumé des avis – 3. Modifications apportées– 4. Conclusion

RAPPEL DU PROCESSUS

1-DIAGNOSTIC

(avril 2019-sept 2019)

Bureau Exécutif (mai 2019)
Comité de Suivi (12 juin 2019)
Réunion publique (27 juin 2019)

2-STRATEGIE

(sept-oct 2019)

Bureau Exécutif (4 sept 2019)
Atelier Technique (25 sept 2019)
Comité de Suivi (26 sept 2019)

3-PLAN D'ACTION

(novembre-décembre 2019 Puis septembre 2020-février 2021)

Validation Elus (octobre 2019)

+

Suspension (décembre 2019 - septembre 2020)

Dispositif de suivi-évaluation

Reprise (septembre 2020)

+

Délibération d'arrêt du projet de PCAET (18 mars 2021)

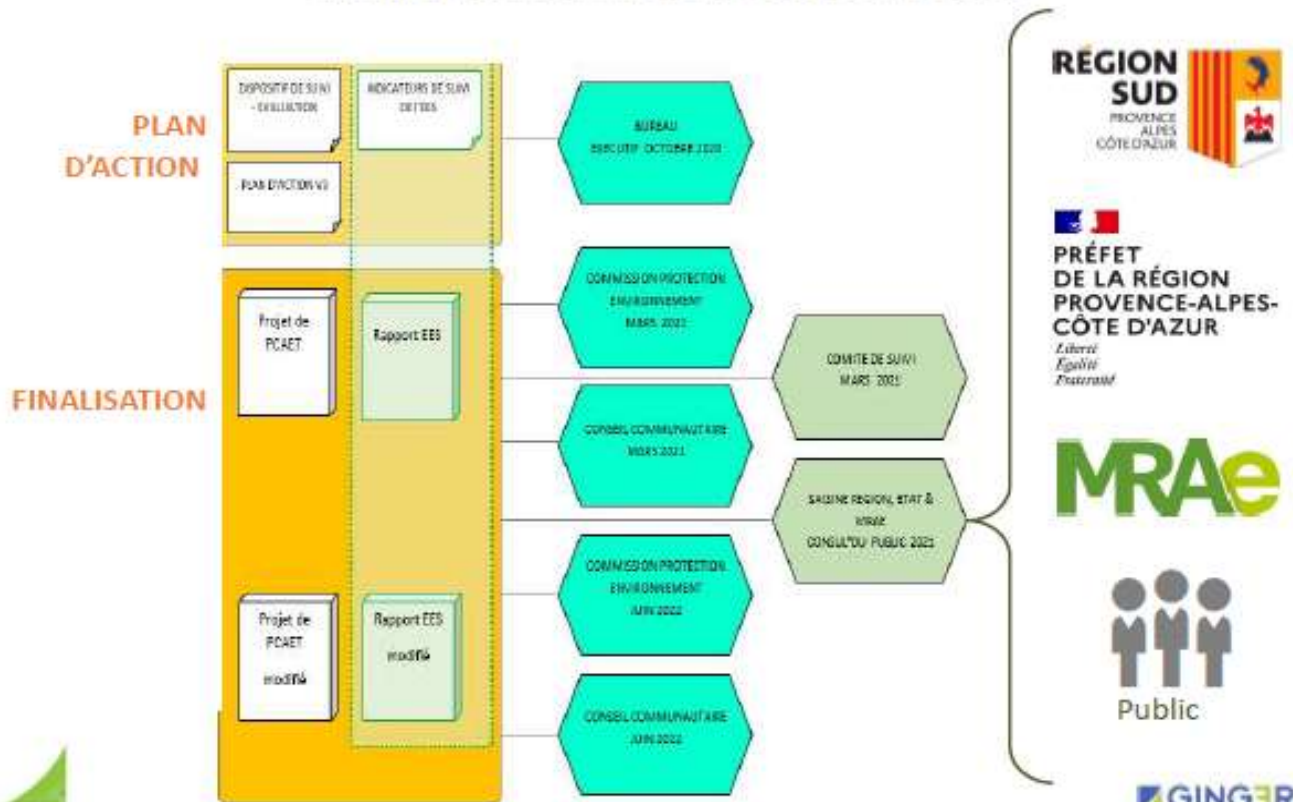
Evaluation Environnementale stratégique (EES)

3



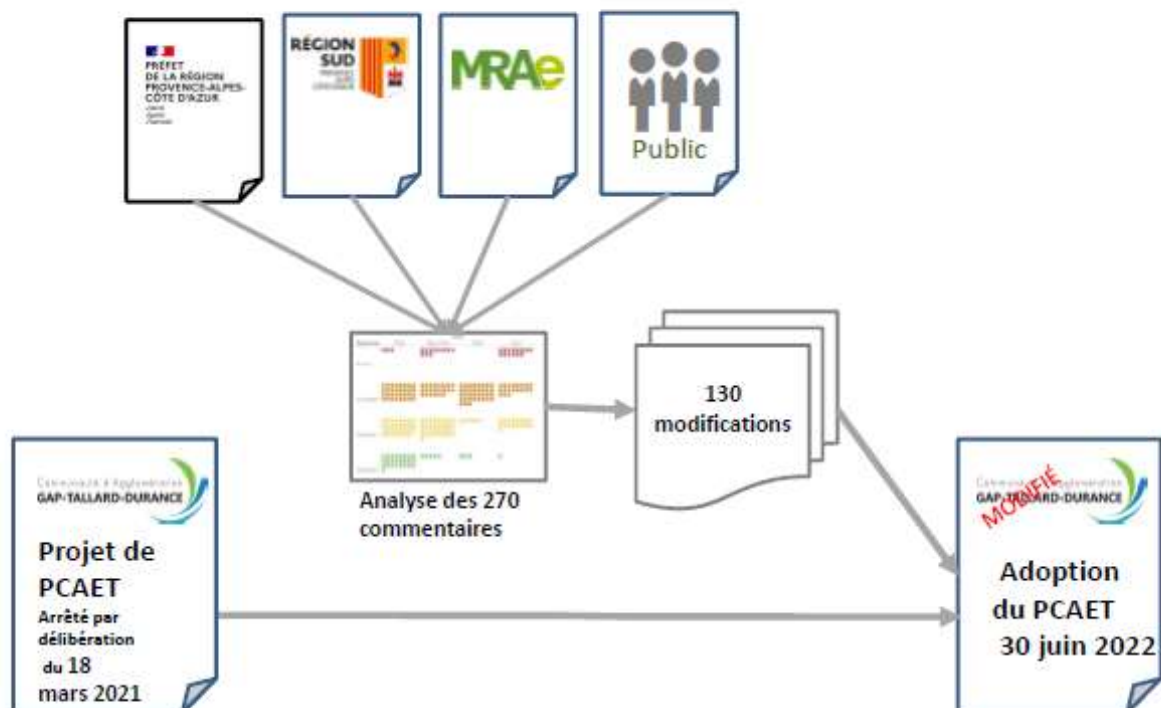
1. Avancement – 2. Résumé des avis – 3. Modifications apportées– 4. Conclusion

LA FINALISATION : MARS 2021-SEPT 2022



4

1. Avancement – 2. Résumé des avis – 3. Modifications apportées– 4. Conclusion



5

Lors de sa séance du 18 Mars 2021 , le Conseil de la Communauté d' Agglomération Gap-Tallard-Durance a arrêté le projet de Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance ainsi que le projet d'Evaluation Environnementale Stratégique (EES).



LES AVIS SUR LE PROJET DE PCAET

Avis du préfet de Région du 27 mai 2021



L'article R 229-54 du code de l'environnement, issu de décret n° 2016-849 du 28 Juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial (article 1^{er}), dispose que le projet de PCAET doit être transmis pour avis au Préfet de Région. Le projet a été transmis au Préfet de Région par courrier du Président de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance en date du 2 Avril 2021. En réponse, le Préfet de Région a communiqué son avis sur le projet de PCAET par courrier du 27 Mai 2021. L'avis du Préfet de Région consiste en un courrier de 2 pages avec une annexe de 8 pages contenant l'analyse détaillée.

Avis du Président du Conseil Régional du 17 mai 2021



Ce même article dispose que le projet de PCAET doit être transmis pour avis au Président du Conseil Régional. Le projet a été transmis au Président du Conseil Régional par courrier du Président de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance en date du 31 Mars 2021. En réponse, le Président de la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur a communiqué son avis sur le projet de PCAET par courrier du 17 Mai 2021, référencé RM/STE-D21-01405. L'avis consiste en un courrier de 2 pages avec une annexe de 9 pages contenant le "Recueil exhaustif des retours de services régionaux".

Avis de la Mission régionale d’Autorité Environnementale du 3 mai 2021



Les PCAET font partie des plans et schémas soumis à l’obligation d’évaluation environnementale stratégique (EES) conformément à l’article R 229-51 du code de l’environnement. Cette évaluation doit être restituée sous la forme d’un rapport des incidences sur l’environnement (document synthétique indépendant) qui doit répondre en termes de contenu aux éléments détaillés à l’article R 122-20 du Code de l’Environnement. La DREAL de Provence-Alpes-Côte d’Azur a été saisie par le Président de la Communauté d’Agglomération Gap-Tallard-Durance pour avis de la Mission Régionale d’Autorité Environnementale Stratégique (MRAe), les pièces constitutives du dossier ayant été reçues le 3 Mai 2021 . Selon la MRAe, cette saisine est conforme aux dispositions de l’ article R 122-21 du code de l’environnement relatif à l’ Autorité Environnementale et à l’article L 122-7 du même code. Après consultation des administrations prévues par le code de l’environnement, et après en avoir délibéré , la MRAe a adopté cet avis le 27 Juillet 2021 et l’a transmis au Président de la Communauté d’ Agglomération Gap-Tallard-Durance par courrier électronique en date du 29 Juillet 2021 (avis n° MRAe n°2021APACA33/2918). Cet avis comporte 16 pages.

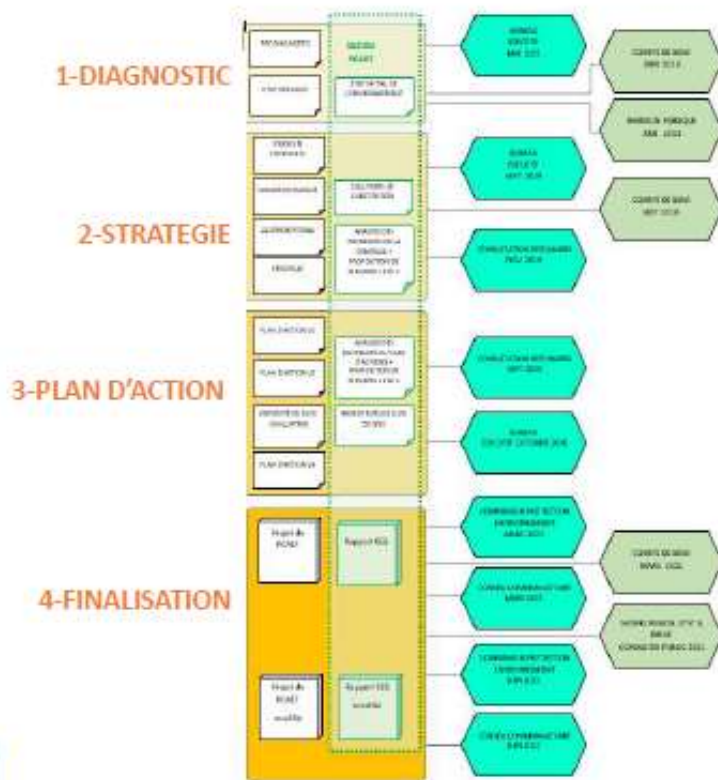


Consultation du public (17 novembre-17 décembre)



L'article R 229-53 du Code de l'Environnement prévoit une consultation du public. En application des dispositions de l'article L 123-19 du code de l'environnement, une procédure de consultation du public électronique sur le projet de Plan Climat Air Energie Territorial a été organisée du Mercredi 17 Novembre 2021 à 9H00 jusqu'au Vendredi 17 Décembre 2021 à 17H00 inclus. Le dossier mis en consultation comprenait le projet de PCAET et d' EES, l'avis du Préfet de Région du 27 Mai 2021, l'avis du Président du Conseil Régional du 17 Mai 2021, et l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du 29 Juillet 2021. En complément , des registres papier ont été mis à la disposition du public à la Mairie de Gap (Services Techniques) et à la Mairie de Tallard, accompagnés de versions papier du dossier ci-dessus. Quatre personnes physiques ou morales ont communiqué leurs observations.

RAPPEL DU PROCESSUS



- Bureau Exécutif (mai 2019)
- Comité de Suivi (12 juin 2019)
- Réunion publique (27 juin 2019)
- Bureau Exécutif (4 sept 2019)
- Atelier Technique (25 sept 2019)
- Comité de Suivi (26 sept 2019)
- Validation Elus (octobre 2019)
- Suspension (décembre 2019 - septembre 2020)
- Reprise (septembre 2020)
- Délibération d'arrêt du projet de PCAET (mars 2021)
- Saisine des autorités réglementaire et consultation du public (2021)
- Modification du projet de PCAET (jan 2022-juin 2022)
- Commission PE, Conseil Comm. (juin 2022)

MODIFICATIONS APORTEES

1-Diagnostic	26 modifications	Mise à jour, précisions
2-Stratégie	18 modifications	Ajout d'éléments d'actualité relative à Programme Local de l'Habitat (PLH), au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)
3-Plan d'action	78 modifications	Mise à jour des fiches-actions du plan, avec mention de moyens humains et de d'investissements affectés ou identifiés depuis la date d'arrêt du projet de PCAET
4-Dispositif de suivi-évaluation	1 modifications	Corrections d'indicateurs dans le dispositif de suivi-évaluation
5-Evaluation environnementale stratégique	7 modifications	Prise en compte des enjeux environnementaux de la stratégie et du plan d'action modifiés.
Total	130 modifications	

MODIFICATIONS APPORTEES

Exemple de modifications sur le DIAGNOSTIC

Tableau des (11 premières) modifications

Exemple de modification apportée :

Code	Emplois/avis (dans les avis)	Commentaire	Type de modification	Description de la prise en compte (modification de l'explication)	Une partie de la prise en compte (modification de l'explication)
IND10	Remarque des commentateurs (avis 10)	Le diagnostic doit être plus explicite sur les risques encourus en cas de panne, notamment en ce qui concerne la sécurité.	modification	Ajout de liens vers le plan de continuité.	Suppression de la partie "Risques encourus en cas de panne" (à compléter).
IND11	Commentaire 11	Le diagnostic doit être complété par l'impact attendu des travaux de maintenance des installations et des réseaux.	modification	Des informations de contexte technique ont été ajoutées à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).
IND12	Commentaire 12	Il faut préciser le rôle de l'opérateur et les actions possibles de l'opérateur en cas de panne, notamment en ce qui concerne la sécurité.	modification	Des éléments de contexte ont été ajoutés à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).
IND13	Remarque des commentateurs (avis 13)	Il faut préciser le rôle de l'opérateur et les actions possibles de l'opérateur en cas de panne, notamment en ce qui concerne la sécurité.	modification	Des informations de contexte technique ont été ajoutées à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).
IND14	Remarque des commentateurs (avis 14)	Le diagnostic doit être complété par l'impact attendu des travaux de maintenance des installations et des réseaux.	modification	Des informations de contexte technique ont été ajoutées à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).
IND15	Remarque des commentateurs (avis 15)	Il faut préciser le rôle de l'opérateur et les actions possibles de l'opérateur en cas de panne, notamment en ce qui concerne la sécurité.	modification	Des informations de contexte technique ont été ajoutées à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).
IND16	Remarque des commentateurs (avis 16)	Il faut préciser le rôle de l'opérateur et les actions possibles de l'opérateur en cas de panne, notamment en ce qui concerne la sécurité.	modification	Des informations de contexte technique ont été ajoutées à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).
IND17	Remarque des commentateurs (avis 17)	Il faut préciser le rôle de l'opérateur et les actions possibles de l'opérateur en cas de panne, notamment en ce qui concerne la sécurité.	modification	Des informations de contexte technique ont été ajoutées à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).
IND18	Remarque des commentateurs (avis 18)	Il faut préciser le rôle de l'opérateur et les actions possibles de l'opérateur en cas de panne, notamment en ce qui concerne la sécurité.	modification	Des informations de contexte technique ont été ajoutées à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).
IND19	Remarque des commentateurs (avis 19)	Il faut préciser le rôle de l'opérateur et les actions possibles de l'opérateur en cas de panne, notamment en ce qui concerne la sécurité.	modification	Des informations de contexte technique ont été ajoutées à la partie "Contexte énergétique" et à la partie "Le diagnostic".	Suppression de la partie "Contexte énergétique" (à compléter).



Figure 73 : Cartographie des infrastructures de réseaux d'électricité. Agence ORÉ, 2022. <https://www.agenceore.fr/detavisation/cartographie-reseaux>



MODIFICATIONS APORTEES

Exemple de modifications sur la STRATEGIE



Modification du paragraphe 1.1.1 Les objectifs climato-énergie des derniers textes de loi

-information synthétique sur les principales lois récentes ayant un impact sur les PCAET :

- Loi Énergie-Climat du 9 novembre 2019.
- loi Climat et résilience du 22 août 2021, dont l'objectif est de permettre une baisse d'au moins 55 % des émissions des gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030



MODIFICATIONS APPORTEES

Exemple de modifications sur les ACTIONS : ECONOMIE D'ENERGIE BATIMENT

Fiche-action 01 : Réaliser la transition énergétique du patrimoine des communes et de la CA Gap-Tallard-Durance



The image shows a screenshot of a document with several tables and text blocks. Two red arrows originate from the right side of the page, pointing to specific sections in the document. The top arrow points to a section that appears to be under 'Moyens', and the bottom arrow points to a section under 'Remarques'.

Moyens : fonds de concours aux communes, communes, subventions, programme Européen LEADER, mobilisation éventuelle du dispositif "Eco Energie Tertiaire" et du programme ACTEE.

Remarques (partenariats, coûts, financements, calendrier, indicateurs)

Pour la ville de Gap, le travail de suivi des consommations et de programmation des travaux a fortement progressé entre 2020 et 2022 : une ingénieure a été recrutée pour toutes les opérations de transition énergétique ; le programme de rénovation lourde des écoles est lui suivi directement par le service des bâtiments. Le programme de rénovation des écoles, crèches et centres sociaux estimé à 20 millions sur une durée de 4 à 5 ans est en cours.

MODIFICATIONS APPORTEES

Exemple de modifications sur les ACTIONS : PHOTOVOLTAIQUE

Fiche-action 32 : Poursuivre et intensifier le développement des projets de solaire photovoltaïque sur le territoire (page1)



Contexte : possibilité d'installer « 2.9 MW crête avec 19 000 m² de panneaux et de produire 4,2 millions de kWh par an »

Actions envisagées : photovoltaïque programmé par le Département pour l'aérodrome de Tallard sur 16 bâtiments (2 MWc et 3 700 000 kWh annuel pour 4,8 M€.), pour les collèges avec des installations sur 6 bâtiments existants (300 kWc et 360 000 kWh annuel, pour 400 000 €) et sur le bâtiment des Archives (54kWc, 140 000 €HT)

Actions envisagées : Systématiser l'intégration du PV dans les bâtiments neufs et les parkings (en cohérence avec les art. 45 et 47 de la Loi Energie-Climat)

MODIFICATIONS APORTEES

Exemple de modifications sur les ACTIONS : PHOTOVOLTAIQUE

Fiche-action 32 : Poursuivre et intensifier le développement des projets de solaire photovoltaïque sur le territoire (page2)

The image shows a document titled 'Fiche-action 32' with several sections. Three red arrows point from text boxes on the right to specific parts of the document: the top section, a table, and the bottom section.

Moyens prévisionnels	
Investissement	4,2
Financement	4,2
Autres	0,0

Maitrise d'ouvrage : CAGTD, Département, Région et/ou opérateur privé.

Moyens: Co-financement Région, Département.
L'investissement envisagé par la ville de Gap est de 4,2 millions d'euros dans l'hypothèse haute de 24 sites.
L'investissement prévu par le Département est de 5.2 millions d'euros d'ici 2025.r

Remarques : Coût estimé du PV sur bâtiments de la Ville de Gap, ne comprend pas les éventuels coûts liés par exemple à des renforcements de toiture, désamiantages, etc...). L'étude de faisabilité a été réalisée par IDESUN, AMO recruté en 2021. La Maîtrise d'Ouvrage serait extérieure.

MODIFICATIONS APORTEES

Exemple de modifications sur les ACTIONS : DECHETS

Fiche-action 28 : Traiter les déchets avec moins d'émissions de GES, y compris le stockage

GAZ NATUREL ALPES ET HAUTES-ALPES TERRITOIRES 2024-2028

	Changement Plus d'activités locales et services annexes performants et adaptés	Resonance #28
Titre de l'action Traiter les déchets avec moins d'émissions de GES, y compris le stockage		
<p>Objectifs et impacts Réduire la production de GES et la consommation d'énergie dans les activités locales et services annexes. Réduire la production de GES et la consommation d'énergie dans les activités locales et services annexes.</p>		
<p>Contexte, enjeux, intérêt général Le CA, le territoire et les habitants doivent être impliqués dans la mise en œuvre de cette action. Au total, 21 000 tonnes de déchets sont collectés en 2022, dont 10 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés, soit un volume en forte croissance par rapport à 2018. Le CA poursuit l'expansion de ses services pour les particuliers et propose une alternative de mise en place de compostage collectif. Le CA souhaite encourager le particulier à participer à la réduction de la production de déchets en favorisant des circuits de distribution locaux tels que l'agriculture locale. Tous les efforts concernant la réduction des déchets produits à la maison et à l'école réduisent les émissions liées au traitement de ces déchets. La collectivité propose ses efforts de développement de services de gestion de déchets pour améliorer la qualité et optimiser les circuits de collecte et de traitement.</p>		
<p>Actions envisagées L'intercommunalité : - Étudier les possibilités (solutions de traitement) et décisions des acteurs impliqués la commune y compris les collectivités voisines de GES. - Étudier avec les établissements publics de coopération intercommunale ou établissements publics de coopération départementale, notamment les Alpes de Hautes-Provence, les syndicats de traitement des déchets ménagers, ainsi que tous les acteurs concernés par cette thématique (notamment les services de gestion de déchets des communes voisines). - Communiquer et impliquer les citoyens et les acteurs locaux à réduire le gaspillage alimentaire. - Étudier les possibilités de compostage collectif des déchets solides de cuisine et de la restauration. - Favoriser la production de compostage individuel et collectif : par exemple en créant des ateliers de compostage, les aider à l'acquisition de composteurs, en sensibilisant au compostage par le moyen de l'éco-citoyenneté.</p>		

Actions envisagées : Etudier, avec les Établissements Publics de Coopération Intercommunale du Département des Hautes-Alpes et de son département limitrophe des Alpes-de-Haute-Provence compétents en matière de "traitement" des déchets ménagers ainsi que deux syndicats de traitement des deux départements précités, l'intérêt d'une gestion publique du centre d'enfouissement du Beynon.

GINGER BURGEAP

M. BOUTRON présente le powerpoint n° 17 et n° 18.

1. Avancement – 2. Résumés des avis – 3. Modifications apportées – 4. Conclusions

UN PLAN COHÉRENT ET AMBITIEUX, ADAPTÉ À NOTRE VOLONTÉ DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DU TERRITOIRE

Le PCAET de la Communauté d' Agglomération Gap-Tallard-Durance est un plan cohérent et ambitieux, adapté à la volonté de transition énergétique du territoire. Depuis l'origine , il a été décidé de privilégier un document lisible et clair permettant à tous les décideurs locaux de bien repérer leur capacité d'action. Le document mis à jour n'est pas un programme hors-sol , mais bien un outil d'appropriation par la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance de son rôle de coordinateur de la transition énergie-climat, ainsi que de clarification des rôles respectifs des communes et de l'intercommunalité. L'élaboration de la stratégie a permis de définir nos priorités en étroite collaboration avec les communes, condition indispensable pour que ce PCAET s'inscrive durablement dans les institutions communales et intercommunales. Nous avons privilégié la finalité opérationnelle, avec une priorité donnée à l'action concrète et à la mesure des effets, prévue avec le dispositif de suivi-évaluation très complet mis en place.

17

GINGER
BURGEAP

DES INVESTISSEMENTS POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DU TERRITOIRE IMPORTANTES RÉALISÉES PAR DIFFÉRENTS PARTENAIRES

Enfin, le plan d'action élaboré en 2020 et mis à jour en 2022 permet d'annoncer un programme d'action réaliste et ambitieux. Les opérations massives sont par exemple la rénovation de bâtiments du bloc communal pour un investissement d'environ 20 millions d'euros ; le déploiement d'installations photovoltaïques sur le patrimoine du bloc communal pour environ 4 millions d'euros, avant 2023 ; l'appel à manifestation d'intérêt en cours pour la sélection d'un opérateur chargé de la construction d'une station tri-énergie ; le projet de 1 à 2 méthaniseurs (étude préalable 2021-2022 en cours) qui fera passer la production annuelle de biogaz à 14 millions de kWh ; la rénovation du quartier du Haut Gap dans le cadre d'un PRU, avec un investissement d'environ 30 millions d'euros en partie dédié à l'amélioration énergétique.



M. le Président félicite M. BOUTRON et M. MOUDILENO pour l'excellent travail, et ils vont mettre aux voix ce PCAET.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 52

- ABSTENTION(S) : 3

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

4 - Modification du tableau des effectifs - Création et suppressions de postes

Le tableau des emplois et des effectifs est une obligation réglementaire. Il permet de disposer d'un état général du personnel notamment concernant le nombre d'emplois permanents par filière, par cadre d'emploi et par grade.

Ce dernier doit être mis à jour régulièrement au gré des situations l'impactant telles que les créations et suppressions d'emplois, avancements de grade, promotions internes.

Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L.313-1 prévoyant la création d'emplois par l'organe délibérant,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,

Vu les besoins des services,

Décision :

Il est proposé, sur avis du Comité Technique réuni le 2 juin 2022 et de la Commission Développement Économique, Finances et Ressources Humaines réunie le 22 juin 2022 d'autoriser Monsieur le Président à modifier le tableau des effectifs comme suit :

Article 1 : modification des postes suite aux avancements de grades et aux promotions internes et selon les besoins des services.

Suppressions	Créations
1 poste d'adjoint administratif principal 2ème Cl. TNC	1 poste d'adjoint administratif principal 1ère Cl. TNC
1 poste d'agent de maîtrise TC	1 poste d'agent de maîtrise principal TC
Suppressions	Créations
2 postes d'adjoints techniques principaux 2ème Cl. TC	2 postes d'adjoints techniques principaux 1ère Cl. TC
6 postes d'adjoints techniques principaux 1ère Cl. TC	6 postes d'agents de maîtrise TC
1 poste d'adjoint technique principal 2ème Cl. TC	1 poste d'agent de maîtrise TC
1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2ème Cl. TNC article 3-2	1 poste d'assistant d'enseignement artistique TNC articles L332-8 ou L332-9

Article 2 : Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

Concernant la dernière ligne du tableau, M. AILLAUD précise que la réglementation permet, avec un nouvel article du Code Général de la Fonction Publique de cédésier un agent, après six ans de contrat. Il s'agit de l'Ecole de Musique Intercommunale. Bien sûr, les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents seront inscrits au budget, chapitre et article prévus à cet effet.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 54

- SANS PARTICIPATION : 1

M. Claude BOUTRON

5 - Demande de classement de l'Office de Tourisme communautaire - Catégorie I

Vu le code du Tourisme et notamment les articles L.133.1 et suivants, L.133-10-1 et D.133-20 et suivants ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 13 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 fixant les critères de classement des Offices de Tourisme ;

Considérant que les Offices de Tourisme peuvent être classés par catégories suivant le niveau des aménagements et services garantis au public comme aux socioprofessionnels en fonction de critères fixés par un tableau de classement élaboré par l'agence de développement touristique de la France, Atout France, et homologué par arrêté du ministre chargé du tourisme. La Catégorie I étant le plus haut niveau de classement.

Considérant que les communes ne peuvent prétendre à un classement touristique qu'a la condition de disposer sur leur territoire d'un Office de Tourisme classé :

- Pour les communes touristiques, un Office de Tourisme classé en Catégorie II.

- Pour les communes classées Station de Tourisme, un Office de Tourisme classé en Catégorie I.

Considérant que l'Office de Tourisme Gap Tallard Vallées, classé en Catégorie II par Arrêté Préfectoral des Hautes-Alpes, daté du 25 mai 2021, pour une durée de cinq ans, détient le classement préalable à toute demande de classement en Catégorie I.

Considérant que l'Office de Tourisme est engagé dans une démarche de professionnalisation et d'amélioration en vue de l'obtention de la marque Qualité Tourisme permettant l'accès à la Catégorie I.

Considérant qu'il revient au Conseil Communautaire, sur proposition de l'Office de Tourisme, de formuler la demande de classement auprès du représentant de l'Etat dans le département des Hautes-Alpes

Considérant que ce classement est prononcé pour cinq ans,

Considérant que l'Office de Tourisme déposera un dossier de classement en catégorie I auprès de la Préfecture des Hautes-Alpes.

Décision :

Sur l'avis favorable de la Commission Développement Économique, Finances, Ressources Humaines du 22 juin 2022, il est proposé :

Article unique : de solliciter auprès de Madame la Préfète des Hautes-Alpes le classement de l'Office de Tourisme Gap Tallard Vallées en Catégorie I.

Mme FOREST félicite l'équipe de l'Office de Tourisme Intercommunal et son Directeur, Régis ALEXANDRE, pour leur travail.

M. le Président précise qu'il s'agit d'une procédure rapide suivant son cours. Il remercie la Présidente et le Directeur pour le travail accompli.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 54

- SANS PARTICIPATION : 1

M. Claude BOUTRON

M. le Président souhaite présenter une délibération suggérée par le Directeur de l'Office de Tourisme ; ce dernier va donner quelques explications et M. le Président la présentera seulement s'il y a unanimité. Il s'agit d'une délibération sur table.

M. ALEXANDRE remercie M. le Président pour la prise de parole. La Communauté d'Agglomération a institué une taxe de séjour le 1^{er} janvier 2018 et les tarifs doivent être révisés tous les ans. Cela a été fait depuis 2018 sans apporter de modification. La taxe de séjour fait partie d'un des trois piliers financiers de l'Office de Tourisme Intercommunal. Il s'agit donc d'une source financière assez importante. Elle correspond à une contribution financière de la part des touristes venant résider sur le territoire spécifiquement à titre onéreux. Cette taxe de séjour au réel, les différencie d'autres territoires l'ayant mise au forfait. Ce ne sont pas les hébergeurs qui la payent, ils font uniquement la collecte et la reversent. Elle est exclusivement due par les touristes hébergés sur leur territoire. Forts des révisions faites, sans réévaluation, ils se trouvent maintenant avec une grille tarifaire au plancher bas avec un fort décalage par rapport aux territoires voisins. Par exemple, alors qu'ils sont environ à 40 centimes pour certaines catégories, sur les territoires voisins comme le Champsaur, le Dévoluy, ou Serre-Ponçon, les tarifs sont à 60 ou 75 centimes. Ils n'ont donc aucune raison de se décaler par rapport aux territoires voisins autant touristiques qu'eux. Initialement, jusqu'en 2021, la révision des tarifs devait se prendre avant le 1^{er} octobre. Depuis le 1^{er} janvier 2022, la loi a changé, et la délibération doit être prise avant le 1^{er} juillet. C'est la raison pour laquelle, M. ALEXANDRE a alerté le Président de l'agglomération en lui disant que s'ils voulaient réviser leur grille tarifaire, il fallait impérativement le faire avant le 1^{er} juillet 2022, pour une application au 1^{er} janvier 2023. La décision prise ce soir ne pourra donc être applicable qu'au 1^{er} janvier 2023. Il se tient à leur disposition pour d'éventuelles questions.

M. le Président précise que le projet de délibération a été déposé sur table. Même si l'évolution de cette taxe n'est pas importante, elle donnerait un peu plus d'oxygène à leur Office de Tourisme.

M. ARNAUD souhaiterait avoir des précisions sur l'évolution des tarifs car il voit les tarifs pour 2023, mais ne voit pas les tarifs antérieurs et les recettes prévisionnelles envisagées au vu de cette augmentation.

M. le Président demande au Directeur de l'Office de Tourisme Intercommunal de donner un complément d'information.

Selon M. ALEXANDRE, les recettes supplémentaires envisagées avec le logiciel pro, fluctuent entre 25 et 30.000 €. Il s'agit de recettes supplémentaires pour le futur car, ils le savent, ils sont dans une définition de marque de destination et donc il va falloir faire vivre cette marque de destination. En terme de modification tarifaire, il est vrai que dans la délibération, ils voient les tarifs proposés pour 2023. Il a et ils peuvent avoir toutes les délibérations prises depuis 2019. Les tarifs concernant les palaces étaient à 2 €, les 5 étoiles à 1 €, les 4 étoiles à 1 €, les 3 étoiles à 80 centimes, les 2 étoiles à 50 centimes, les 1 étoile à 40 centimes, les campings classés 3, 4 et 5 étoiles à 30 centimes, les campings 1 et 2 étoiles et non classés à 20 centimes et tous les autres hébergements non classés à 5 %.

Pour M. le Président, cela n'est pas très draconien pour les visiteurs. Il y a également la prise en compte de l'action menée par certaines structures du web.

M. ALEXANDRE le confirme car à ce jour, les plus gros pourvoyeurs de taxe de séjour sont les opérateurs numériques comme airbnb, booking, Airtel... Cela s'applique bien évidemment sur cette grille tarifaire à rentrer avant une certaine date sur la plateforme occitan. S'ils ne sont pas dans les délais, ils resteront sur les anciennes bases. Donc l'estimation de recettes supplémentaires entre 25 et 30.000 € s'appuie fortement sur ces plateformes numériques. Il tient à le préciser car sur leur territoire, la taxe de séjour est au réel, les hébergeurs - hôteliers ou campings - sont là seulement pour la collecter car étant au réel, elle ne rentre pas dans leur chiffre d'affaires, elle n'est pas soumise à TVA, ni à l'impôt.

M. AYACHE, par rapport à la délibération parcourue, car ils n'ont pas eu le temps d'en prendre connaissance avant, ils font référence essentiellement à l'application de la taxe additionnelle de 10 %, en référence aux Alpes de Haute-Provence. Il souhaite savoir si cela va encore se rajouter. Il est dit dans la délibération que cela concerne uniquement les établissements du département des Alpes de Haute-Provence, aussi il demande s'ils sont obligés de faire la même chose.

Pour M. ALEXANDRE, chaque département décide, s'il le souhaite, de mettre une taxe additionnelle. Le département des Alpes de Haute-Provence l'a décidé, donc les deux communes étant sur ce département-là, sont tenues de collecter une taxe additionnelle de 10 % reversée au département des Alpes de Haute-Provence. Le département des Hautes-Alpes n'a pas instauré la taxe additionnelle, donc sur les 15 autres communes de leur agglomération, cette taxe additionnelle ne s'applique pas. Quoi qu'il en soit, les 10 % de taxe additionnelle, qu'ils restent sur l'ancienne grille ou passent sur la nouvelle grille, restent toujours applicables.

Pour M. AYACHE, il était bon de le préciser clairement, car il y avait un peu d'ambiguïté dans la présentation.

Mme FOREST indique ne pas prendre part au vote, étant présidente de l'Office de Tourisme.

M. le Président soumet le passage de cette délibération au vote. Il obtient l'unanimité. Il présente la délibération.

6 - Taxe de séjour - Révision de la grille tarifaire (tarifs 2023) **DELIBERATION AJOUTEE EN SEANCE**

Par délibération n°2020_09_11 du 17 septembre 2020 la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance a adopté les tarifs 2021 de la taxe de séjour applicable à son territoire ainsi que ses modalités de perception et d'exonération. Pour rappel, en respect de l'article L5211-21 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance a institué une taxe de séjour, au régime réel, sur l'ensemble de son territoire depuis le 01/01/2018. Cette taxe de séjour est affectée aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique.

L'article L2333-26 du Code général des collectivités territoriales, exige une mise à jour de la grille tarifaire ainsi que sa période de perception, par délibération, avant le 1er juillet, pour être enregistré dans le portail numérique OCSITAN au plus tard le 1^{er} novembre, afin d'être applicable dès 1^{er} janvier de l'année suivante.

Les départements peuvent également instituer une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour perçue par les communes ou les EPCI. Le Conseil Départemental des Alpes de Haute Provence, par délibération en date du 21/06/2019, a institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour.

Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle sera recouvrée par la Communauté d'Agglomération de Gap Tallard Durance pour le compte du département dans les mêmes conditions que la taxe de séjour communautaire à laquelle elle s'ajoute. Cette taxe additionnelle ne concerne que les établissements géographiquement établis sur le territoire du département des Alpes de Haute Provence. Son montant sera calculé à partir de la taxe de séjour au régime réel, base de calcul pour les 10% additionnels. La taxe additionnelle est payée par les vacanciers en même temps que la taxe de séjour à laquelle elle s'ajoute.

Ainsi il est rappelé que la taxe de séjour est perçue au réel par toutes les catégories d'hébergement à titre onéreux :

- Palaces,
- Hôtels de tourisme,
- Résidences de tourisme,
- Meublés de tourisme,
- Villages de vacances,
- Auberges collectives,

- Chambres d'hôtes,
- Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures,
- Terrains de camping et de caravanage,
- Ports de plaisance,
- Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement.

En vertu de l'article L2333-29 du Code général des collectivités territoriales, elle est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux, qui n'y sont pas domiciliées.

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe de séjour due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la catégorie de l'hébergement dans lequel il séjourne, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour.

La taxe de séjour est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

La taxe additionnelle de 10% viendra en supplément de la taxe de séjour ainsi calculée, cela uniquement pour les établissements du département des Alpes de Haute Provence.

Il faut noter également que sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L2333-31 du CGCT :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

Décision :

Vu la délibération du conseil départemental des Alpes de Haute Provence du 21/06/2019 portant sur l'institution d'une taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour,

Il est proposé :

Article 1 : La Communauté d'Agglomération de Gap Tallard Durance a institué une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire depuis le 01/01/2018

La présente délibération reprend toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour sur son territoire, elle annule et remplace toutes les délibérations antérieures à compter du 1er Janvier 2023.

Article 2 : La taxe de séjour est perçue au réel par l'ensemble des catégories d'hébergement.

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées (voir : article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales).

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe de séjour due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la catégorie de l'hébergement dans lequel il séjourne, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour.

La taxe de séjour est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Article 3 : La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

Article 4 : Le Conseil Départemental des Alpes de Haute Provence, par délibération en date du 21/06/2019, a institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour. Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par la Communauté d'Agglomération de Gap Tallard Durance pour le compte du département dans les mêmes conditions que la taxe de séjour communautaire à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

La taxe additionnelle de 10% viendra en supplément de la taxe de séjour communautaire, cela uniquement pour les établissements du département des Alpes de Haute Provence.

Article 5 : Conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT, les tarifs doivent être arrêtés par le conseil communautaire avant le 1er octobre de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Le barème suivant est appliqué à partir du 1er janvier 2023 :

Catégories d'hébergement	Tarif EPCI
Palaces	4.00€
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3.00€
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2.00€
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1.00 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.80 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0.60 €

Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20 €

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau de l'article 5, le tarif applicable par personne et par nuitée est de 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité soit 4 €.

Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

La taxe additionnelle départementale s'ajoute à ces tarifs.

Article 6 : Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

Article 7 : Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service taxe de séjour.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier, le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre des séjours.

En cas de déclaration par internet, le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois.

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner accompagné de leur règlement :

- Avant le 31 mai, pour les taxes perçues du 1er janvier au 30 avril
- Avant le 30 septembre, pour les taxes perçues du 1er mai au 31 août
- Avant le 31 janvier, pour les taxes perçues du 1er septembre au 31 décembre.

Article 8 : Le produit de cette taxe est intégralement utilisé pour le développement touristique du territoire au travers du financement de l'Office de Tourisme conformément à l'article L2333-27 du CGCT.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 52

- ABSTENTION(S) : 1

Mme Laurence ALLIX

- SANS PARTICIPATION : 2

Mme Solène FOREST, M. Claude BOUTRON

7 - Création du règlement intérieur de l'aire de grand passage

Un prestataire est chargé de la gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux.

Le décret du 05 mars 2019 prévoit qu'un règlement intérieur fixe les règles applicables aux aires de grand passage.

Le règlement intérieur de l'aire de grand passage est adapté pour la réalisation et la gestion de l'aire ainsi que les caractéristiques de cette dernière.

Par conséquent, ledit règlement intérieur est créé et applicable à partir du 01 juillet 2022.

La convention d'occupation et la fiche d'état des lieux entrée et sortie existantes, sont actualisées par les annexes du règlement intérieur ci-après :

- ANNEXE I : convention d'occupation de l'aire de Grand Passage
- ANNEXE II : fiche d'état des lieux d'entrée et de sortie de l'aire de Grand Passage.

Vu la Loi n° 2000-614 du 5 Juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage,

Vu le Décret n° 2019-171 du 05 mars 2019 relatif aux aires de grand passage,

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 05-2016-10-26-001 du 26 Octobre 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance par fusion-extension, compétente en matière d'accueil des gens du voyage,

Décision :

Il est proposé sur avis favorable de la commission développement économique, finances et ressources humaines du 22 juin 2022 :

Article 1 : d'abroger la délibération du conseil communautaire n° 2008.02.007 du 01 février 2008 mettant en place le protocole de mise à disposition d'un terrain de grand passage.

Article 2 : de valider le nouveau règlement intérieur et ses annexes, applicable à compter du 01 juillet 2022.

Mme ALLEMAND les remercie de remettre ce règlement à jour pour que les habitants du quartier de la Tourronde puissent enfin s'appuyer sur une réglementation précise pour faire respecter leur tranquillité. Pas plus tard

qu'avant hier soir, ils ont encore eu droit à du bruit. Elle souhaite que cette convention soit donnée aux forces de l'ordre pour qu'ils ne soient pas rétorqués, quand les habitants appellent le 17 pour faire intervenir la force publique, qu'il n'y a pas lieu de se déplacer. Par ailleurs, elle regrette également l'absence de dépôt de caution lors de l'arrivée de ces caravanes, car quand ils partent, les riverains ont souvent à demander à l'Hygiène de venir nettoyer, non seulement les abords de l'aire, mais aussi le parking du cimetière de la Tourronde, devenant quasiment inabordable tellement il est dégoûtant, ainsi que les autres abords jouxtant cette aire. Elle a ce regret-là sur ce règlement. Elle remercie d'avoir fait droit à cette demande pour permettre enfin aux habitants de la Tourronde de dormir tranquille.

M. le Président partage les dires de Mme ALLEMAND, en particulier sur l'article 5, renforcé de façon à pouvoir intervenir aussi bien d'un point de vue hygiène que d'un point de vue tranquillité publique. Tout cela sera transmis à qui de droit. Malheureusement, au-delà de ce qui se passe à une certaine heure de la nuit, les forces de Police Municipale ne sont plus en activité, et le potentiel de personnel disponible au niveau de la Police Nationale est relativement faible. Ils le savent, M. le Président s'en plaint depuis des années, ils réitéreront leur demande auprès du Directeur Départemental de la Sécurité Publique, de la Préfète, et ils feront en sorte de convaincre celles et ceux fréquentant ce lieu, de ne pas se mettre en difficulté par rapport à des problèmes d'hygiène, à des problèmes de santé et à des problèmes de tranquillité publique, car le bruit peut troubler les gens en difficulté d'un point de vue santé et ils peuvent aussi verbaliser si toutefois la santé est mise en cause par le comportement de certains. Il y a un projet de délocalisation de ce camp. Malheureusement les réglementations évoluent, il ne dira pas quotidiennement, mais au moins annuellement, et leur impose des surfaces très difficiles à trouver en terme quantitatif. Ils y travaillent. C'est une sollicitation faite par leur collègue, M. le Juge BILLAUD, malheureusement, ils n'ont pas pu la résoudre à cette heure.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 53

- ABSTENTION(S) : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

8 - Désignation du Président de séance pour les délibérations afférentes aux comptes administratifs

Les articles L.5211-1 et L.2121.14 du Code Général des Collectivités Territoriales disposent que dans les séances où le Compte Administratif du Président est débattu, le Conseil Communautaire élit son Président.

Décision :

Il est proposé de nommer Monsieur Christian HUBAUD, pour remplir ces fonctions lors des délibérations relatives au Compte Administratif.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 53

- ABSTENTION(S) : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

M. le Président laisse la parole à M. HUBAUD et se retire.

9 - Approbation du compte de gestion 2021 du receveur : Budget Général et Budgets annexes

Vu les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le Compte de Gestion dressé par le Trésorier Principal accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures :

1°) - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2°) - Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3°) - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Décision :

L'assemblée déclare que le Compte de Gestion dressé, pour l'exercice 2021 par le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 54

- SANS PARTICIPATION : 1

M. Roger DIDIER

10 - Compte Administratif 2021

Le Compte administratif de l'exercice 2021, qui est soumis à votre approbation, est présenté selon l'instruction comptable M14 pour le budget général et les budgets annexes des zones d'aménagement, et selon l'instruction M4 pour les autres budgets annexes.

Le compte administratif est un document de synthèse qui présente l'exécution du budget. Il rapproche les prévisions inscrites au budget des réalisations effectives en dépenses et en recettes et présente les résultats comptables de l'exercice.

Les restes à réaliser en investissement et les rattachements de charges et produits en fonctionnement sont pris en compte dans le calcul des résultats du compte administratif.

Conformément à l'article L2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient, après le vote du compte administratif, d'en affecter les résultats.

Seul le résultat excédentaire de la section de fonctionnement, au titre des réalisations du compte administratif fait l'objet d'une affectation par décision de notre assemblée. Le résultat à affecter est le résultat cumulé, c'est-à-dire le résultat de l'exercice 2021 tenant compte du report du résultat 2020.

L'affectation du résultat doit couvrir en priorité le besoin de financement dégagé par la section d'investissement.

BUDGET GENERAL

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	21 851 051,38
Charges à caractère général	6 425 725,40
Charges de personnel	2 326 647,97
Atténuations de produits	8 654 871,96
Autres charges de gestion courante	3 916 539,36
Charges Financières	49 360,61
Charges Exceptionnelles	40 750,01
Opérations d'ordre	437 156,07
Recettes 2021	21 115 392,92
Atténuations de charges	32 744,26
Produits des services	908 517,37
Impôts et Taxes	14 451 533,42
Dotations et Subventions	5 523 072,71
Autres produits de gestion courante	152 667,88
Produits exceptionnels	23 777,60
Opérations d'ordre	23 079,68
Résultat de l'exercice 2021	- 735 658,46
Excédent reporté 2020	+ 996 410,33
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	+ 260 751,87

BUDGET GENERAL

Section d'investissement

Dépenses 2021	1 364 106,71
Frais d'Etudes et Insertions	19 767,31
Subventions d'Equipement versées	524 504,45
Immobilisation corporelles	279 195,83
Travaux	377 671,71
Capital de la dette	139 887,73
Opérations d'ordre	23 079,68
Recettes 2021	1 832 024,05
Excédent de fonctionnement capitalisé	335 402,64
FCTVA	195 975,48
Subventions	863 489,86
Opérations d'ordre	437 156,07
Résultat de l'exercice 2021	+ 467 917,34
Excédent reporté 2020	- 1 386 526,59
Solde des Restes à Réaliser	+ 1 255 706,24
Excédent de Clôture 2021 Section d'Investissement	+ 337 096,99

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Déficit reporté en investissement - Article 001 : - 918 609,25 €
- Excédent reporté en fonctionnement - Article 002 : + 260 751,87 €

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	2 794 117,50
Charges à caractère général	1 077 987,69
Charges de personnel	561 005,58
Charges Financières	124 974,86
Atténuations de produits	7 798,00

Charges Exceptionnelles	87 426,17
Autres charges de gestion courante	9 279,23
Opérations d'ordre	925 645,97
Recettes 2021	3 384 148,98
Atténuations de charges	459,91
Produits des services	2 697 751,11
Subventions d'exploitation	151 641,29
Autres produits de gestion courante	724,90
Produits Exceptionnels	248 965,37
Opérations d'ordre	284 606,40
Résultat de l'exercice 2021	+ 590 031,48
Excédent reporté 2020	+ 445 195,13
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	+ 1 035 226,61

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Section d'investissement

Dépenses 2021	996 253,89
Frais d'Etudes et Insertions	3 590,00
Immobilisation corporelles	77 393,96
Travaux	147 167,85
Capital de la dette	483 495,68
Opérations d'ordre	284 606,40
Recettes 2021	1 279 838,55
Subventions	23 582,19
Excédent de fonctionnement capitalisé	330 610,39
Opérations d'ordre	925 645,97
Résultat de l'exercice 2021	+ 283 584,66
Déficit reporté 2020	- 205 936,47
Solde des Restes à Réaliser	- 323 450,60

Déficit de Clôture 2021 Section d'Investissement	- 245 802,41
---	---------------------

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Couverture du besoin de financement - Article 1068 : + 245 802,41 €
- Excédent reporté en investissement - Article 001 : + 77 648,19 €
- Excédent reporté en fonctionnement - Article 002 : + 789 424,20 €

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	209 540,11
Charges Financières	2 714,17
Atténuations de produits	17 095,00
Charges à caractère général	87 730,99
Charges exceptionnelles	55 499,43
Opérations d'ordre	46 500,52
Recettes 2021	198 286,08
Autres produits de gestion courante	2 867,04
Produits des services	176 369,69
Opérations d'ordre	19 049,35
Résultat de l'exercice 2021	- 11 254,03
Résultat reporté 2020	+ 111 334,06
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	+ 100 080,03

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Section d'investissement

Dépenses 2021	70 918,36
Remboursement dette	36 810,09
Travaux	15 058,92
Opérations d'ordre	19 049,35

Recettes 2021	247 124,94
Excédent de fonctionnement capitalisé	157 198,04
Remboursements	43 426,38
Opérations d'ordre	46 500,52
Résultat de l'exercice 2021	+ 176 206,58
Résultat reporté 2020	- 168 073,86
Solde des Restes à Réaliser	+ 0,00
Excédent de Clôture 2021 Section d'Investissement	+ 8 132,72

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Excédent reporté en investissement - Article 001 : + 8 132,72 €
- Excédent reporté en fonctionnement - Article 002: + 100 080,03 €

BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	4 698 795,63
Charges à caractère général	2 839 878,72
Charges de personnel	1 579 141,17
Autres charges de gestion courante	1,07
Charges Exceptionnelles	492,73
Charges Financières	16 045,59
Opérations d'ordre	263 236,35
Recettes 2021	4 821 495,90
Atténuation de charges	23 027,87
Produits des services	18 207,53
Impôts et Taxes	2 057 160,79
Subventions et participations	2 607 335,26
Produits exceptionnels	95 009,89
Autres produits de gestion courante	2,08
Opérations d'ordre	20 752,48
Résultat de l'exercice 2021	+ 122 700,27

Excédent reporté 2020	+ 55 288,37
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	+ 177 988,64

BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS

Section d'investissement

Dépenses 2021	440 953,92
Frais d'Etudes et Insertions	12 445,96
Travaux	13 113,87
Immobilisation corporelles	316 719,74
Capital de la dette	77 921,87
Opérations d'ordre	20 752,48
Recettes 2021	359 187,09
FCTVA	89 414,92
Subventions d'investissement	6 535,82
Opérations d'ordre	263 236,35
Résultat de l'exercice 2021	- 81 766,83
Excédent reporté 2020	+ 426 719,04
Solde des Restes à Réaliser	- 369 971,93
Excédent de Clôture 2021 Section d'Investissement	- 25 019,72

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Excédent reporté en investissement - Article 001 : + 344 952,21 €
- Couverture du besoin de financement - Article 1068 : + 25 019,72 €
- Excédent reporté en fonctionnement - Article 002 : + 152 968,92 €

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DES FAUVINS

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	0,00
Charges à caractère général	0,00
Opérations d'ordre	0,00

Recettes 2021	0,00
Opérations d'ordre	0,00
Résultat de l'exercice 2021	0,00
Résultat reporté 2020	+ 21 211,34
Solde des Restes à Réaliser	0,00
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	+ 21 211,34

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DES FAUVINS

Section d'investissement

Dépenses 2021	0,00
Opérations d'ordre	0,00
Recettes 2021	0,00
Opérations d'ordre	0,00
Résultat de l'exercice 2021	0,00
Résultat reporté 2020	- 23 433,82
Déficit de Clôture 2021 Section d'Investissement	- 23 433,82

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Déficit reporté en investissement - Article 001 : - 23 433,82 €
- Excédent reporté en fonctionnement - Article 002 : + 21 211,34 €

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LACHAUP

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	613 777,05
Charges à caractère général	166 927,05
Opérations d'ordre	446 850,00
Recettes 2021	593 685,00

Ventes	146 835,00
Opérations d'ordre	446 850,00
Résultat de l'exercice 2021	- 20 092,05
Résultat reporté 2020	+ 644 037,57
Solde des Restes à Réaliser	+0,00
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	+ 623 945,52

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LACHAUP

Section d'investissement

Dépenses 2021	446 850,00
Opérations d'ordre	446 850,00
Recettes 2021	446 850,00
Opérations d'ordre	446 850,00
Résultat de l'exercice 2021	0,00
Résultat reporté 2020	- 403 784,12
Déficit de Clôture 2021 Section d'Investissement	- 403 784,12

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Déficit reporté en investissement - Article 001 : - 403 784,12 €
- Excédent reporté en fonctionnement - Article 002 : + 623 945,52 €

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE MICROPOLIS

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	0,00
Charges à caractère général	0,00
Recettes 2021	0,00
Opérations d'ordre	0,00
Résultat de l'exercice 2021	0,00

Résultat reporté 2020	+ 101 999,56
Solde des Restes à Réaliser	+ 0.00
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	+ 101 999,56

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE MICROPOLIS

Section d'investissement

Dépenses 2021	0,00
Opérations d'ordre	0,00
Recettes 2021	0,00
Résultat de l'exercice 2021	0,00
Résultat reporté 2020	- 61 917,29
Déficit de Clôture 2021 Section d'Investissement	- 61 917,29

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Déficit reporté en investissement - Article 001 : - 61 917,29 €
- Excédent reporté en fonctionnement - Article 002 : + 101 999,56 €

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE GANDIERE

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	1 915 869,24
Charges à caractère général	97 943,28
Charges Financières	21 935,42
Opérations d'ordre	1 795 990,54
Recettes 2021	2 106 145,94
Produits exceptionnels	113,40
Ventes	310 042,00
Opérations d'ordre	1 795 990,54
Résultat de l'exercice 2021	+ 190 276,70

Résultat reporté 2020	- 75 335,10
Solde des Restes à Réaliser	+ 0,00
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	+ 114 941,60

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE GANDIERE

Section d'investissement

Dépenses 2021	1 797 552,84
Remboursement dette	24 323,84
Opérations d'ordre	1 773 229,00
Recettes 2021	1 773 229,00
Opérations d'ordre	1 773 229,00
Résultat de l'exercice 2021	- 24 323,84
Résultat reporté 2020	- 1 972 557,28
Déficit de Clôture 2021 Section d'Investissement	- 1 996 881,12

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Déficit reporté en investissement - Article 001 : - 1 996 881,12 €
- Excédent reporté en fonctionnement - Article 002 : + 114 941,60 €

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LA BEAUME

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	11 471,01
Charges à caractère général	1 737,98
Charges Financières	1 694,31
Opérations d'ordre	8 038,72
Recettes 2021	13 371,16
Opérations d'ordre	13 371,16
Résultat de l'exercice 2021	+ 1 900,15
Résultat reporté 2020	- 2 455,08
Solde des Restes à Réaliser	+ 0,00

Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	- 554,93
---	-----------------

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LA BEAUME

Section d'investissement

Dépenses 2021	14 137,34
Remboursement dette	2 472,70
Opérations d'ordre	11 664,64
Recettes 2021	6 332,20
Opérations d'ordre	6 332,20
Résultat de l'exercice 2021	- 7 805,14
Résultat reporté 2020	- 15 435,63
Déficit de Clôture 2021 Section d'Investissement	- 23 240,77

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Déficit reporté en investissement - Article 001 : - 23 240,77 €
- Déficit reporté en fonctionnement - Article 002 : - 554,93 €

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LARDIER

Section de fonctionnement

Dépenses 2021	1 096,00
Charges à caractère général	1 096,00
Recettes 2021	1 096,00
Opérations d'ordre	1 096,00
Résultat de l'exercice 2021	0,00
Résultat reporté 2020	0,00
Solde des Restes à Réaliser	0,00
Excédent de Clôture 2021 Section de Fonctionnement	0,00

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LARDIER

Section d'investissement

Dépenses 2021	1 096,00
Opérations d'ordre	1 096,00
Recettes 2021	0,00
Opérations d'ordre	0,00
Résultat de l'exercice 2021	- 1 096,00
Résultat reporté 2020	0,00
Déficit de Clôture 2021 Section d'Investissement	- 1 096,00

Compte tenu de ces résultats, il vous est proposé d'affecter les résultats ainsi :

- Déficit reporté en investissement - Article 001 : - 1 096,00 €

Décision :

Il est proposé sur avis favorable de la Commission Développement Économique, Finances et Ressources Humaines du 22 juin 2022:

- Article 1 : d'approuver les comptes administratifs 2021 du budget général et des budgets annexes.

- Article 2 : d'approuver les affectations de résultats tel que proposé pour le budget général et les budgets annexes.

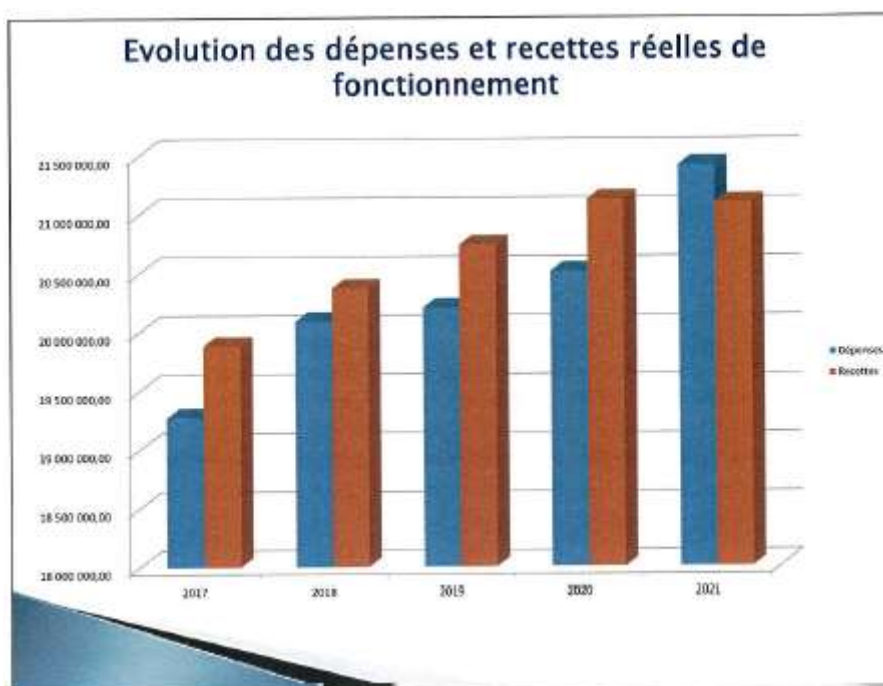


Le Budget général



En fonctionnement, le budget général fait ressortir un excédent cumulé de 260.751,87 €.

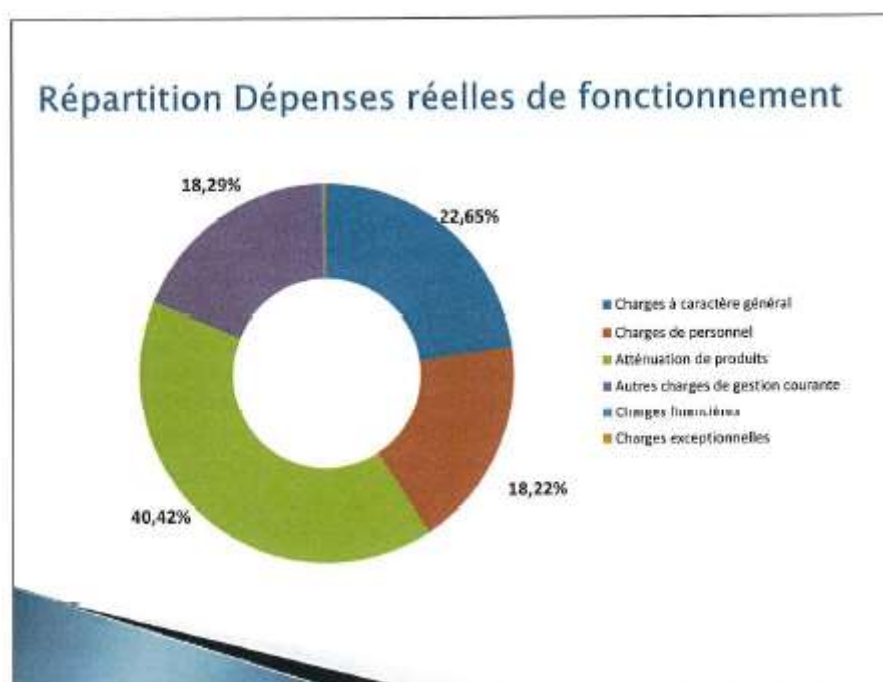
En investissement, le résultat cumulé est déficitaire de 918.609,25 €, les restes à réaliser sont excédentaires de 1.255.706,24 €, cela engendre un excédent d'investissement 2021 de 337.096,99 €.



Ce graphique retrace l'évolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement depuis 2017. L'évolution croissante et constante des dépenses et des recettes est liée aux nombreux transferts de compétences intervenus depuis la création de l'EPCI.

En 2021, les recettes sont inférieures aux dépenses, et ce pour la première fois, cela est dû à plusieurs phénomènes :

- l'augmentation du coût du traitement des déchets et de la TGAP,
- la stabilité de la fiscalité entre 2020 et 2021,
- la baisse des dotations de 150.000 € par an.

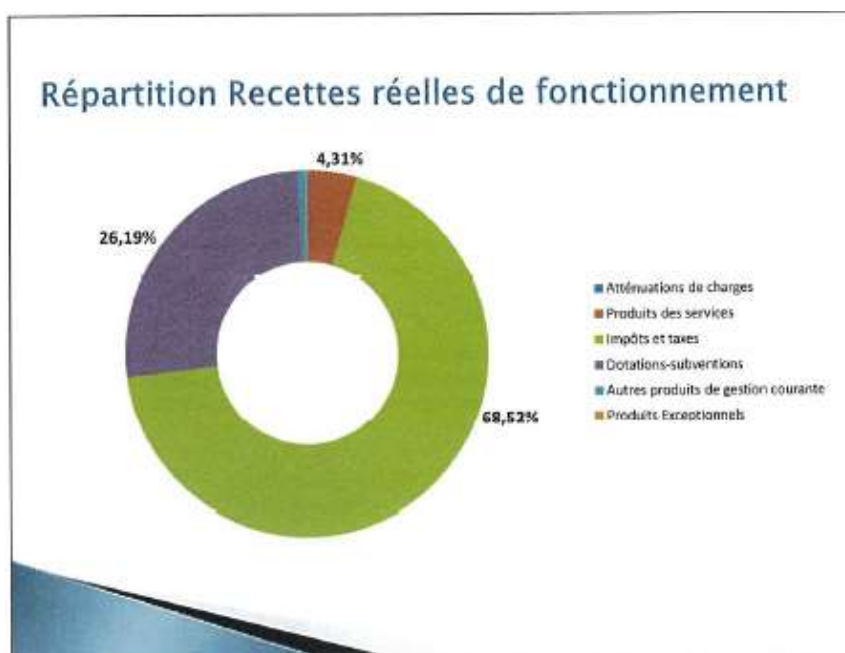


Ce graphique fait apparaître que la part la plus importante des dépenses de fonctionnement concerne les atténuations de produits, à hauteur de 40,42 %.

Cela concerne principalement l'attribution de compensation versée par l'agglomération aux communes membres, pour un total de 8.165.338,18 €.

Ensuite, les charges à caractère général, correspondant aux dépenses permettant le fonctionnement des services, représentent 22,65 %.

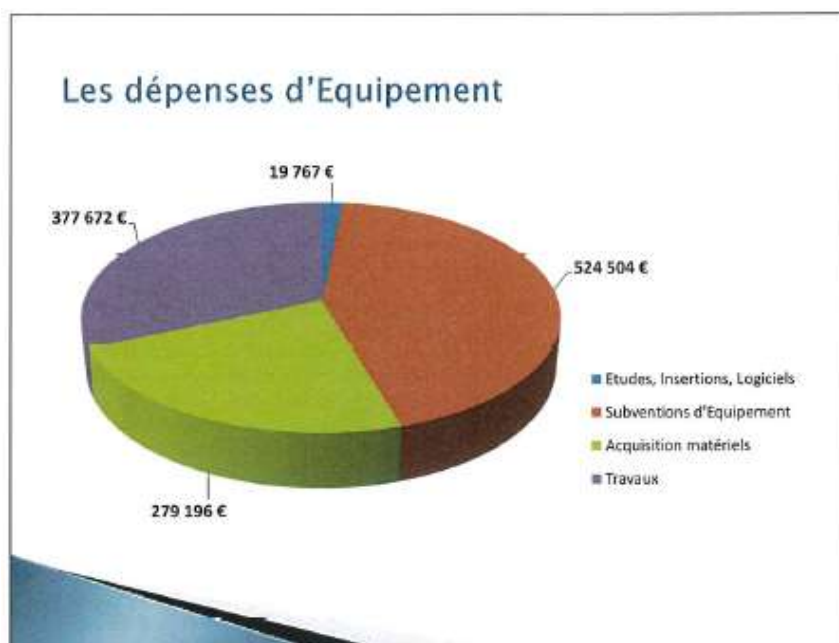
Les charges de personnel interviennent à hauteur de 18,22 %, sachant que dans cette répartition, la mise à disposition par la ville de Gap et le CCAS sont prises en compte. Enfin les charges de gestion courante (concernant principalement les subventions aux associations, la subvention au budget annexe des Transports Urbains, à l'Office de Tourisme Intercommunal et la contribution au SDIS) représentent 18,29 % des dépenses.



Ce graphique montre que la principale source de recettes est représentée par les impôts et taxes (68,52%).

Ensuite les dotations et participations représentant 26,19 % des ressources de fonctionnement.

Enfin, les produits de services représentent 4,31 % des recettes de cette section.



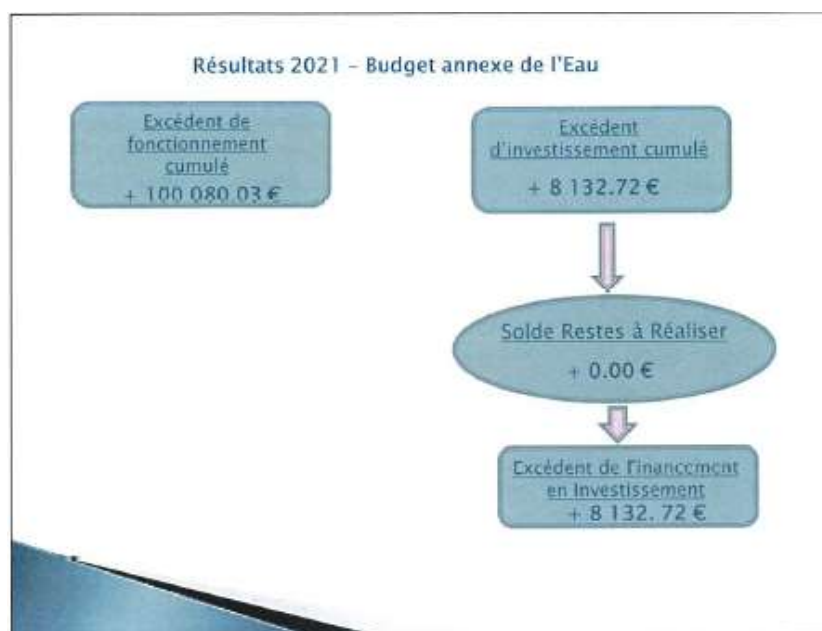
Ce graphique montre la répartition des dépenses d'équipement réalisées en 2021, s'élevant à 1.201.139,30 €.

Les travaux représentent 31,44 % des dépenses pour un montant de 377.672 €.

279.196 € d'acquisitions de matériels ont été réalisés.

524.504 € de subventions d'équipement ont été versées, il s'agit principalement des fonds de concours versés aux communes.

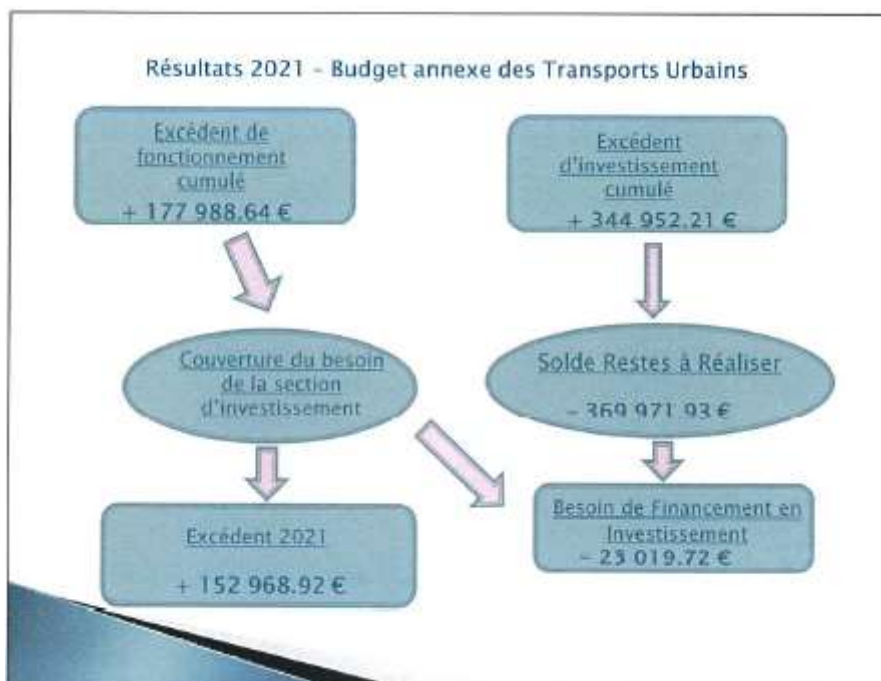
Enfin, ils ont réalisé 19.767 € de frais d'études, d'insertions et d'acquisitions de logiciels.



En fonctionnement, ce budget fait ressortir un excédent cumulé de 100.080,03 €. En investissement, le résultat 2021 cumulé est excédentaire de 8.132,72 €.



En fonctionnement, ce budget fait ressortir un excédent cumulé de 1.035.226,61 €. En investissement, le résultat 2021 cumulé est excédentaire de 77.648,19 €. Pour 2021, les restes à réaliser sont déficitaires de 323.450,60 €, ce déficit génère un besoin de financement s'élevant donc à 245.802,41 €. Ainsi le résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021, après couverture du besoin de financement de la section d'investissement, est de +789.424,20 €.



En fonctionnement, ce budget fait ressortir un excédent cumulé de 177.988,64 €. En investissement, le résultat 2021 cumulé est excédentaire de 344.952,21 €. Pour 2021, les restes à réaliser sont déficitaires de 369.971,93 €, ce déficit génère un besoin de financement s'élevant à 25.019,72 €.

Ainsi, le résultat de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021, après couverture du besoin de financement de la section d'investissement, est de +152.968,92 €.



- Zone des Fauvins :
Ce budget présente un excédent de fonctionnement de 21.211,34 € et un déficit d'investissement de 23.433,82 €.
- Zone de Gandière :
Ce budget présente un excédent de fonctionnement de 114.941,60 € et un déficit d'investissement de 1.996.881,12 €.
- Zone de Lachaup :
Ce budget présente un excédent de fonctionnement de 623.945,52 € et un déficit d'investissement de 403.784,12 €.
- Zone de Micropolis :
Ce budget présente un excédent de fonctionnement de 101.999,56 € et un déficit d'investissement de 61.917,29 €.
- Zone de la Beaume :
Ce budget présente un déficit de fonctionnement de 554,93 € et un déficit d'investissement de 23.240,77 €.
- Zone de Lardier :
Ce budget présente un déficit d'investissement de 1.096,00 €.

Quelques éléments consolidés

- Une épargne nette de 2 225 295 € en baisse de 25.39 % par rapport à 2020
- Une marge d'autofinancement courant qui se situe à 0.98
- Une capacité de désendettement de 2.35 années

La Communauté d'Agglomération dégage une épargne nette de 2.225.295 €.

M. HUBAUD rappelle que l'épargne nette mesure l'épargne disponible permettant d'investir sans emprunter. Elle a baissé de - 25,39 % entre 2020 et 2021. Ils ont calculé leur marge d'autofinancement courant. Ce ratio traduit leur capacité à couvrir les charges courantes de fonctionnement et le remboursement de la dette par les produits de fonctionnement. Un ratio supérieur à 1 indique que la collectivité ne dispose d'aucun autofinancement pour ses investissements. L'agglomération se situe à 0.98, soit en-dessous du seuil d'alerte, mais le ratio était de 0.95 en 2020. Enfin, ils ont calculé la capacité de désendettement consolidée. Il s'agit du principal critère de solvabilité d'une collectivité. Elle s'exprime en effet par le nombre d'années que celle-ci mettrait à rembourser sa dette si elle choisissait d'y consacrer tous ses moyens de fonctionnement. Le seuil d'alerte moyen se situe autour de 8 ans et la zone à risque à partir de 11-12 ans. Leur capacité de désendettement est de 2,35 années, cela laisse donc des marges de manœuvre à leur collectivité.

La question de M. ARNAUD s'adresse plus aux services administratifs qu'au président de séance. Il a été dit qu'une part du budget de fonctionnement venait en accumulation des charges de personnel. Il imagine qu'il s'agit de la partie des financements de l'agglomération venant en compensation de la ville de Gap pour la mise à disposition d'une partie de ses personnels pour des missions de l'agglomération. Il souhaiterait connaître le montant de cette atténuation précisément, et deuxièmement, s'il pouvait être transmis à ceux le souhaitant, la liste des personnels de la Ville de Gap travaillant pour l'agglomération et le pourcentage de remboursement par l'agglomération de la part des missions consacrées par ces agents au titre du fonctionnement de l'agglomération depuis 2017. C'est un élément important, il rappelle que seule la ville de Gap mutualise une partie de ses personnels avec l'agglomération et aucune autre commune ne le fait.

M. ROHRBASSER précise que l'agglomération verse environ 1.500.000 € de frais de personnel à la ville de Gap et la ville de Gap verse 250.000 € à l'agglomération car, effectivement, ils sont mutualisés dans un sens descendant et dans un sens ascendant. Ces prestations, dans les deux sens, sont validées tous les ans, au mois

de décembre, dans le cadre d'une délibération prise par le Conseil Communautaire et par le Conseil Municipal intitulée « convention de mutualisation », reprenant dans le détail l'intégralité des missions, service par service, avec les pourcentages affectés dans les différents services et concourant au fonctionnement de l'agglomération et de la ville de Gap.

M. ARNAUD aurait souhaité une réponse du Président. Devant la crise de ses personnels, au-delà de ces notions de service, effectivement une délibération définit la répartition, mais il aimerait avoir la tranquillité d'esprit et être certain que les pourcentages en question correspondent à des réalités évaluées avec des critères suffisamment objectifs afin de ne pas susciter des doutes.

M. HUBAUD répond prendre acte de cette demande.

Mme FOREST souhaite savoir s'ils ont des comparaisons avec d'autres EPCI en France car elle est agréablement surprise de voir leur capacité de désendettement de 2,35 années.

M. HUBAUD a interrogé Mme MASSON ; selon elle, ils peuvent les avoir, mais pas ici.

M. HUBAUD fait procéder au vote du budget général d'une part et ensuite des budgets annexes.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 52

- ABSTENTION(S) : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

- SANS PARTICIPATION : 1

M. Roger DIDIER

M. le Président rejoint la séance.

11 - Budget Supplémentaire 2022

Le budget supplémentaire est un acte d'ajustement et reports dont la présentation est en tous points identiques à celle du budget primitif.

En tant qu'acte d'ajustement, il constate, comme toute décision modificative, l'ouverture des crédits supplémentaires non prévus au budget primitif et leur financement.

En tant que budget de reports, il a pour objet essentiel de reprendre les résultats dégagés à la clôture de l'exercice précédent apparaissant au compte administratif.

Lors du conseil communautaire du 17 mars 2022, le Budget Primitif 2022 de la communauté d'agglomération Gap Tallard Durance a été voté, il convient aujourd'hui de procéder aux ajustements nécessaires et d'intégrer les résultats 2021 tel que présenté ci-dessous :

BUDGET GENERAL

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	
Charges à caractère général	577 038,61
Charges de personnel	174 435,18
Atténuations de produits	45 000,00
Autres charges de gestion courante	8 303,30
Charges Financières	13 800,00
TOTAL	818 577,09

RECETTES	
Atténuations de charges	6 910,00
Produits des services	24 200,00
Produits exceptionnels	11 400,00
Impôts et Taxes	- 302 733,00
Dotations, Subventions et Participations	818 048,22
Résultat reporté	260 751,87
TOTAL	818 577,09

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Immobilisations incorporelles	25 165,86
Immobilisations corporelles	162 800,77
Immobilisations en cours	- 526 550,00
Restes à réaliser	2 237 993,68
Capital de la dette	67 000,00
Opérations pour compte de tiers	3 454 104,00
Résultat Reporté	918 609,25

	TOTAL	6 339 123,56
--	--------------	---------------------

RECETTES		
Subventions		- 608 680,36
Restes à réaliser		3 493 699,92
Opérations pour compte de tiers		3 454 104,00
	TOTAL	6 339 123,56

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		
Charges à caractère général		145 219,59
Charges Exceptionnelles		91 918,54
Virement à la section d'investissement		115 484,15
	TOTAL	352 622,28
RECETTES		
Autres produits de gestion courante		252 542,25
Excédent de Fonctionnement reporté		100 080,03
	TOTAL	352 622,28

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Immobilisations en cours	298 489,72
TOTAL	298 489,72
RECETTES	
Subvention	32 426,50
Remboursement de travaux	142 446,35
Virement de la section de fonctionnement	115 484,15
Excédent reporté	8 132,72
TOTAL	298 489,72

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	
Charges à caractère général	483 999,98
Charges de personnel	37 566,00
Autres charges de gestion courante	3 000,00
Charges financières	1 000,00
Charges Exceptionnelles	5 513,22
Virement à la section d'investissement	300 000,00
TOTAL	831 079,20
RECETTES	
Atténuations de charges	1 300,00
Produits exceptionnels	61 572,00
Ventes de produits	-21 217,00
Excédent de Fonctionnement reporté	789 424,20
TOTAL	831 079,20

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Restes à réaliser	323 450,60
Immobilisations incorporelles	71 440,00
Immobilisations corporelles	1 643,62
Immobilisations en cours	226 916,38
TOTAL	623 450,60

RECETTES	
Excédent de fonctionnement capitalisé	245 802,41
Résultat reporté	77 648,19
Virement de la section de fonctionnement	300 000,00
TOTAL	623 450,60

BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	
Charges à caractère général	152 974,11
Charges de Personnel	140 141,14
TOTAL	293 115,25

RECETTES	
Atténuations de charges	8 000,00
Versement Mobilité	126 000,00
Produits Exceptionnels	6 146,33
Excédent de Fonctionnement reporté	152 968,92
TOTAL	293 115,25

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Restes à réaliser	397 286,11
TOTAL	397 286,11
RECETTES	
Restes à réaliser	27 314,18
Excédent de fonctionnement capitalisé	25 019,72
Résultat reporté	344 952,21
TOTAL	397 286,11

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DES FAUVINS

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	
Charges à caractère général	524,00
Virement à la section d'Investissement	23 433,82
TOTAL	23 957,82
RECETTES	
Produits des services	2 746,48
Résultat Reporté	21 211,34
TOTAL	23 957,82

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Résultat reporté	23 433,82
TOTAL	23 433,82
RECETTES	
Virement de la section de Fonctionnement	23 433,82
TOTAL	23 433,82

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LACHAUP

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	
Charges à caractère général	220 161,40
Virement à la section d'Investissement	403 784,12
TOTAL	623 945,52
RECETTES	
Résultat reporté	623 945,52
TOTAL	623 945,52

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Résultat reporté	403 784,12
TOTAL	403 784,12

RECETTES	
Virement de la section de Fonctionnement	403 784,12
TOTAL	403 784,12

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE MICROPOLIS

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	
Charges à caractère général	40 082,27
Virement à la section d'Investissement	61 917,29
TOTAL	101 999,56

RECETTES	
Résultat reporté	101 999,56
TOTAL	101 999,56

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Résultat reporté	61 917,29

	TOTAL	61 917,29
RECETTES		
Virement de la section de Fonctionnement		61 917,29
	TOTAL	61 917,29

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE GANDIERE

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		
Charges à caractère général		- 486 445,92
Virement à la section d'Investissement		1 996 881,12
	TOTAL	1 510 435,20
RECETTES		
Résultat reporté		114 941,60
Ventes de terrains		1 395 493,60
	TOTAL	1 510 435,20

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		
Résultat reporté		1 996 881,12
	TOTAL	1 996 881,12
RECETTES		
Virement de la section de fonctionnement		1 996 881,12
	TOTAL	1 996 881,12

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LA BEAUME

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	
Charges à caractère général	58 224,30
Charges financières	1 200,00
Virement à la section d'Investissement	23 240,77
Opérations d'ordre	22 000,00
Résultat reporté	554,93
TOTAL	105 220,00

RECETTES	
Ventes de terrains	83 220,00
Opérations d'ordre	22 000,00
TOTAL	105 220,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Opérations d'ordre	22 000,00
Résultat reporté	23 240,77
TOTAL	45 240,77

RECETTES	
Opérations d'ordre	22 000,00
Virement de la section de Fonctionnement	23 240,77
TOTAL	45 240,77

BUDGET ANNEXE DE LA ZONE D'AMENAGEMENT DE LARDIER

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES	
Charges à caractère général	- 1 096,00
Virement à la section d'Investissement	1 096,00
TOTAL	0,00

RECETTES	
TOTAL	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Résultat reporté	1 096,00
TOTAL	1 096,00

RECETTES	
Virement de la section de Fonctionnement	1 096,00
TOTAL	1 096,00

Décision :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L1612-1 à L 1612-20 et L 2311-1 et L2313-2 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Développement économique, Finances, Ressources humaines du 22 juin 2022 :

Article Unique : d'approuver le Budget Supplémentaire 2022 pour le budget général et les budgets annexes.

M. le Président présente le budget supplémentaire.

Budget Général

La section de fonctionnement s'élève à **818 577.09 €**.

En recettes, ils intègrent les montants notifiés en termes de fiscalité **+ 319 862 €** au global par rapport aux prévisions du BP 2022, -ces éléments ne sont pas disponibles au moment où ils préparent le budget primitif, ils réactualisent les montants au moment du budget supplémentaire- dont les principaux éléments sont les suivants :

Cotisation Foncière des Entreprises : **+ 187 592 €**,
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises : **- 21 279 €**,
Taxe sur les surfaces commerciales : **- 27 853 €**,
Imposition Forfaitaire de Réseaux : **+ 10 181 €**,
Taxe Enlèvement des Ordures Ménagères : **+ 170 814 €**.

En termes de dotations, les notifications leur sont parvenues et indiquent :

- Dotation d'intercommunalité : **1 779 440 €** (perçu 2021 : **1 774 135 €**),
- Dotation de compensation : **2 199 962 €** (perçu 2021 : **2 249 302 €**).

Depuis 2018, les dotations baissent globalement de 150 000 € par an.

En 2021, la baisse est seulement de **44 035 €**, ils ajoutent donc 79 402 € de crédits, ayant anticipé une baisse plus importante lors de l'élaboration du Budget Primitif 2022. M. le Président remercie sa directrice des Finances d'être toujours très prudente en matière d'évolution de dotation.

En dépenses, ils inscrivent :

- Charges à caractère général : **+ 577 038.61 €** (Contrats de prestations de services, frais d'entretien véhicules, Etudes et recherches, ...),
- Charges de personnel : **+ 174 435.18 €**,
- Atténuations de produits : **+ 45 000.00 €** (correspondant au reversement de la taxe de séjour),
- Autres charges de gestion courante : **+ 8 303.30 €**,
- Charges financières : **+ 13 800.00 €**.

En investissement, le Budget Supplémentaire 2022 s'élève à **6 339 123.56 €**.

Les nouveaux investissements concernent principalement :

- la continuité de l'aménagement des bacs enterrés,
- l'aménagement du parking relais du sénateur,

- les maîtrises d'ouvrage déléguées pour les sections 2 (Châteauvieux) et 6 (La Saulce).

Ce budget supplémentaire est équilibré avec un emprunt nouveau de 2 000 000 € contracté en 2021 pour obtenir des taux plus intéressants. M. le Président a anticipé croyant que les taux allaient bouger, car ils étaient particulièrement bas, ils avaient en effet obtenu ce prêt auprès du crédit coopératif au taux fixe de 0.40 %. Cette anticipation a généré une économie d'environ **207 000 €**, en effet s'ils avaient contracté ce prêt en 2022 au taux actuel de 1.76%, ils auraient payé ces intérêts en plus.

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget Général est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe de l'Eau

Section de fonctionnement : 352 622.28 €

Section d'investissement : 298 489.72 €

Soit un total de **651 112.00 €**

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe de l'eau est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe de l'assainissement

Section de fonctionnement : 831 079.20 €

Section d'investissement : 623 450.60 €

Soit un total de **1 454 529.80 €**

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe de l'assainissement est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe des Transports Urbains

Section de fonctionnement : 293 115.25 €

Section d'investissement : 397 286.11 €

Soit un total de **690 401.36 €**

Ils vont commencer le schéma intercommunal des Transports Urbains qui, il l'espère, leur donnera à la fois satisfaction tant en matière de réseau classique perenne qu'en matière de réseau à la demande.

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe des Transports Urbains est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe de la Zone des Fauvins Section de fonctionnement : 23 957.82 €

Section d'investissement : 23 433.82€

Soit un total de 47 391.64 €

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe de la zone des Fauvins est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe de la Zone de Lachaup

Section de fonctionnement : 623 945.52 €

Section d'investissement : 403 784.12 €

Soit un total de 1 027 729.64 €

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe de la Zone de Lachaup est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe de la Zone de Micropolis

Section de fonctionnement : 101 999.56 €

Section d'investissement : 61 917.29 €

Soit un total de 163 916.85 €

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe de la zone de Micropolis est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe de la Zone de Gandière

Section de fonctionnement : 1 510 435.20 €

Section d'investissement : 1 996 881.12 €

Soit un total de 3 507 316.32 €

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe de la Zone de Gandière est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53

- CONTRE : 2
Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe de la Zone de la Beaume
Section de fonctionnement : 105 220.00 €
Section d'investissement : 45 240.77 €
Soit un total de 150 460.77 €

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe de la Zone de la Beaume est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2
Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

Budget annexe de la Zone de Lardier
Section de fonctionnement : 0.00 €
Section d'investissement : 1 096.00 €
Soit un total de 1 096.00 €

Mis aux voix le Budget supplémentaire - Budget annexe de la Zone de Lardier est adopté ainsi qu'il suit :

- POUR : 53
- CONTRE : 2
Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

12 - Versement de fonds de concours aux Communes membres

Par délibération du 17 mars 2022, la Communauté d'agglomération Gap Tallard Durance a approuvé un pacte financier. Celui-ci permet aux communes membres de recevoir, selon des règles bien définies, le soutien financier de la Communauté d'agglomération pour la réalisation ou l'acquisition d'équipement ou pour des dépenses de fonctionnement contribuant au maintien en état normal d'utilisation d'un équipement, à hauteur maximum de 10 % du montant annuel alloué à chaque commune.

Les communes suivantes sollicitent aujourd'hui le versement de fonds de concours pour les projets suivants :

Section de d'investissement :

LETTRET			
PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS

Eclairage public Chemin des Clôts	9 816.00 €	9 816.00 €	4 908.00 €
Voirie communale Chemin de la Plaine Département : 2 583.00 €	11 000.00 €	8 417.00 €	4 208.00 €
Aménagement du carrefour de la Plaine - Réalisation d'options Région (FRAT) : 13 500.00 € Département (Amendes de police) : 18 000.00 €	45 024.00 €	13 524.00 €	4 651.00 €
PELLEAUTIER			
PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS
Acquisition de deux nouvelles aires de jeux Région : 5 162.10 €	17 207.50 €	12 045.40 €	6 022.70 €
Construction d'un mur de soutènement pour agrandir la cour de l'école Département : 14 705.25 € Région : 6 345.89 €	42 015.00 €	20 963.86 €	10 481.93 €
ESPARRON			
PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS
Réfection voirie communale Les Isnards Département : 8 500 €	30 178.10 €	21 678.10 €	10 839.05 €
Acquisition d'un nouveau logiciel comptable	1 200.00 €	1 200.00 €	600.00 €
CURBANS			
PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS
Réfection de la voirie communale dite Route de la Baume Conseil Départemental 04 - Fonds Départemental d'Appui aux Communes (FODAC) : 9 600 €	31 217.50 €	21 617.50 €	10 627.59 €

BARCILLONNETTE			
PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS
Réfection de la route de Peyssier	5 371.00 €	5 371.00 €	2 685.50 €
Jeux pour enfants	2 673.00 €	2 673.00 €	1 336.50 €
LA SAULCE			
PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS
Acquisition d'un tracteur	44 477.00 €	44 477.00 €	18 129.00 €
FOUILLOUSE			
PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS
Acquisition d'un véhicule communal	3 500.00 €	3 500.00 €	1 750.00 €
Acquisition matériels techniques	1 391.97 €	1 391.97 €	695.98 €
Travaux de réfection de l'escalier du bâtiment communal	2 000.00 €	2 000.00 €	1 000.00 €
Travaux de voirie 2022-06-13 Département : 8 000 €	25 117.50 €	17 117.50 €	8 558.75 €
LA FREISSINOUSE			
PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS
Acquisition de matériel informatique pour le secrétariat	3 536.00 €	3 536.00 €	1 768.00 €
JARJAYES			

PROJET	MONTANT HT DU PROJET	MONTANT HT AUTOFINANCEMENT AVANT FONDS DE CONCOURS	MONTANT FONDS DE CONCOURS
Aménagement du secrétariat et renouvellement du poste informatique	4 574.93 €	4 574.93 €	2 287.46 €

Les crédits sont prévus au Budget Général de la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance.

Décision :

Il est proposé sur avis favorable de la Commission Développement économique, Finances, Ressources humaines du 22 juin 2022.

Article unique : d'approuver le versement des fonds de concours suivants :

Section d'investissement (chapitre 204) :

- 13 767.00 € à la commune de Lettret,
- 16 504.63 € à la commune de Pelleautier,
- 11 439.05 € à la commune d'Esparron,
- 10 627.59 € à la commune de Curbans,
- 4 022.00 € à la commune de Barillonnette,
- 18 129.00 € à la commune de La Saulce,
- 12 004.73 € à la commune de Fouillouse,
- 1 768.00 € à la commune de La Freissinouse,
- 2 287.46 € à la commune e Jarjayes.

Selon M. le Président, ce versement de fonds de concours permet d'améliorer le quotidien des petites communes en matière d'opérations à développer sur leur territoire et il a comme habitude de donner la parole aux maires les sollicitant.

Pour M. ODDOU, ces trois opérations sont géographiquement proches. La première est la réalisation d'options dans le cadre d'aménagement du carrefour de la plaine pour lequel ils avaient déjà eu une subvention sur le fonds de concours en 2021 ; étant donnés les tarifs obtenus après la souscription du marché, ils veulent réaliser des options non prévues au départ. Le deuxième dossier concerne la réalisation d'un éclairage public le long du carrefour de la plaine pour améliorer la sécurité routière et le troisième dossier est la réalisation d'un chemin partant de ce carrefour pour desservir quatre habitations.

Pour M. HUBAUD, il s'agit de créer 2 nouvelles aires de jeux et construire un mur de soutènement pour agrandir la cour de la nouvelle école.

Pour M. ALLEC, il s'agit de voirie communale sur le hameau des Isnard, une voie n'ayant pas été refaite depuis une vingtaine d'années. Ils ont décidé de faire un enrobé à chaud par-dessus. Le 2ème projet est l'acquisition de nouveaux logiciels de comptabilité.

Pour Mme ALLIX, il s'agit de poursuivre la réfection d'un ensemble de voiries communales : la voirie partant de l'Oratoire descendant en contrebas du village, zone avec des murs et anciens jardins qu'ils souhaitent retaper. Il s'agit d'un bel embellissement pour la commune, elle remercie pour ce fonds de concours.

Pour Mme MAGALLON, il s'agit de 2 opérations : un complément sur l'installation d'un abribus et des jeux. Elle apporte une précision : quand ils ont commandé, l'entreprise s'est désistée suite au délai (guerre en Ukraine...), du coup ils ont décidé de rajouter deux jeux et prendre une autre société fabriquant en France. L'autre opération est la réfection de la route forestière desservant le gîte de Peyssier.

Pour Mme LAMBOGLIA, il s'agit de l'acquisition d'un tracteur avec cabine pour le déneigement l'hiver et le débroussaillage l'été.

Pour M. AYACHE, il s'agit d'un ensemble de petites acquisitions, notamment un véhicule communal -dont la commune n'a jamais disposé- pour permettre à l'employé communal de vaquer à ses occupations dans de bonnes conditions ; c'est un petit investissement car ils ont trouvé un véhicule adapté, coûtant 3500 €. Cela évitera aux membres du conseil municipal d'utiliser leur propre matériel. Ensuite ils avaient besoin d'un ensemble de petits matériels électro-portatifs. Ils ont refait l'escalier du bâtiment communal avec la marquise se trouvant au-dessus, elle était vraiment très vieillissante, et enfin des gros travaux de voirie sur la route des Andrieux, très dégradée, notamment les accotements. Ils ont pu bénéficier d'une subvention de 8000 € de la part du Département. Il remercie M. le Président d'avoir accepté une part complémentaire sur ce fonds de concours.

Pour M. CHENAVIER, il s'agit de l'acquisition de matériel informatique pour le secrétariat, à savoir le renouvellement de 2 postes informatiques avec 2 écrans et une sécurité électrique avec 2 onduleurs pour faciliter le travail des secrétaires. Il remercie M. le Président pour une participation à hauteur de 50 %.

Pour M. CADO, il s'agit d'améliorer les conditions d'accueil au secrétariat avec le remplacement de l'informatique et de certains mobiliers.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

M. le Président donne la parole à M. MAZET pour présenter la délibération suivante, mais ce dernier préfère laisser la parole à M. MARTIN car il connaît mieux le sujet.

13 - Contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune de Jarjayes - Avenant n° 3 de prolongation

La Commune de Jarjayes a confié la gestion du réseau d'alimentation en eau potable à la société VEOLIA EAU.

Le contrat de délégation de service public a été signé le 1^{er} septembre 2005 pour une durée de 12 ans ; il a été prolongé une 1^{ère} fois par avenant n°1 du 14 septembre 2009 pour une durée de 5 ans supplémentaires.

Cette prolongation était justifiée en raison d'un investissement rendu nécessaire pour l'exploitation du service et devant être amorti sur la durée pour ne pas aboutir à une augmentation excessive des tarifs appliqués aux usagers.

Ce contrat arrive donc à terme le 31 août 2022.

Depuis lors, la compétence eau potable a été transférée à la Communauté d'Agglomération Gap - Tallard - Durance (CAGTD) par la commune de Jarjayes le 1er janvier 2020.

L'échéance des contrats de gestion du réseau intercommunal et de celui de Gap sont fixés au 31 Décembre 2024.

Relancer une Délégation de Service Public (DSP) ne serait pas judicieux en raison de la courte durée du contrat. La DSP de Jarjayes ne peut intéresser une société concurrente de l'exploitant actuel, que si elle peut s'implanter localement et s'appuyer sur une mutualisation de moyens globaux. Les probabilités de négocier avantageusement les conditions techniques et économiques de ce contrat sont faibles en raison en raison d'un périmètre technique et d'un chiffre d'affaire tous deux restreints.

Dans un souci d'optimisation, il est proposé de prolonger la gestion du réseau de Jarjayes jusqu'au 31 Décembre 2024 pour s'aligner sur l'échéance des autres contrats, de prolonger le contrat dans le souci de préserver l'équilibre économique actuel de la délégation qui donne toute satisfaction. L'objectif est de renouveler simultanément plusieurs contrats pour intéresser des entreprises susceptibles de candidater, de renforcer la concurrence et de permettre d'accéder aux meilleurs tarifs.

Les comptes annuels de résultats d'exploitation présentent des produits de 50 270€ HT en 2019 et 60 868 € HT en 2020. Le montant d'un marché d'exploitation pour une durée de 2 ans et 4 mois est donc estimé à 130 000 € HT (inférieur au seuil de procédure formalisée de 215 000 € HT).

Décision :

Il est proposé, avec l'avis favorable de la commission de la Protection de l'Environnement ainsi que de la Commission Développement économique, Finances, Ressources humaines réunies respectivement le 16 Juin 2022 et le 22 Juin 2022 :

Article 1 : de prolonger le contrat jusqu' au 31 décembre 2024.

Article 2 : de préciser que toutes les autres dispositions du contrat de délégation de service public en vigueur, à la date de signature du présent avenant, demeurent inchangées.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

14 - Rénovation de l'atelier de déshydratation des boues de la station d'épuration de Gap - Marché de maîtrise d'œuvre - Approbation du programme général

Dans le cadre de l'entretien et du renouvellement des ouvrages publics d'assainissement, la Communauté d'Agglomération Gap - Tallard - Durance souhaite remplacer l'atelier de déshydratation de la station d'épuration de Gap. Le projet comprend des opérations de génie civil, l'installation de matériels neufs adaptés aux performances, et le démantèlement des anciens matériels.

Ce projet fait suite à un diagnostic de l'état des ouvrages et une étude préalable de définition de travaux.

Le titulaire de la mission aura la charge de préparer tous les dossiers pour l'obtention des autorisations requises et les mises à jour des documents réglementaires qui s'avéreront nécessaires.

Ceci peut notamment comprendre :

- Permis de construire ;
- Porté à connaissance au titre de la rubrique 2.1.1.0 de la loi sur l'eau ;
- Mise à jour éventuelle de l'arrêté d'exploitation du système d'assainissement et de la station d'épuration de l'agglomération de Gap ;
- Mise à jour éventuelle de l'arrêté d'autorisation du plan d'épandage des boues des stations d'épuration de la Communauté d'Agglomération de Gap - Tallard - Durance ;
- Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement et de la station d'épuration ;
- Étude des risques et défaillance de la station d'épuration.

La modernisation de l'atelier de déshydratation a pour objectif de fiabiliser le fonctionnement global de la station. Il est impératif d'assurer une bonne intégration du futur atelier dans le process de la station d'épuration.

Les locaux et systèmes existants feront partie de toutes les réflexions sur la conception du nouveau projet.

L'objectif concernant le compostage est de produire un compost normalisé.

L'actuelle production de boues pâteuses varie entre 13% et 16% de siccité.

La performance attendue du futur atelier devra être égale ou supérieure à 20% avec de très faibles variations.

Le contexte réglementaire interdit l'épandage des boues non hygiénisées.

Cependant, la communauté d'agglomération souhaite conserver la possibilité de produire et stocker des boues liquides en cas d'arrêt de la filière compostage programmé pour entretien ou en cas de panne, et de pouvoir les réinjecter ensuite dans le process.

Le projet prendra en compte la réception de boues provenant d'autres stations de l'agglomération (Tallard, Neffes).

Une consultation pour un marché de maîtrise d'œuvre est en cours.

Le marché de maîtrise d'œuvre comprendra les éléments de missions suivants (mission témoin) :

DIAG / ESQ	Études de diagnostic / Études d'esquisses
AVP	Avant-projet
PRO	Étude de Projet
ACT	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux - analyse des offres
VISA	VISA des études d'exécution Mission visa niveau V3
DET	Direction de l'Exécution du ou des contrats de Travaux.
AOR	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement.

L'enveloppe financière affectée aux travaux a été estimée à 1 121 000 € H.T. (mission de maîtrise d'œuvre non comprise)

Décision :

Il est proposé, avec l'avis favorable de la commission de la Protection de l'Environnement ainsi que de la Commission Développement économique, Finances, Ressources humaines réunies respectivement le 16 Juin 2022 et le 22 Juin 2022.

Article 1 : d'approuver le programme général au sens du code de la commande Publique pour la désignation d'un maître d'œuvre pour les travaux de remplacement de l'atelier de déshydratation des boues de la station d'épuration de Gap .

Article 2 : d'approuver l'enveloppe prévisionnelle de travaux pour un montant de 1 121 000 € H.T.

M. REYNIER, pour compléter la délibération, ajoute avoir lancé une étude de programmation pour la restructuration de l'unité de compostage de la station d'épuration de Gap. Les boues déshydratées en sortie d'atelier de déshydratation seront intégrées dans une filière de valorisation. Le process actuel de compostage en question de la station d'épuration de Gap est obsolète. Les installations sont sous dimensionnées et ne parviennent pas à absorber la surproduction liée à l'interdiction d'épandage des boues liquides. La mission vise à étudier la restructuration de la filière pour créer une nouvelle unité de compostage. Le projet est au stade de la réflexion préliminaire pour élaborer un programme technique dont ils auront l'occasion de rediscuter. Ils progressent par tranches dans leur projet de réhabilitation pour préserver la continuité d'exploitation de la station d'épuration.

Selon M. ARNAUD, la démarche portée par M. REYNIER est positive pour Gap et la Luye car elle conditionne les qualités d'eau sur la Durance, plus au sud de leur

agglomération. Il souhaite simplement savoir où ils en sont des réflexions en termes de préparation de l'avenir, d'adaptation d'un certain nombre de stations d'épuration du territoire. Il pense en particulier à celle de Tallard, elle n'est pas seulement celle de Tallard, car c'est à la fois celle de Fouillouse en partie basse, de Châteauvieux, de Lettret, sur laquelle ils ont, non pas des alertes, mais des attentes fortes d'un certain nombre d'acteurs du territoire, des problématiques de perspectives avec le PLU en cours d'élaboration qui sous-tend une dynamique territoriale forte sur le secteur des communes citées précédemment. Il revient souvent sur ce sujet. Il souhaiterait être éclairé sur la manière dont ils se projettent sur cet équipement en rappelant que Tallard est la 2ème commune de l'agglomération Gap-Tallard-Durance, avec des enjeux importants. Il aimerait avoir un peu de lisibilité sur la manière dont ils peuvent travailler et avoir un calendrier précis. Or, à ce jour, il est dans le brouillard avec la collectivité qu'il représente ici avec les quelques collègues, en tant que conseiller communautaire et élu de Tallard.

Pour M. REYNIER, la question de M. ARNAUD est liée au point d'avancement du schéma directeur. Cela va orienter leurs investissements. Ils ont fini la phase 2 du schéma directeur : les campagnes de mesures en réseau nocturne ou non, les rencontres avec les entreprises qui vont encore continuer, d'ailleurs la commune de Tallard a été associée de près pour certaines entreprises, le cabinet a aussi fait des rencontres notamment sur Gap, mais pas que, ils sont maintenant dans la phase 3 de modélisation. La phase 4 : l'élaboration du programme pluriannuel d'investissement. Ils devraient en voir le bout au mois de septembre. Là aussi, ils auront des indicateurs leur permettant d'orienter l'investissement, et l'élaboration du schéma directeur attendu pour mars 2023. Tout cela permettra au président d'orienter ses investissements.

M. AYACHE (pas de micro).

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

15 - Convention particulière "Espaces Valléens" pour la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance - Période 2021-2027

Le Schéma Interrégional du Massif des Alpes, document stratégique adopté en 2013 et révisé en 2020 par l'Etat et les Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes, met en avant la nécessité, pour chaque territoire de montagne, de développer une économie dynamique basée sur des ressources spécifiques au bénéfice de la qualité de vie de ses habitants. Les orientations et recommandations du Schéma de massif sont mises en œuvre au travers du Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions à visée opérationnelle, appelé aussi la Convention Interrégionale du Massif des Alpes (CIMA), qui constitue le volet Massif Alpin du Contrat d'Avenir.

L'Etat, le Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil régional Auvergne Rhône Alpes et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ont conclu, fin 2020, un protocole d'élaboration de la Convention Interrégionale du Massif des Alpes (CIMA), pour la période 2021 -2027.

Au sein de l'axe 3 de la CIMA, axe intitulé « Conforter la transition écologique des filières économiques alpines et accroître leur contribution à la neutralité climatique du massif », la mesure 3.1 vise à amplifier la diversification touristique toutes saisons et accompagner les transitions climatiques, énergétiques et socio-économiques des territoires et stations de montagne. Les territoires éligibles à cette mesure sont désignés par la terminologie « Espace valléen ».

Un appel à candidature “Sélection des Espaces Valléens” a été lancé par l'Etat (Massif des Alpes), l'Union Européenne (FEDER-FSE+-Massif des Alpes 2021-2027), et les Régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes Côte d'Azur le 15 janvier 2021. Cet appel à candidature portait sur l'élaboration d'une stratégie pluriannuelle de développement intégré et de diversification touristique pour la période de 2021 à 2027.

La Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance a fait acte de candidature au nom du territoire dans le cadre de cet appel à projets (cf décision n°D2021_07_60 du 27 juillet 2021). Son projet de stratégie a été retenu par le comité de sélection au regard de sa cohérence avec les attendus de l'appel à candidature, sous réserve que la stratégie s'inscrive pleinement dans une démarche de transition écologique et non exclusivement dans une démarche de développement touristique, et ce dès le début de la mise en oeuvre du dispositif.

Décision :

Il est proposé sur avis favorable de la Commission Aménagement du Territoire, ainsi que la Commission Développement Economique, Finances et Ressources Humaines, réunies le 22 juin 2022 :

Article unique : d'approuver la convention particulière “Espaces Valléens” pour la période 2021-2027 entre la Région Provence Alpes Côte d'Azur et la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance, territoire porteur d'une stratégie “Espace valléen”, et d'autoriser le Président à la signer ainsi que les éléments pouvant intervenir à la suite de la signature de cette convention.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

16 - Protocole d'engagement à l'élaboration d'un Contrat de Relance et de Transition Écologique

Le Contrat de relance et de transition écologique (CRTE) est un contrat créé dans le contexte de la crise sanitaire, au service d'un projet de territoire inscrit sur le long terme, en mobilisant notamment le plan de relance. Il propose dans ce but un nouveau cadre de partenariat entre l'État et les acteurs locaux dont en premier lieu les intercommunalités, communes, PETR, Pays, etc. porteurs du projet, en lien avec les autres acteurs locaux.

Il inscrit dès à présent et dans la durée d'un mandat la transition écologique et la cohésion territoriale comme axes prioritaires de l'action locale : accès aux services, santé, logement, numérique, éducation, énergie, biodiversité, économie, commerce, mobilité, politique de la ville, agriculture, alimentation, emploi, formation, sécurité, culture, patrimoine, sport...

Le CRTE vise également à simplifier et à décliner dans chaque territoire ces politiques publiques. Il a ainsi vocation à intégrer et coordonner les politiques de l'État et de ses établissements publics, et celles des partenaires contributeurs (Régions, Départements, CAF, Banque des territoires, la Poste, Chambres consulaires, Établissements publics fonciers...).

La mise en œuvre du plan d'actions du CRTE concourt à l'atteinte des objectifs nationaux de transition écologique, notamment en matière de lutte contre le changement climatique, d'économie circulaire, de rénovation énergétique des bâtiments, de sobriété foncière, de biodiversité...

Le CRTE est piloté par les élus. Il porte une vision collective, partagée et prospective. Il est élaboré à partir d'un projet de territoire existant, à actualiser ou à construire, en s'appuyant sur la mobilisation de tous les acteurs (collectivités, État, entreprises, consulaires, associations, ONG, habitants), et sur les démarches territoriales déjà engagées : PADD d'un SCoT ou PLUI, PCAET, contrat de transition écologique, contrat local de santé, projet alimentaire territorial...

L'État et la communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance partagent la volonté commune d'engager, au cours du deuxième semestre 2022, des réunions de travail avec l'ensemble des forces vives locales, notamment avec les communes, le Département des Hautes-Alpes et la Région Provence Alpes Côte d'Azur, afin de construire le projet du territoire intercommunal pour les quatre années à venir, axé sur des réflexions d'élaboration d'un système de développement résilient au service de la population et adapté aux besoins des citoyens.

L'objectif commun est de finaliser une première version de ce contrat à l'horizon du 31 décembre 2022, qui pourra évoluer et s'enrichir par la suite.

Décision :

Il est proposé, sur l'avis favorable de la Commission Aménagement du Territoire et de la Commission Développement Économique, Finances et Ressources Humaines, réunies le 22 juin 2022 :

Article unique : d'approuver le protocole d'engagement à l'élaboration d'un Contrat de Relance et de Transition Écologique pour la période 2023-2026 entre la Préfecture des Hautes-Alpes, la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance, le Département des Hautes-Alpes et la Région Provence Alpes Côte d'Azur et d'autoriser le Président à le signer ainsi que les éléments pouvant intervenir à la suite de la signature de ce protocole.

M. COSTORIER précise qu'une réunion technique sur le CRTE avec l'ensemble des maires et leurs services, s'ils le souhaitent, est prévue le 13 juillet (date à confirmer). Très rapidement il leur confirmera l'heure de cette réunion avec l'ensemble des maires et des élus accompagnés pour s'approprier le CRTE afin qu'il soit efficace et élaboré sur le plan technique. L'objectif de ce CRTE étant de permettre aux dossiers du territoire d'être prioritaires chez un certain nombre de financeurs et en particulier de l'État. Il sera mis en place un comité de pilotage

coprésidé par le Président de la communauté d'agglomération et Madame la Préfète. Il pourra se tenir à l'automne prochain.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

17 - Convention "Plan d'aisance aquatique - Natation scolaire" - mise à disposition maître nageur sauveteur, enseignement et matériel

Lors du Conseil Communautaire du 20/09/2018, la compétence "Gestion Natation Scolaire" a été maintenue au sein de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance.

En 2020 et 2021, cette opération n'a pas pu être mise en place, à cause du contexte sanitaire lié à la COVID.

Cette année, il est proposé de réaliser toutes les séances de natation scolaire du 30 mai au 04 juillet 2022 à la piscine de Tallard, pour les écoles suivantes : Sigoyer, Neffes, Lardier, Curbans, Claret, Jarjays, Ste Agnès et Saint Exupéry de Tallard, Valserrès ainsi que le Collège de Tallard.

La ville de Tallard met à disposition son établissement nautique sur cette période par la signature d'une convention avec la Communauté d'Agglomération, l'Inspection Académique des Hautes Alpes, la commune de Tallard, la commune de Valserrès et le collège de Tallard.

La ville de Tallard recrute un MNS (Maître Nageur Sauveteur) ou BEESAN (Brevet d'Éducateur Sportif aux Activités de la Natation) chargé de la surveillance pendant toute la période.

L'ensemble des élèves (543) bénéficie de l'équivalent de 8 séances de natation de 40 minutes chacune (156 au total).

Dans le cadre de l'opération "plan d'aisance aquatique", la ligue de Natation PACA (représentée par Johan BROCHIER), par conventionnement, met à disposition à titre gratuit un MNS chargé de l'enseignement (en plus de celui recruté par la Commune de Tallard pour assurer la surveillance du bassin) et du matériel pédagogique.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Développement Économique, Finances et Ressources Humaines et de la Commission des Services à la Population réunies le mercredi 22 juin 2022 :

Article 1 : d'autoriser Monsieur Le Président à signer la convention "plan d'aisance aquatique".

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

18 - Convention relative à l'organisation de l'enseignement de la natation scolaire mai/juin/juillet 2022

Lors du Conseil Communautaire du 20/09/2018, la compétence “Gestion Natation Scolaire” a été maintenue au sein de la Communauté d’Agglomération Gap-Tallard-Durance.

En 2020 et 2021, cette opération n’a pas pu être mise en place, à cause du contexte sanitaire lié à la COVID.

Cette année, il est proposé de réaliser toutes les séances de natation scolaire du 30 mai au 04 juillet 2022 à la piscine de Tallard, pour les écoles suivantes : Sigoyer, Neffes, Lardier, Curbans, Claret, Jarjayes, Ste Agnès et Saint Exupéry de Tallard, Valsерres ainsi que le Collège de Tallard.

La ville de Tallard met à disposition son établissement nautique sur cette période par la signature d’une convention avec la Communauté d’Agglomération, l’Inspection Académique des Hautes-Alpes, la commune de Tallard, la commune de Valsерres et le collège de Tallard.

La ville de Tallard recrute un MNS (Maître Nageur Sauveteur) ou BEESAN (Brevet d’Educateur Sportif aux Activités de la Natation) chargé de la surveillance pendant toute la période.

L’ensemble des élèves (543) bénéficie de l’équivalent de 8 séances de natation de 40 minutes chacune (156 au total).

Sur la période concernée, la Communauté d’Agglomération Gap-Tallard-Durance prend en charge les frais de personnel de la piscine (salaires/charges du Maître Nageur et du personnel d’entretien) employés par la ville de Tallard et les frais de fonctionnement de la piscine (électricité, gaz, produits d’entretien, entretien/nettoyage/maintenance, analyses de l’eau, contrat Locapass et bouteille d’oxygène) pour les communes de son territoire (Lardier, Jarjayes, Tallard, La Saulce, Neffes, Sigoyer, Claret, Curbans).

Sur la période concernée, la Commune de Tallard prend en charge les frais de personnel de la piscine (salaires/charges du Maître Nageur et du personnel d’entretien) employés par la ville de Tallard et les frais de fonctionnement de la piscine (électricité, gaz, produits d’entretien, entretien/nettoyage/maintenance, analyses de l’eau, contrat Locapass et bouteille d’oxygène) sur la base d’un forfait prévu dans la convention et qui lui seront ensuite remboursés par la Commune de Valsерres et le Collège de Tallard.

La Communauté d’Agglomération Gap-Tallard-Durance prend en charge l’organisation des transports entre les écoles (hors Valsерres) et la piscine de Tallard et avance les frais de transport des écoles de son territoire. Ces frais seront ensuite remboursés en intégralité à la Communauté d’Agglomération par les communes bénéficiant de la prestation.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Développement Économique, Finances et Ressources Humaines et de la Commission des Services à la Population réunies le mercredi 22 juin 2022 :

Article 1 : d'organiser l'activité de natation scolaire pour 2022 dans les conditions présentées ci-dessus.

Article 2 : d'autoriser Monsieur Le Président à signer la convention relative à l'organisation de l'enseignement de la natation à l'école, ainsi que tout autre document nécessaire à l'organisation de cette opération.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

M. le Président, avant de présenter la délibération, indique que la commune de Claret a rendu son avis ; ils ne l'avaient pas il y a encore 48 heures. Après la présentation de la délibération par M. CHENAVIER, il proposera d'ajouter dans ce texte la commune de Claret « Avis favorable à l'unanimité » et il demandera l'unanimité pour voter la délibération.

19 - Habitat/Logement : Arrêt du projet de Programme Local de l'Habitat suite à l'avis des communes membres et du syndicat mixte du SCoT de l'Aire Gapençaise

Cette délibération s'inscrit dans le cadre réglementaire de la procédure d'approbation du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance.

Comme pour tout Programme Local de l'Habitat, l'adoption du PLH 2022-2027 de Gap-Tallard-Durance fait l'objet de trois délibérations successives :

- Par délibération en date du 17 mars 2022, le conseil communautaire a arrêté le projet de Programme Local de l'Habitat de Gap-Tallard-Durance pour la période 2022-2027.
- Une deuxième délibération est soumise dans le cadre du présent conseil communautaire, par laquelle celui-ci arrête le projet de Programme Local de l'Habitat intégrant les avis des communes et du syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).
- Une troisième délibération sera proposée au vote du conseil communautaire durant le second semestre 2022. Cette délibération permettra d'adopter le PLH 2022-2027, après avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) et éventuelles demandes de modifications de la part du représentant de l'Etat.

Avis des communes et du syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale

Conformément à la procédure prévue aux articles L. 302-2 et R. 302-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, le projet de PLH arrêté par le conseil communautaire du 17 mars 2022 a été transmis, le 3 mai 2022, pour avis, aux communes membres ainsi qu'au Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Aire Gapençaise qui disposaient d'un délai de 2 mois pour délibérer notamment sur les moyens relevant de leurs compétences.

Faute de réponse dans un délai de deux mois à compter de la transmission du projet arrêté, leur avis est réputé favorable.

Avis des communes

L'ensemble des 17 communes de Gap-Tallard-Durance a délibéré sur le projet de Programme Local de l'Habitat.

Les 17 communes de l'agglomération ont émis un avis favorable au projet de PLH dont 2 avec des demandes de modifications et une apportant une information complémentaire.

COMMUNES	Date délibération avis PLH	Observations
Barillonnette	13/05/22	Avis favorable à l'unanimité
Châteauvieux	14/06/22	Avis favorable à l'unanimité
Claret		
Curbans	23/05/22	Avis favorable à la majorité (9 pour / 3 abstentions)
Esparron	03/06/22	Avis favorable à l'unanimité
Fouillouse	30/05/22	Avis favorable à l'unanimité
Gap	24/03/22	Avis favorable à la majorité (35 pour / 9 contre)
Jarjays	19/05/22	Avis favorable à l'unanimité
La Freissinouse	15/04/22	Avis favorable à l'unanimité
La Saulce	23/05/22	Avis favorable à la majorité (15 pour / 4 abstentions)
Lardier et Valença	20/06/22	Avis favorable à l'unanimité
Lettret	23/05/22	Avis favorable à l'unanimité sous réserve de modifier le nombre de logements autorisés à 4 par an
Neffes	19/05/22	Avis favorable à l'unanimité sous réserve de modifier le nombre de logements autorisés à 10 par an
Pelleautier	12/04/22	Avis favorable à l'unanimité
Sigoyer	10/05/22	Avis favorable à l'unanimité
Tallard	20/06/22	Avis favorable à l'unanimité
Vitrolles	17/05/22	Avis favorable à l'unanimité

Deux communes ont émis un avis favorable avec demande de modifications à intégrer au Programme Local de l'Habitat.

- Le conseil municipal de Lettret a émis un avis favorable *“sous réserve de la modification du nombre d’habitations pouvant être réalisées sur la commune de Lettret, à 4 habitations par an.”*

De plus, la commune a saisi l’agglomération par courrier reçu le 06 mai 2022 afin que *“la commune de Lettret, en plein développement, après plusieurs années avec en moyenne une construction par an, puisse dans le projet de PLH, avoir un objectif de 4 habitations par an, soit 24 habitations sur 6 ans.”*

La demande de la commune de Lettret est prise en compte, amenant ainsi l’objectif de constructions neuves de la commune à 4 logements par an (au lieu de 2) soit 24 logements sur les 6 ans du Programme Local de l’Habitat permettant ainsi de répondre au développement actuel de la commune.

L’intégration de cette modification ne remet pas en cause les objectifs en matière de logements définis par le Schéma de Cohérence Territoriale.

Ainsi, certaines communes ont des rythmes d’urbanisation concentré sur la période du PLH sans porter atteinte aux volumes globaux de logements prévus sur les 18 ans couverts par le SCoT 2013-2032).

Cette modification est reportée au sein du document d’orientations (pages 109, 119 et 122), du programme d’actions (page 127) ainsi que sur la fiche communale de Lettret (page 178).

- Le conseil municipal de Neffes a émis un avis favorable en modifiant le nombre d’habitations pouvant être réalisées sur la commune de Neffes, à 60 habitations sur la durée du Programme Local de l’Habitat.

La demande de la commune de Neffes est prise en compte, amenant ainsi l’objectif de constructions neuves de la commune à 10 logements par an (au lieu de 15).

Cette modification est intégrée d’autant plus qu’elle correspond davantage aux objectifs en matière de logements définis par le SCoT pour cette commune.

Cette modification est reportée au sein du document d’orientations (pages 109, 119 et 122), du programme d’actions (page 127) ainsi que sur la fiche communale de Neffes (page 180).

Une commune a apporté une information complémentaire à intégrer au Programme Local de l’Habitat.

La commune de Sigoyer a fait part de l’avancée notable d’un projet d’habitat inclusif au cœur du village.

Ainsi, il est indiqué, dans la délibération prise par le conseil municipal de Sigoyer le 10 mai 2022, que *“concernant la réhabilitation du parc immobilier existant, la commune de Sigoyer est en cours d’acquisition de l’hôtel Muret qui ne trouve pas de repreneur depuis trois ans. Ce bâtiment risquant de devenir une friche au cœur du village, la municipalité souhaite le transformer en habitat inclusif pour des personnes âgées autonomes. Le projet revêt un caractère social puisqu’il s’agit de créer 10 logements aux loyers conventionnés et un caractère multigénérationnel puisqu’il inclut le déplacement de la cantine scolaire, la création d’une maison des assistantes maternelles, d’une salle de sport, de salles de consultation à la demande pour les professionnels de la santé et d’un fablab”*.

L'observation de Sigoyer est intégrée au sein du programme d'actions notamment l'action 9 (page 143) "adapter et compléter l'offre de logements aux enjeux du vieillissement et du handicap" ainsi que sur la fiche communale de Sigoyer (page 184).

Avis du Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale de l'Aire Gapençaise

Le syndicat mixte du SCoT de l'Aire Gapençaise a délibéré lors de la séance de son bureau syndical du 1er juin 2022 sur l'étude de la compatibilité du projet de PLH de la communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance avec les orientations et objectifs du SCoT de l'Aire Gapençaise.

Le syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale a tout d'abord noté que les volumes globaux de logements à créer/renouveler du Programme Local de l'Habitat sont compatibles avec ceux prévus par le document d'orientations et d'objectifs (DOO) du SCoT.

Toutefois, le bureau du SCoT précise ensuite que *"si l'on rapporte les logements et hectares alloués par commune par le SCoT sur 6 ans aux volumes du PLH, on constate notamment que :*

- Le nombre de logements de certaines communes est supérieur à ce que le SCoT alloue sur la même période.
- Le potentiel foncier de certaines communes est supérieur à ce que le SCoT alloue sur la même période.

Sauf à justifier, par exemple, que ces urbanisations sont le fruit d'un rythme d'urbanisation concentré sur la période du Programme Local de l'Habitat.

- De plus, le rapport entre objectifs en logements ventilés par commune et potentiel foncier fait apparaître une densité trop faible (bien inférieure à 15 logements/ha) sur nombre de communes.

Il est rappelé que les documents d'urbanisme locaux doivent être mis en compatibilité avec le PLH et avec la densité demandée par le Schéma de Cohérence Territoriale."

Par ailleurs, le bureau du Schéma de Cohérence Territoriale note les difficultés d'appréciation résultant des différences de temporalité entre SCoT (18 ans) et Programme Local de l'Habitat (6 ans).

Il est proposé ici de compléter le Programme Local de l'Habitat afin d'intégrer l'avis du SCoT.

Tout d'abord, afin de répondre sur le nombre de logements de certaines communes supérieur à ce que le SCoT alloue sur la même période, il est rappelé que certaines communes connaissent des phases d'urbanisation plus intenses certaines années.

Ainsi, les communes connaissant un rythme d'urbanisation concentré sur la période du PLH devront par la suite ralentir leur urbanisation pour respecter les objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale.

Le tableau ci-dessous sera inséré dans le document d'orientations du Programme Local de l'Habitat (page 122) afin de mettre en perspective le nombre de logements prévus au Programme Local de l'Habitat et celui attendu par le Schéma de Cohérence Territoriale.

Commune	Armature urbaine SCoT	Nombre de logements PLH 2022-2027	Nombre de logements/an PLH 2022-2027	Nombre de logements SCOT 2013-2032 (fourchette basse)	Nombre de logements/an SCOT 2013-2032 (fourchette basse)	Nombre de logements/an SCOT 2013-2032 (fourchette haute)	Nombre de logements/an SCOT 2013-2032 (fourchette haute)
Gap	Ville-centre	1838	306	4770	265,0	6390	355,0
Tallard	Bourgs principaux	175	29	320	17,8	430	23,9
La Saulce	Bourgs relais	90	15	205	11,4	285	15,8
Chateauvieux	Bourgs locaux	24	4	65	3,6	90	5,0
La Freissinouse	Bourgs locaux	72	12	75	4,2	100	5,6
Jarjayes	Bourgs locaux	24	4	70	3,9	70	3,9
Neffes	Bourgs locaux	60	10	115	6,4	155	8,6
Pelleautier	Bourgs locaux	60	10	90	5,0	120	6,7
Sigoyer	Bourgs locaux	30	5	100	5,6	135	7,5
Barillonnette	Villages	18	3	20	1,1	30	1,7
Esparron	Villages	6	1	5	0,3	10	0,6
Fouillouse	Villages	18	3	30	1,7	45	2,5
Lardier-et-Valença	Villages	18	3	45	2,5	65	3,6
Lettret	Villages	24	4	30	1,7	40	2,2
Vitrolles	Villages	12	2	30	1,7	50	2,8
Total Agglomération (hors Curbans et Claret)		2469	412	5970	332	8015	445

Un paragraphe expliquant les différences de temporalité entre le SCoT (18 ans) et le Programme Local de l'Habitat (6 ans) est inséré dans le Programme Local de l'Habitat à la suite du tableau (page 122) ainsi que dans l'action 1 "mettre en place les conditions permettant la réalisation de près de 2500 logements sur l'agglomération" (page 126) :

"A l'échelle communale, les objectifs de production au regard des objectifs du SCoT sont déclinés dans le tableau ci-dessus. Les différences de temporalité entre le SCoT (18 ans) et le Programme Local de l'Habitat (6 ans) nécessitent de mettre en perspective le rythme de construction annuelle du Programme Local de l'Habitat avec les objectifs globaux du SCoT. En effet, certaines communes prévoient, sur la période du PLH 2022-2027, un rythme de constructions annuelles plus soutenu que celui alloué par le SCoT. Ces constructions sont le fruit d'un rythme d'urbanisation intensifié sur la période du PLH. Les communes se développant plus fortement sur les 6 années du PLH devront sur les 18 années du Schéma de Cohérence Territoriale (2013-2032) respecter les objectifs globaux en volumes de logements définis dans le SCoT de l'Aire Gapençaise."

D'autre part, afin de répondre sur la densité peu élevée de certaines communes au regard des attendus du Schéma de Cohérence Territoriale, il est proposé d'insérer, dans le document d'orientations (pages 118 et 119), le tableau ci-dessous justifiant des écarts ainsi que le paragraphe suivant :

"Dans certaines communes, le Programme Local de l'Habitat fait état de densités peu élevées au regard des objectifs de densités définis par le SCoT de l'Aire Gapençaise. Ceci s'explique notamment par le fait que sur certaines parcelles très peu de logements sont prévus durant les six années à venir. D'autres logements

sont projetés à long terme, au-delà des 6 ans du PLH, sur ces mêmes parcelles. Par ailleurs, certaines parcelles, prises dans leur intégralité, peuvent présenter une déclivité qui ne permettra pas un usage intégral de ces parcelles et, seule une partie de ce foncier sera réellement mobilisée lors des constructions. D'autres parcelles de grandes superficies connaîtront quant à elles un découpage parcellaire qui réduira l'emprise du projet de logements identifié, au moment de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat."

Commune	Foncier	Nombre de logements	Densité PLH (logts/ha)	Densité SCOT (logts/ha)	Explications
Barcelonnette	2,22	18	8	15	Une parcelle qui ne sera que partiellement bâtie à MT (1 logt sur 2 700 m ²) mais il y aura à LT davantage de logements.
Châteauneuf	2,56	24	9	15	Une parcelle qui ne sera que partiellement bâtie à MT (3 logts sur 5 800 m ²) mais il y aura à LT davantage de logements.
Claret	0,00	6			-
Curbans	6,77	24			-
Esparron	1,40	6	4	15	En RNU, une très grande parcelle ne sera que partiellement bâtie à MT (2 logts sur 8 800 m ²), le reste étant à LT.
Fouillouse	1,87	18	10	15	Une parcelle qui ne sera que partiellement bâtie à MT (1 logt sur 1 300m ²) mais il y aura à LT davantage de logements. Cette parcelle ne fait pas partie de l'OAP.
La Freissinouse	2,67	72	27	15	-
Gap	47,65	1838	39	25	-
Jarjayes	3,47	24	7	15	Une parcelle qui ne sera que partiellement bâtie à MT (1 logt sur 3 500 m ²) mais il y aura à LT davantage de logements. Cette parcelle ne fait pas partie du PA.
La Saulce	7,17	90	13	15	-
Lardier-et-Valença	2,94	18	6	15	Une parcelle qui ne sera que partiellement bâtie à MT (2 logts sur 8 700m ²) mais il y aura à LT davantage de logements.
Lettret	3,02	24	8	15	Une modification a été menée concernant l'objectif de logements suite à l'envoi du projet de PLH pour densifier la parcelle.
Neffes	8,19	60	7	15	Trois grandes parcelles qui ne seront que partiellement bâties à MT (2 logts sur 10 800m ² , 2 logements sur 16 800 m ² et 1 logement sur 6 600m ²) mais il y aura à LT davantage de logements. Les 3 parcelles se situent hors du PUP (une à Chaillol, une à Serre Nieu et une aux Bonnets).
Pelleautier	4,84	60	12	15	-
Sigoyer	7,42	30	4	15	Une parcelle qui ne sera que partiellement bâtie à MT (1 logt sur 20 000 m ²) mais il y aura à LT davantage de logements.
Tallard	5,58	175	31	20	-
Vitrolles	0,52	12	23	15	-
Total général	108	2499			

MT : moyen terme
LT : long terme

En gris : les communes ne faisant pas partie du territoire du SCoT
En orange : les communes pour lesquelles les densités sont éloignées de celles préconisées par le SCoT
En vert : les communes pour lesquelles les densités sont proches ou correspondent aux attentes du SCoT

Par ailleurs, lors du Comité Technique qui s'est tenu le 7 juin 2022, la Direction Départementale des Territoires (DDT) des Hautes-Alpes n'a pas formulé de remarques qui nécessiteraient de modifier le projet de Programme Local de l'Habitat.

Au terme de l'arrêt du projet de Programme Local de l'Habitat proposé au vote ce jour, celui-ci sera transmis au représentant de l'Etat qui le soumettra pour avis, dans un délai de 2 mois, au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH).

Le projet de Programme Local de l'Habitat, éventuellement modifié, est ensuite adopté en Conseil Communautaire, puis transmis pour information aux personnes morales associées à son élaboration.

Une fois publiée, la délibération adoptant le Programme Local de l'Habitat deviendra exécutoire deux mois après sa transmission au représentant de l'Etat.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission de l'Aménagement du Territoire et de la Commission Développement Economique, Finances et Ressources Humaines, réunies le 22 juin 2022 :

Article 1 : d'arrêter le projet de Programme Local de l'Habitat 2022-2027 de la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance, avec intégration des remarques des communes et du syndicat mixte du SCoT de l'Aire Gapençaise ;

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à transmettre le projet de PLH ainsi que sa synthèse, à Madame la Préfète des Hautes-Alpes (avec copie à Madame la Préfète des Alpes-de-Haute-Provence) qui saisira Monsieur le Préfet de Région pour avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement ;

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

M. le Président demande l'unanimité pour voter la modification de la délibération en ajoutant sur la ligne Claret : 28/06.2022 - Avis favorable à l'unanimité. Il obtient l'unanimité.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 53

- CONTRE : 2

Mme Isabelle DAVID, M. Eric GARCIN

20 - Habitat/Logement : Signature d'une Convention annuelle 2022 entre l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) et la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance

La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT) du 25 juin 1999 prévoit la possibilité, pour l'Etat et les collectivités territoriales, de s'associer sous la forme d'organismes d'études et de réflexion appelés agences d'urbanisme.

Ces agences ont notamment pour mission de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement, à l'élaboration des documents d'urbanisme, notamment des schémas de cohérence territoriale, et de préparer les projets d'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques. Elles peuvent prendre la forme d'association ou de groupement d'intérêt public.

L'Agence d'Urbanisme Pays d'Aix - Durance est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et l'article 48 de la loi no 99-553 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, modifiée par l'article 1er de la loi no 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la solidarité et au renouvellement urbain. Le siège de l'association est situé Immeuble Le Mansard - entrée C - avenue du 8 mai - 13090 AIX EN PROVENCE. Les membres de l'Agence d'Urbanisme Pays d'Aix - Durance sont l'Etat, les Chambres Consulaires, la Métropole Aix Marseille Provence, la Communauté d'agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération, la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-

Durance, la Communauté d'agglomération Provence Alpes Agglomération, la Communauté d'agglomération Arles Crau Camargue Montagnette, le Pôle d'Equilibre Territorial et rural du Pays d'Arles, la Communauté de Communes du Sisteronais-Buëch, le Parc Naturel Régional du Verdon et 24 communes.

Les missions de l'Agence d'Urbanisme Pays d'Aix - Durance sont les suivantes :

- Clarifier et préciser le projet de territoire

L'agence participe à l'élaboration de nombreux documents de planification stratégique (Schéma de cohérence territoriale, Plan de Déplacements Urbains, Programme Local de l'Habitat...) qui contribuent à la construction d'un cadre de cohérence territorialisé. Elle cherche à hiérarchiser et prioriser les actions et à dessiner un projet simple qui favorise la mise en œuvre des politiques publiques.

- Mettre en cohérence les politiques sectorielles

L'agence développe une vision globale et transversale des territoires. Elle a pour objet d'accompagner les mutations socio-économiques et d'ordonner les interventions urbanistiques.

Son travail consiste à lever les principales contradictions qui existent entre les différentes politiques sectorielles, en les spatialisant et en analysant parallèlement les articulations susceptibles d'exister entre ces politiques.

- Mieux articuler la planification avec l'urbanisme opérationnel

L'agence cherche à mieux articuler les orientations prospectives avec les aspects opérationnels. Elle aide également à identifier et à préciser les opérations que les collectivités et les opérateurs (publics ou privés) pourraient porter.

- En s'appuyant sur une connaissance organisée

Ce travail de clarification du projet, de mise en cohérence et d'identification des opérations s'appuie sur une veille documentaire et stratégique pour renseigner et informer sur les transformations territoriales.

- En développant des partenariats

Le développement harmonieux et solidaire des territoires ne peut se faire en vase clos. Mener un projet à son terme suppose donc d'associer et de susciter l'adhésion de l'ensemble des acteurs à sa définition, à son évaluation et à sa réalisation.

Ces actions, études, observations, analyses, recherches ou réflexions sont menées en toute indépendance et dans l'intérêt commun de l'ensemble de ses membres, dans l'esprit de l'article L. 110 du code de l'urbanisme qui dispose notamment que « *le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent dans le respect réciproque de leur autonomie leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace* ».

Il est rappelé que les charges de l'agence d'urbanisme sont assumées par les membres grâce aux subventions sollicitées sur la base d'un programme partenarial d'activités et d'actions.

La Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance est adhérente à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance depuis 2017.

Il est proposé de reconduire ce partenariat en passant une convention pour l'année 2022 entre l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance et la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance.

La mission confiée à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance consiste d'une part, à finaliser le Programme Local de l'Habitat -PLH- et mettre en place l'observatoire de l'habitat et du foncier et d'autre part, à contribuer la mise en oeuvre de la réforme des attributions ainsi qu'à la réalisation des travaux élaborés dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement -CIL- et de la Convention Intercommunale d'Attributions -CIA-.

Le programme de travail entre l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance et la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance ainsi que la contribution financière de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance pour l'année 2022, d'un montant de 30 000 €, sont définis dans la Convention.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention définissant le partenariat entre la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance pour l'année 2022.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorables de la Commission de l'Aménagement du Territoire et de la Commission Développement Economique, Finances, Ressources Humaines réunies le 22 juin 2022 :

- **Article 1 : d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention annuelle 2022 ;**
- **Article 2 : d'approuver le montant de la prestation concernant l'année 2022 de 30 000 €, conformément aux dispositions de cette convention ;**
- **Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président à engager l'ensemble des actions rendues nécessaires pour la bonne exécution de cette délibération.**

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

21 - Ecole de musique de l'agglomération de Gap Tallard Durance : Modification de la tarification

Dans le cadre de la réécriture du projet d'établissement qui devrait être adopté pour la fin de l'année 2022, proposition a été faite de revoir la tarification sociale en place.

Celle-ci est proposée à partir du 1er septembre 2022 aux familles résidentes sur le territoire de l'Agglomération, inscrites à l'école de musique. Cette nouvelle tarification des activités suivies par les habitants de l'agglomération, plus équitable, tient compte de l'ensemble des ressources de chacun.

Il a été opté pour le principe du taux d'effort, permettant l'application d'un tarif proportionnel aux ressources perçues par les ménages en tenant compte de la composition de la famille, dans les limites d'un tarif minimum (plancher) et d'un tarif maximum (plafond).

Pour les familles résidant hors de l'agglomération Gap-Tallard-Durance, une seconde tarification sera appliquée.

- Considérant que les tarifs de l'École de Musique de l'Agglomération Gap-Tallard-Durance n'ont pas évolué depuis plus de 5 ans.

- Considérant le rôle de l'école de musique en termes d'accès à la culture, et l'importance de garantir un accès pour tous aux enseignements artistiques.

Décision :

Il est proposé, sur l'avis favorable des Commissions Services à la Population et Développement Economique, Finances et Ressources humaines réunies le 22 juin 2022 :

Article unique : d'approuver la nouvelle tarification sociale de l'école de musique et de valider les grilles proposées à compter du 1er septembre 2022.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 49

- ABSTENTION(S) : 6

M. Jean-Michel ARNAUD, Mme Sylvie LABBÉ, M. Daniel BOREL, Mme Marie-Christine LAZARO, M. Christian PAPUT, Mme Annie LEDIEU

M. ARNAUD salue le travail remarquable fait par l'équipe dirigée par Lydie BERNARD lors du 40e anniversaire de l'école de musique. C'était un moment de légèreté, d'allégresse, de musique et de fraternité territoriale dans la cour du château avec un vrai travail à la fois identitaire, un gros travail de participation des familles. Ils étaient un certain nombre présents à cette manifestation, ils ont ressenti une vraie adhésion populaire des nouveaux habitants envoyant les enfants à cette école de musique. C'était un moment remarquable. Il tient à le dire. Quand les choses vont bien, il faut le dire aussi.

Mme JOUBERT adhère totalement aux dires de M. ARNAUD, le temps était avec eux, l'ambiance, le château, le cadre, tout s'est très bien passé.

M. le Président était en conseil municipal, il a pensé à eux.

M. AYACHE salue la mise en scène très originale.

22 - Zone d'activités de La Beaume - Cession d'une parcelle foncière

La SARL SELEZIONE ITALIA installée 45 rue des boutons d'or à GAP, grossiste de produits alimentaires italiens et représentée par Monsieur Jérémy Follador, a fait connaître son intérêt pour acquérir la parcelle A 584 C d'une surface de 1021 m², conformément au plan.

Après négociation et avis des Domaines, le prix auquel il a été convenu est de 50 € HT le m².

L'acquéreur versera 10% du prix lors de la signature de la promesse de vente.

Par ailleurs, la Communauté d'agglomération doit préalablement à cette vente, acquérir en pleine propriété, la parcelle foncière concernée auprès de la commune de La Saulce au prix de 21,86 € le m², comme défini dans la délibération du 14 décembre 2017. Cette acquisition s'effectuera sous la forme d'un acte administratif.

Décision :

Il est proposé, sur l'avis favorable de la Commission Développement économique, Finances et Ressources humaines, réunie le 22 Juin 2022 :

- **Article 1** : d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance, à signer avec la commune de La Saulce, l'acte administratif d'acquisition des parcelles correspondant aux lots indiqués ci-dessus et aux conditions précédemment ;
- **Article 2** : d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance, à signer, avec Monsieur Jérémy FOLLADOR ou avec toute autre personne physique ou morale que ce dernier pourrait substituer dans ses droits, la promesse de vente puis l'acte authentique de vente de cette parcelle au prix de 50 € HT le m²
- **Article 3** : d'autoriser Monsieur le Président à effectuer l'ensemble des formalités administratives et comptables nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

23 - Zone d'activités de Gandière - Cession de plusieurs Lots

L'entreprise de messagerie Districolis, représentée par Monsieur Willy MATHIEU a fait connaître son intérêt pour acquérir les lots n° 14, 15, 22 et 26 de la zone d'activités de Gandière d'une superficie totale d'environ 13 900 m², conformément au plan.

Après consultation du service des Domaines, la Communauté d'agglomération envisage donc de procéder à ces cessions au prix de 62€ HT le m² pour les lots 14 et 15, 73 € HT le m² pour le lot 22 et 82€ HT le m² pour le lot 26, au profit de Monsieur Willy MATHIEU demeurant Labonnel, 05600 Risoul ou au profit de toutes autres personnes physiques ou morales que Monsieur MATHIEU pourrait substituer dans ses droits.

Ces lots feront l'objet d'un document d'arpentage afin de définir la superficie précise des lots.

Le preneur devra verser 10% du prix à la signature de la promesse de vente et le solde à la signature de l'acte authentique.

Enfin, la Communauté d'agglomération doit préalablement à cette vente, acquérir en pleine propriété, les parcelles foncières concernées auprès de la commune de La Saulce, au prix de 16,08 € le m² conformément à la délibération du 14 décembre 2017, acquisition qui s'effectuera sous la forme d'un acte administratif.

Décision :

Il est proposé, sur l'avis favorable de la Commission Développement économique, Finances et Ressources humaines, réunie le 22 juin 2022 :

Article 1 : d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance, à signer avec la commune de La Saulce, l'acte administratif d'acquisition des parcelles correspondant aux lots indiqués ci-dessus et aux conditions précédemment ;

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Gap-Tallard-Durance, à signer, avec l'acquéreur indiqué ci-dessus ou avec toute autre personne physique ou morale que ce dernier pourrait substituer dans ses droits, la promesse de vente ainsi qu'ultérieurement l'acte authentique de vente des lots au prix et conditions relatés supra ;

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président à effectuer l'ensemble des formalités administratives et comptables nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Selon M. ARNAUD, Districolis est aujourd'hui basé à Gap, non loin de la zone de Tokoro. Il demande si M. le Président a des informations sur l'avenir des terrains qui seraient délaissés par Districolis sur Gap. Il souhaite savoir s'ils sont propriétaires, s'il y a un jeu de bascule, une création d'activité et si oui, laquelle.

Pour M. le Président, il y a 2 localisations d'activités : l'activité de Districolis située à côté de leur salle d'escalade, son tènement foncier est intéressant à plusieurs titres, y compris pour la collectivité ville de Gap, car la zone où ils stockent leurs futurs envois est juste à côté de l'école d'escalade. Et le deuxième lieu se situe à côté des établissements Lidl, abritant Distripalet, lieu plus du tout adapté au développement attendu de cette entreprise. Ce lieu pourrait accueillir des transferts d'activités n'étant aujourd'hui absolument pas officiels, mais des pourparlers suffisamment avancés sont engagés pour redéployer certaines activités. Il ne s'agit pas de nouvelles activités, il s'agirait plutôt de transferts d'activités au sein même de la ville de Gap. Il ne peut pas en parler plus, c'est à vocation commerciale. Quand il passe devant cet établissement situé dans un lieu éminemment prévu pour l'activité commerciale, il se demande ce que fait une activité de livraison comme Distripalet.

Selon M. ARNAUD, La Saulce va bénéficier, de par la convention initiale, sur la moyenne de vente de 60 à 70 €, de 16,80 € lui semble-t-il !

M. le Président précise qu'il s'agit de 16,08 €.

M. ARNAUD demande s'ils ont une idée de ce qu'a coûté, depuis le transfert à l'agglomération, les éventuels aménagements complémentaires de ladite zone. Il pose la question différemment car il trouve cela important territorialement. Ils ont des terrains sur la ville de Gap occupés par Districolis valorisables en terme commercial, attirant une activité intéressante pour la ville de Gap. Ils ont une activité de logistique arrivant sur la commune de La Saulce et finalement la commune de La Saulce ne perçoit que 16,08 € le m², alors c'est la convention initiale, mais des aménagements ont été faits sur cette zone à la charge de la collectivité.

D'après M. le Président, l'agglomération les a pris en charge.

M. ARNAUD demande s'ils ont une idée de la charge assumée par l'agglomération. Sur une opération comme celle-ci, il souhaite savoir s'il y a un petit bénéfice pour l'agglomération dans la vente des terrains.

Pour M. le Président, absolument pas. Dans le budget présenté des zones d'activités, le budget de la zone de Gandière notamment est largement déficitaire. C'est la raison pour laquelle ils essayent de finaliser certaines ventes avant même de rembourser à la commune de La Saulce l'avance faite au moment de la création de la zone non organisée à l'époque. Quand ils ont repris la zone d'activités, ils l'ont finie car les engagements ont été pris envers les entreprises et cela leur a coûté pratiquement 2 millions d'euros. Il demande de ne pas prendre ces chiffres comme des chiffres d'une exactitude parfaite - même si en principe il a une bonne mémoire des chiffres - mais il pourrait leur donner le détail. Toujours est-il, la zone de Gandière est une très belle zone certes, où des activités sont redéployées, mais aujourd'hui, la communauté d'agglomération n'a absolument pas, ni l'intention, ni la possibilité de faire du bénéfice sur cette affaire-là, bien au contraire. Selon lui, ils resteront déficitaires, cela est à voir.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

24 - Itinéraire cyclable Gap-Val de Durance - Section 2 - Convention de mandat avec la commune de Châteauneuf

La Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance et ses communes membres souhaitent réaliser un itinéraire cyclable "Gap - Val de Durance" entre la Ville de Gap et le sud du territoire intercommunal s'appuyant sur le tracé de la véloroute d'intérêt national V64 (Voreppe/Grenoble - Gap - Marseille) et la véloroute d'intérêt régional V862 "La Durance à Vélo" (Briançon - Gap - Avignon).

L'itinéraire projeté, comprenant 8 sections et d'une longueur totale de 38 kilomètres (dont 26 kilomètres pour l'itinéraire principal et 12 kilomètres pour un itinéraire bis en rive gauche de la Durance), sera constitué de portions spécifiquement dédiées au vélo (voies vertes) et d'autres en partage de chaussée. Il sera destiné à tous les types de déplacements à vélos : touristiques ou du

quotidien. Il comprendra la création d'une voie verte d'environ 13 kilomètres qui permettra la résorption d'une importante "discontinuité cyclable" sur l'axe de la RN85 entre le Val de Durance, les villages de Tallard et La Saulce, la sortie de l'autoroute A51 et la Ville de Gap.

La Commune de Châteauevieux est concernée par la section 2 de l'itinéraire cyclable ZAE de Lachaup - Lotissement Le Rochazal pour la réalisation d'une voie verte vélos/piétons de 2,50 m à 3 m de large minimum. Cette portion, d'une distance de 3 300 mètres, se déploie depuis la fin de la voie verte desservant la ZAE de Lachaup sur la commune de Châteauevieux (fin de la section 1), avec la poursuite de la voie verte le long de la RN 85, côté Est, jusqu'à l'embranchement avec l'accès au lotissement de Rochazal à la limite des Communes de Châteauevieux et Tallard (dont 5 croisements de voies).

Conformément à la convention de mandat, la Commune de Châteauevieux (maître d'ouvrage) souhaite confier à la Communauté d'Agglomération (mandataire) la réalisation de la section 2 de l'itinéraire cyclable, la recherche de financements ainsi que la gestion financière des dépenses et recettes liées à l'opération. Les annexes à la convention présentent le détail du projet à réaliser, estimé à 951 500 € HT d'assiette éligible (hors études et acquisitions foncières) et le plan de financement prévisionnel qui s'établit de la manière suivante :

- 285 450 € (30 %) de la part de l'Etat (AAP Continuités cyclables 2020)
- 475 750 € (50 %) de la part de la Région
- 190 300 € (20 %) d'autofinancement de la Commune de Châteauevieux.

La rémunération pour la réalisation de cette maîtrise d'ouvrage déléguée par la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance sera fixée à 1,5 % du montant des travaux et des études pour cette opération.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorables des Commissions de l'Aménagement du Territoire et du Développement Économique, Finances, Ressources Humaines, réunies le 22 juin 2022 :

- Article 1 : d'accepter la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée décrite ci-dessus et sollicitée par la Commune de Châteauevieux pour la réalisation de la section 2 de l'itinéraire cyclable "Gap - Val de Durance" porté à l'échelle intercommunale sur le tracé des véloroutes V64 et V862 ;

- Article 2 : d'autoriser M. le Président à signer avec la Commune de Châteauevieux la convention de mandat de Maîtrise d'Ouvrage telle que présentée.

Selon M. AILLAUD, comme M. le Premier vice-président l'a dit, cela représente pour la commune de Châteauevieux, un autofinancement résiduel et une part communale s'élevant à 190 300 €, que le conseil municipal a budgétisé il y a quelques mois. À ce chiffre-là il faudra ajouter les frais de conduite d'opérations à 1,5 %, cela représentera environ un peu moins de 15 000 € supplémentaires. En fait, -et il remercie la communauté d'agglomération pour le suivi du montage du dossier et

pour l'obtention de ces subventions- des subventions de l'ordre de 80 % du montant total de l'opération ont été obtenues. Mais cela veut dire que s'ils atteignent 80 % de subventions, il reste donc 20 % à la charge de la commune et qu'ils ne peuvent pas solliciter de financement complémentaire. Alors pour sa commune, qui a cette chance, et il n'en tire aucun profit car il n'en est pas responsable, mais il pense à ses prédécesseurs, notamment Marcel LESBROS et Roger BOYER ayant développé la zone d'activités de Lachaup-Châteauvieux, la commune est à l'aise financièrement, malgré tout, cela représente une somme très très importante et ils ne pourront donc pas solliciter le département, -il parle sous le contrôle de ses 5 collègues conseillers départementaux siégeant dans cette assemblée- pour obtenir des financements complémentaires. D'autres communes pourront peut-être le faire car selon les sections, toutes n'ont pas la possibilité de profiter de financements de l'État ou de la Région, selon qu'il s'agisse en fait d'itinéraires principaux ou de délestage. Il ne parlera pas à la place de ses collègues de Lardier, de Vitrolles, ou de Tallard, mais il pense que les situations risquent d'être un peu tendues pour certaines communes avec un autofinancement mécaniquement plus élevé s'il n'y a pas la Région, ni l'État selon les sections. Et il croit que l'État ne répond pas toujours présent. Il revient sur une conférence de presse organisée par M. le Président -il le remercie au nom de tous les maires- il y a quelques semaines où il n'a pas pu participer, car il était sur une autre manifestation. Ils le savent tous, les prix de l'énergie augmentent de façon exponentielle, les prix des matériaux augmentent d'une façon qu'ils ont peine à imaginer et les entreprises qui seront sollicitées par les communes pour travailler, leur proposeront des montants et devis bien en dessus des montants évalués par les services il y a 18 mois de cela. Pour ces communes autres que Châteauvieux, cela va engendrer d'importantes difficultés. Il est vrai qu'il peut y avoir un phasage des travaux, M. AILLAUD ne sait pas si la communauté d'agglomération pourra, le moment venu aider ces communes-là car cela sera peut-être nécessaire dans le cadre du projet de territoire, il ne le sait pas, mais en tout cas, il craint que l'évaluation chiffrée soit malheureusement en-deçà de ce que les entreprises proposeront dans un an, 2 ans ou 3 ans. Il se permet de rappeler là aussi, mais il commet peut-être une erreur, les services le corrigeront bien volontiers, les subventions de l'État sont valables jusqu'à l'été 2024 avec une prorogation d'un an et celle de la Région jusqu'à l'été 2025, avec une prorogation d'un an, mais sur présentation des factures des entreprises. Le temps politique est tel qu'il ne s'agit pas du temps du citoyen lambda. 2 ou 3 ans pour le temps politique, cela est rien du tout. Il ne sait pas s'ils arriveront collectivement à finaliser ces opérations-là pour les communes les moins à l'aise financièrement. Il connaît des problématiques sur Lardier, peut-être sur La Saulce, sur Tallard, mais il le répète, il ne veut pas parler au nom des collègues maires, toutefois il s'agit d'un projet intercommunal et l'autofinancement pour les communes sera colossal. Il souhaitait que tout le monde en ait bien conscience.

Concernant la commune de Lardier, en associant la commune de Vitrolles, M. COSTORIER précise que quand le dossier a été monté pour ces 2 communes-là, ils ont proposé un certain nombre d'aspects techniques, et de travaux à réaliser ; en particulier une passerelle pour franchir le torrent du Déoule, avec des coûts très élevés et dès lors qu'ils avaient eu l'estimation, ils n'ont pu suivre, d'autant qu'ils avaient un seul financement de 40 ou 50 %, et même à 80 %, il n'aurait pas pu accepter. Ils ont donc dit non pour cette partie d'investissement conséquent. D'autre part, sur la partie signalétique, il serait souhaitable d'avoir une cohérence de signalisation et de signalétique entre les différentes démarches de vélo dans le

secteur menées par exemple par le Conseil Départemental et par la Communauté d'Agglomération. S'il y a double signalétique ou des panneaux s'ajoutant, cela peut poser problème et quelques réactions de citoyens, dans leur secteur sont à noter, par rapport à la signalétique liée à la proximité d'activités arboricoles. Il en profite pour évoquer, en y associant Mme JOUBERT, cet aspect-là, ayant eu une réunion technique à ce sujet.

Pour M. le Président, cela est préoccupant. La signalétique leur sera certainement imposée par le réseau européen des vélos-route. Il espère une cohérence car la voie à réaliser est la V 864 faisant se rejoindre, au niveau de Gap, la V 64 en provenance de Grenoble et la V 864 se poursuivant depuis le nord du département, et en particulier la commune de Saint-Chaffrey. Il pense arriver à faire quelque chose de cohérent. Il voudrait dire, après l'intervention de M. AILLAUD, ce qu'ils vont vivre en matière de coût de l'énergie. Les 3 collectivités, auparavant, consommaient pour 1 850 000 € d'énergie électrique. Ce matin, M. le Président a signé, en prenant un certain risque, un tarif pour 2 ans à prix indexé. Cela signifie que ce prix peut varier tous les 6 mois. Ils ont une pseudo-tranquillité pour les 6 mois arrivants, mais ils doivent savoir qu'ils passeront sur une année pleine, de 1 850 000 € à 3 642 000 €. Ils ont tenu, ce matin même, une réunion qui se renouvellera dès lundi pour peigner, ligne par ligne, aussi bien pour une collectivité comme la ville, l'Agglomération, ou le CCAS, étant regroupés dans ce genre de situation, la possibilité de faire des économies. Il vont se rendre compte très rapidement que pour la ville de Gap en particulier, ils arrêtent toutes les fontaines, ils vont éteindre pratiquement tous les quartiers, etc.... Un gros problème pour l'agglomération demeure, c'est le problème de la station d'épuration mangeant, à elle seule, 1/6ème des 13 MWatt des 3 structures. Mis à part d'éteindre un bureau, il ne peut pas arrêter de stresser les bactéries de façon à ce qu'elles fassent de l'épuration. Il espère, et il lance un appel au sénateur ici présent, pour qu'en haut lieu, il y ait véritablement une prise de conscience, dans la mesure où ils peuvent eux, gérer leurs entreprises comme il se doit, mais dans des situations comme celle-là, il se demande comment faire, car ils vont jeter l'argent par les fenêtres. Les lampes au-dessus de leur tête seront les mêmes. Le coût de l'énergie leur servant ce soir pour les éclairer va brutalement doubler, et il se demande ce qu'il en sera au bout des 6 premiers mois. Il donne un autre exemple. Ils ont choisi le tarif d'EDF le plus bas pour les 6 premiers mois : de juillet à fin décembre 2022. Et bien les tarifs d'ENGIE étaient de 9 895 000 € à prix indexé. Il demande de faire la relation entre 1 850 000 € et 9 895 000 €, et voir dans quel état cela met leurs collectivités. Leur sécurité, ce sont les économies pouvant être faites, et pour les 6 mois arrivant, cela va leur coûter 1/2 année, c'est-à-dire un peu plus de 1 800 000 € au lieu de 900 000 €. Qu'en sera-t-il au début de l'année 2023 et dans les 6 premiers mois de l'année 2024 pour finir les 2 ans sur lesquels ils se sont engagés, M. le Président ne le sait pas. Personne n'est capable de leur en dire un seul mot. Ils avaient sollicité un bureau d'études et cette dame leur proposait de les orienter vers un taux ferme, mais le taux ferme, avec le peu de propositions obtenues, ils étaient à 7 millions d'euros sur 2 ans fermes. M. le Président devait-il acheter cette tranquillité sur les 2 années à venir ou prendre le risque. Il a pris le risque, et il compte sur les élus nationaux pour faire en sorte qu'en haut lieu, ils comprennent un peu la difficulté et la problématique qu'ils vivent, car ils vont mettre les budgets à genoux, or, comme ils le savent, seul l'État peut présenter un budget en déséquilibre. Il remercie par avance toutes celles et ceux pouvant s'associer à leur démarche. Il a pris lui ses distances, sa volonté d'agir en ayant écrit à tout le

monde, mais souvent les lettres restent lettres mortes. Il compte donc sur M. ARNAUD pour leur donner un bon coup de main et ramener de Paris, à son retour, une bonne nouvelle qui serait la prise en compte, avec une modération à hauteur de 4 ou 5 % de leurs tarifs actuels, pour pouvoir gérer leurs collectivités dans de bonnes conditions. Il lui laisse volontiers la parole si tant est qu'il veuille bien la prendre et qu'il leur apporte de bonnes nouvelles.

M. ARNAUD abordera le sujet sur les deux points, mais il revient rapidement sur l'intervention longue et circonstanciée de M. AILLAUD et M. COSTORIER sur le sujet des mobilités. Lors de la réunion de la dernière commission, il a évoqué ce sujet avec engagement sur le débat. Le sujet de la mobilité en piste cyclable sur leur territoire est un vrai sujet. Quand une commune comme Tallard doit formellement gérer 6 km de pistes cyclables essentiellement dans sa partie la plus rurale, pour rejoindre la partie qui sera réalisée par la commune de Châteauvieux, s'il est bien un sujet, de son point de vue, donnant du sens à leur intercommunalité, c'est le maillage. Il entend bien les propos de M. le Président sur le maillage avec la piste cyclable allant sur Saint-Chaffrey. Une de leurs priorités, est déjà de mailler avec le territoire de la vallée de la Durance pour que les mobilités du quotidien, en cours de développement, y compris en mobilité électrique à deux roues, au moins 10 mois sur 12 dans l'année, puissent trouver un achèvement. S'il a une bonne nouvelle à leur annoncer, celle-ci est presque sécurisée et à Tallard, ils devraient pouvoir, pour les amis du sud de l'agglomération, réaliser la piste cyclable dans la plaine de Tallard permettant de rejoindre le collège de Tallard, en particulier au futur aménagement prévu en juillet 2023, si tout va bien car les acquisitions foncières avec M. BOREL devraient être bientôt finalisées, avec l'accord de 95 % des propriétaires, et les 5 restants sont des questions matérielles, mais le projet de giratoire réalisé par l'État dans la Plaine de Tallard est reporté d'année en année. Ils iraient ensuite jusqu'au pont du Rousine avec une passerelle financée par l'État, cofinancée par le Département et la Région pour arriver jusqu'à la commune de la Saulce. Pour le reste, il manque une délibération car, à sa demande et à la demande de la commune de Tallard, la délibération concernant l'étape suivante : les 4 à 6 km évoqués, a été retirée, car ils sont dans l'incapacité totale d'autofinancer des opérations à des niveaux non compatibles pour une commune de 2500 habitants, fut-elle la 2ème de l'agglomération. Il réitère sa demande de regarder les choses pour pouvoir boucler cette opération, Tallard n'est pas en capacité d'autofinancer 20 à 30 % cette opération significative, car elle a aussi ses charges de bourg-centre, ses charges de centralité, et la population a aussi d'autres attentes autofinancées. Il voulait dire cela de façon sereine, comme il l'a exprimé lors de la commission, ce débat là mérite une réflexion prospective, notamment dans le cadre du projet de territoire sur lequel M. COSTORIER travaille. Sur les questions de mobilité, s'ils passaient vraiment à côté d'une accélération du maillage en fond de vallée de l'agglomération, ils passeraient à côté de quelque chose attendu par la population et nécessaire pour cette dernière. Il espère pouvoir réouvrir ce débat là car il lui paraît urgent, au vu des attentes sociétales, environnementales et d'économie. Si la population peut se déplacer à vélo électrique sur ce territoire, les véhicules thermiques seront moins utilisés, cela répond aux objectifs attendus. Sur le deuxième sujet, M. ARNAUD précise au Président être parlementaire, il n'est pas membre du Gouvernement et, même s'il l'était, ils peuvent avoir une vision très locale du sujet, il le sait parfaitement bien, étant un homme avisé, ce sujet-là est de caractère mondial et au minimum européen, marqué par des problématiques liées à la guerre en Ukraine et par une

gestion du marché du pétrole et du gaz, tirillé entre les membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, essentiellement du moyen-Orient et de la Russie dans des conditions qu'ils savent. Hier après-midi ils ont auditionné M. Clément BEAUNE, Ministre des Affaires Européennes. Évidemment ils ne sont pas sur des facturations européennes, ou en bout de chaîne de l'individu ou de la collectivité qu'ils sont les uns et les autres dans les territoires, mais une réflexion stratégique globale existe pour avoir des méthaniers et des organisations notamment au Havre pour accueillir, dans de meilleures conditions, des livraisons de gaz venant des États-Unis, pour sortir de l'imbroglio russe. Cela ne se fait pas en quelques heures, en quelques journées, en quelques semaines ou en quelques mois, cela prend des années. La proposition faite dans la transition énergétique voulue dans ce territoire, c'est de travailler sur des économies d'énergie, cela prend du temps, avec des conditions réglementaires compliquées. Ils n'auront donc pas de solution à court terme autres qu'internationales pour le prix de l'énergie. La deuxième question est de voir si l'État peut, dans les conditions de son déficit actuel, qui ne s'améliore pas, faire des efforts complémentaires. Il n'a pas hésité une seconde quand M. le Président a pris l'initiative d'une conférence de presse, d'être à ses côtés et totalement solidaire d'une demande de compréhension des enjeux énergétiques pour leurs collectivités locales à court terme, à due proportion et à même dimension que cela peut être le cas pour leurs concitoyens confrontés aux mêmes difficultés. La situation est différente en fonction des communes. Par exemple, la commune de Tallard qu'il connaît bien, et ses contrats énergétiques, a encore un an et demi de contrat à prix fixe. Ils ont donc un peu d'oxygène pour les quelques mois à venir, mais ils seront confrontés aux mêmes difficultés. Il y a donc un enjeu puissant et paradoxalement la situation issue des élections nationales doit leur permettre d'avoir une capacité à mieux négocier le pacte de financement pour les cinq prochaines années entre les collectivités locales et l'État. Il rappelle les engagements du Président MACRON, avant les élections législatives, de réduire de 50 milliards les dotations aux collectivités locales. Quand M. le Président évoquait en début de séance déjà les baisses des dotations, car ils ont perdu l'autonomie fiscale, leurs ressources propres, c'était déjà une trajectoire extrêmement compliqué. Avec les collectivités locales confrontées au coût de l'énergie, un débat puissant doit avoir lieu. M. ARNAUD le mènera à sa dimension avec un certain nombre de sénateurs. La majorité sénatoriale est derrière cette idée là, à l'occasion du débat sur le pouvoir d'achat qui concerne seulement les particuliers. M. ARNAUD souhaite voir la question sur les collectivités locales mise sur la table, mais à un moment ou à un autre, soit il y a, de la part de l'État et de la part des autorités européennes, des inflexions sur la gestion des coûts de l'énergie et des approvisionnements par rapport à des pays tiers, avec rapidement une inflexion, d'où la stratégie développée par M. le Président, et elle est bonne, de prendre un contrat sur six mois pour avoir des points d'étape de renégociation et voir comment la situation internationale se détend. Si tel n'est pas le cas, il faudra avoir une réflexion de réduction, là où cela est possible, et d'autre part, avoir une vraie discussion avec la population et voir les services sur lesquels il faudra réfléchir et maintenir ou pas un certain nombre de services. Il faudra avoir une situation de responsabilité partagée, car il ne souhaiterait pas que localement, il se dise que c'est la faute du Gouvernement si les collectivités n'y arrivent pas, et que le Gouvernement dise que c'est la faute des collectivités ne sachant pas hiérarchiser les priorités et qu'il y ait un jeu de patate chaude entre les parlementaires, les élus locaux et le Gouvernement, alors que la vraie difficulté est le coût de l'énergie telle qu'elle leur est livrée à l'extérieur de

l'union européenne, avec les conséquences connues pour les ménages et les collectivités locales. À travers ce long développement, il s'en excuse, il ne veut pas noyer le poisson, il souhaite mettre un peu de perspective, car avec le Maire de Gap, avec le Président de l'agglomération et les 17 collègues ici présents, et pourquoi pas tous les parlementaires, y compris ceux de la majorité dont il n'appartient pas, ils vont trouver des solutions. L'ensemble de ce dispositif leur permettra d'avancer. Par contre la mobilisation est vitale. Quand il prend les chiffres pour leur agglomération et les renoue avec l'excédent sur une année, il le voit très bien, ils ne pourront pas boucler. Ils ne pourront pas payer leurs factures. Donc, soit ils auront des aides extérieures, soit une situation internationale leur permettra d'avoir, sur les prix de référence, un apaisement et une tension s'abaissant, soit ils fermeront, même si cela est extrêmement douloureux, un certain nombre de services. Pour cela il faudra un débat citoyen. Le réacteur aujourd'hui est extrêmement douloureux pour les citoyens et les collectivités locales. Ils vont se battre. Ils vont relayer. Au niveau national, il y a une pleine conscience de ces enjeux. Ils sont face au mur, il espère voir ce mur s'abaisser et la situation internationale se détendre. Actuellement personne n'est capable de voir dans le marc de café comment, à 6 mois, la situation va se détendre. Mais ils sont vraiment dans une mondialisation où le global rejoint le local et le local est impacté par le global. Il essaie, avec apaisement et avec responsabilité, d'expliquer ce qu'ils savent déjà, sans créer des clivages, car il faudra trouver des solutions ensemble.

M. BOUTRON s'adresse à M. ARNAUD, comme parlementaire national. Une partie de la situation actuelle vient d'incohérences, notamment sur le marché européen de l'énergie. Ils sont embarqués dans ce marché, éminemment piloté par l'Allemagne, une Allemagne continuant d'ailleurs à être incohérente, de manière hallucinante. La dernière incohérence est la suivante : ils vont acheter massivement du gaz naturel liquéfié (gaz de schiste), alors que les écologistes, dans la coalition au pouvoir en Allemagne, sont tout à fait contre. Ils oublient de le dire. La seconde incohérence est l'obligation faite à EDF de vendre aux concurrents suscités par l'Europe, cette électricité nucléaire historique à des prix très très bas pour être revendue à prix extrêmement élevés par ses concurrents. Au niveau national et au niveau européen, des choses sont à faire. Une partie de la situation actuelle vient de cet aspect-là, et notamment le marché européen de l'énergie, qui est absolument négatif. Une partie des problèmes vient de là, eux sont au bout de la chose au niveau d'une collectivité comme la communauté d'agglomération ou les communes, mais les choses doivent changer au niveau national et européen. Ils ne peuvent pas continuer à torpiller EDF comme cela en l'obligeant à vendre à perte son électricité nucléaire très bon marché, et qu'en même temps, les collectivités rachètent de l'électricité extrêmement chère, alors que celle-ci est produite en France. C'est une électricité très peu chère, grâce au nucléaire. Les incohérences, cela suffit, il faut arrêter. M. BOUTRON avait transmis à M. ARNAUD, il y a quelque temps, un article de Bernard ACCOYER, ancien président de l'Assemblée Nationale, maintenant président de « patrimoine nucléaire et climat » qui déplorait le sabotage de la filière nucléaire française. M. ARNAUD n'a pas accusé réception, mais il s'agit d'un article méritant d'être lu. Au-delà de leur collectivité, des incohérences existent. Une autre incohérence encore, l'Allemagne arrête son nucléaire pour se jeter pieds et poings liés dans le gaz russe, avec une naïveté confondante et, maintenant, elle va acheter massivement du gaz de schiste américain, en étant contre le gaz de schiste, et en France, ils sont assez idiots pour

refuser même d'explorer pour voir s'il y avait réellement du gaz de schiste sur le territoire. Le Parlement a décidé de ne même pas regarder. Il s'agit là d'incohérences dramatiques. Au niveau national, M. BOUTRON compte sur lui pour faire remonter ce genre d'incohérences.

M. ARNAUD l'a dit, si l'objectif est d'avoir un repli sur soi sur les questions énergétiques, ils sont à côté de l'enjeu décrit précédemment. La réponse sera au moins à l'échelle européenne. Il prend par exemple le prix du nucléaire, ils sont sur un marché européen. Lorsqu'il a été mis en place le fameux système ARENDT, il fallait regarder les prix de production. En nucléaire, la France était plutôt performante. Une transition était déjà engagée en Allemagne car ils avaient essentiellement de la production d'énergie par le charbon et ils ont engagé une transition plutôt vers les énergies renouvelables. M. ARNAUD a récemment saisi Mme la Préfète, car, à l'échelle du département, il est dans l'incapacité de savoir quel était le nombre de dossiers concernant le photovoltaïque attendant des décisions administratives de validation alors que des dossiers sont en cours, et il faut accélérer leur mise en œuvre. Il faut environ 6 à 8 ans aujourd'hui pour sortir un dossier de photovoltaïque. Dans la période d'urgence extrême dans laquelle ils sont pour les collectivités locales et pour les consommateurs, il faut accélérer ce dispositif. Il faut assouplir les procédures pour produire plus d'énergie renouvelable à proximité. Ensuite, sur la question du nucléaire, ils pourraient ouvrir ici un débat sur le nucléaire. Aujourd'hui une grande partie du parc de production nucléaire en France est à l'arrêt pour des raisons de maintenance, car mal entretenu et pas rénové. Ils ont également des alertes de l'Agence de Sûreté Nucléaire car avec la baisse des niveaux d'eau liée à la sécheresse extrême, ils risquent d'avoir également des problèmes pour refroidir un certain nombre de réacteurs aujourd'hui en production. Dire qu'il faut revenir sur des choses plus raisonnables, et plus nationale, n'est pas la solution. Il faut au contraire, et ils ne seront pas surpris par son positionnement, plus d'intégration européenne, en défendant les intérêts de la France dans l'Europe. Ils ont effectivement des spécificités sur lesquelles il faut se battre, mais il faut aussi réussir la transition énergétique par plus d'économie d'énergie, par des politiques sous forme de schéma directeur, comme ils le voient ici, se traduisant aussi par des économies d'énergie pour les concitoyens. Ils doivent lancer un discours et une alerte à l'égard des concitoyens pour qu'ils aient aussi un peu plus de frugalité en matière de consommation énergétique. Cela n'est pas facile, car c'est du culturel, de l'éducatif, avec l'effort de tous, cela leur permettra de passer cette étape. Aujourd'hui l'Allemagne fait de l'importation de gaz de schiste, car l'obsession des responsables nationaux européens, c'est de faire en sorte, si l'hiver prochain, le climat était un peu rude, de pouvoir simplement se chauffer et avoir de l'électricité pour passer l'hiver. Aujourd'hui c'est du sauve-qui-peut. M. BOUTRON le sait mieux que lui, car il connaît mieux ces questions, la France va certainement réouvrir des centrales à charbon, l'urgence étant de pouvoir passer l'hiver prochain, dans la situation extrêmement complexe et pleine d'inconnus dans laquelle ils sont. Il reçoit bien le message du Président, étant le message de tous les maires de France et de tous les présidents d'intercommunalités de France. Ils vont essayer de trouver une solution pour passer le cap des 10 prochains mois, et les grandes révolutions, les grandes transitions, les grandes résiliences, ils doivent y travailler rapidement aujourd'hui pour être prêts dans 3 ou 4 ans, pour passer le cap difficile, car insuffisamment anticipé ces dernières années.

M. le Président pourrait en rajouter un peu, même s'il est déjà 21 h 09, il a son mot à dire là-dessus. Quand il voit le louvoiement auquel ils ont assisté, bien avant les élections présidentielles, et le changement de philosophie au moment de l'élection présidentielle, par certains candidats qu'il ne nommera pas, il se dit quand même avoir commis de fortes erreurs en matière d'entretien et de fonctionnement de l'énergie nucléaire qui ne valait plus rien quand il s'agit de s'adosser à un monsieur aujourd'hui n'appartenant plus au Gouvernement, et revenir ensuite sur le nucléaire, quand ils sentent tout perdu ; et même lancer des réacteurs pressurisés européens (EPR) supplémentaires, alors qu'ils ne sont pas tout à fait capables d'en lancer un et ils veulent en ouvrir 6 de dimension inférieure. Selon lui, il y a eu un louvoiement ne faisant qu'aggraver la situation dans laquelle ils sont, et ils payent tous, sans savoir combien ils vont payer, mis à part le fait d'être assuré de vivre les 6 mois à venir avec un tarif largement supérieur étant à un coefficient 2.

Pour M. BOUTRON, les dires de M. ARNAUD sont tout à fait pertinents. La France s'apprête hélas à réouvrir les centrales au charbon. Il met cela en parallèle avec la fermeture absurde des 2 tranches de Fessenheim, il y a 2 ans. Cela fait partie des louvoiements soulignés par le Président. Ils sont dans des situations incohérentes, notamment par le dogmatisme. Une petite correction concernant les EPR, ceux que M. MACRON propose de construire : les EPR 2. Les EPR tout courts, sont des réacteurs franco-allemands, il ne faut jamais l'oublier, mais une partie de la complexité de ces machines vient de la partie allemande, lorsque M. TRITTIN était Ministre de l'environnement. Les EPR 2 visent à rectifier cela, à simplifier la construction de ces réacteurs et à échapper à cette complexité opposée par l'Allemagne lorsqu'il s'agissait d'un réacteur franco-allemand. La puissance des EPR 2 est la même que les EPR, elle n'est pas inférieure. Le drame en France c'est la perte des compétences techniques. Il n'y a plus beaucoup d'ingénieurs, sauf peut-être les ingénieurs des arts et métiers. Les ingénieurs généraux actuels font du travail de chef de projet, de business, etc... cela est dramatique. Ils n'ont plus de techniciens de haut niveau pour tous les domaines de chaudronnerie, etc... Ce sont les bienfaits de la mondialisation. La mondialisation a été une calamité absolue, il est grand temps de faire marche arrière, de revenir à une situation plus normale et voir la France retrouver de vrais ingénieurs, de vrais techniciens. Pour M. BOUTRON, ils seraient incapables de construire le barrage de Serre-Ponçon ou le barrage de Tignes, alors qu'en Chine, ils ont des ingénieurs capables de faire de grands ouvrages hydroélectriques. Il faut méditer cela.

M. le Président donne un exemple concernant le coût de l'énergie dans les mois à venir. S'il n'arrête pas la fontaine située au Théâtre -dite fontaine de l'éléphant rose- fonctionnant en eau recyclée, elle coûtera annuellement 13 000 €.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

25 - Itinéraire cyclable Gap-Val de Durance - Section 6 - Convention de mandat avec la commune de La Saulce

La Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance et ses communes membres souhaitent réaliser un itinéraire cyclable "Gap - Val de Durance" entre la Ville de Gap et le sud du territoire intercommunal s'appuyant sur le tracé de la véloroute

d'intérêt national V64 (Voreppe/Grenoble - Gap - Marseille) et la véloroute d'intérêt régional V862 "La Durance à Vélo" (Briançon - Gap - Avignon).

L'itinéraire projeté, comprenant 8 sections et d'une longueur totale de 38 kilomètres (dont 26 kilomètres pour l'itinéraire principal et 12 kilomètres pour un itinéraire bis en rive gauche de la Durance), sera constitué de portions spécifiquement dédiées au vélo (voies vertes) et d'autres en partage de chaussée. Il sera destiné à tous les types de déplacements à vélos : touristiques ou du quotidien. Il comprendra la création d'une voie verte d'environ 13 kilomètres qui permettra la résorption d'une importante "discontinuité cyclable" sur l'axe de la RN85 entre le Val de Durance, les villages de Tallard et La Saulce, la sortie de l'autoroute A51 et la Ville de Gap.

La Commune de La Saulce est concernée par la section 6 de l'itinéraire cyclable, pour la partie située entre le rond-point de l'A51 et le début de la route d'accès au Village de La Saulce (avenue Napoléon) sur une distance de 1 350 mètres environ comprenant 1 000 mètres de voie verte le long de la RD1085, 350 mètres de chaussée partagée et le traitement d'une barrière naturelle (éperon rocheux).

Conformément à la convention de mandat, la Commune de La Saulce (maître d'ouvrage) souhaite confier à la Communauté d'Agglomération (mandataire) la réalisation de la section 6 de l'itinéraire cyclable, la recherche de financements ainsi que la gestion financière des dépenses et recettes liées à l'opération. Les annexes à la convention présentent le détail du projet à réaliser, estimé à 687 700 € HT d'assiette éligible (hors études et acquisitions foncières) et le plan de financement prévisionnel qui s'établit de la manière suivante :

- 191 256 € (28 %) de la part de l'Etat (AAP Continuités cyclables 2020)
- 332 350 € (48 %) de la part de la Région
- 11 500 € (2%) de la part de la Région sur études spécifiques
- 152 594 € (22 %) d'autofinancement de la Commune de La Saulce.

La rémunération pour la réalisation de cette maîtrise d'ouvrage déléguée par la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance sera fixée à 1,5 % du montant des travaux et des études pour cette opération.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorables des Commissions de l'Aménagement du Territoire et du Développement Économique, Finances, Ressources Humaines, réunies le 22 juin 2022 :

- **Article 1** : d'accepter la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée décrite ci-dessus et sollicitée par la Commune de La Saulce pour la réalisation de la section 6 de l'itinéraire cyclable "Gap - Val de Durance" porté à l'échelle intercommunale sur le tracé des véloroutes V64 et V862 ;

- **Article 2** : d'autoriser M. le Président à signer avec la Commune de La Saulce la convention de mandat de Maîtrise d'Ouvrage telle que présentée.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

26 - Nouvelle convention de partenariat GéoMAS

La communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance s'est engagée depuis 2014, en collaboration avec l'ensemble des collectivités des Hautes-Alpes, dans la mise en place du Système d'Information Géographique (SIG) mutualisé GéoMAS. Conformément à la délibération n°2015_02_9, la Communauté d'Agglomération a signé une première convention de partenariat GéoMAS le 5 février 2015.

Par courrier en date du 23 Février 2022, le Département des Hautes-Alpes indique que l'évolution significative du projet nécessite une révision de cette convention de partenariat, afin d'intégrer les éléments suivants :

- L'évolution du contexte, des enjeux, des périmètres techniques et fonctionnels,
- L'actualisation des membres signataires,
- L'adaptation des missions respectives,
- Les modalités de traitement des partenaires.

Par ailleurs, le Département des Alpes-de-Haute-Provence a sollicité le Comité de Pilotage (COFIL) de GéoMAS pour son adhésion au dispositif, par un courrier en date du 21 octobre 2021.

Il convient donc de passer une nouvelle convention de partenariat GéoMAS, qui prend en compte l'intégration de l'ensemble de ces éléments, lesquels ont reçu un vote favorable du 7ème COFIL de GéoMAS le 29 novembre 2021.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Développement Économique, Finances et Ressources Humaines réunie le 22 juin 2022 :

Article unique : d'autoriser Monsieur le Président à signer la nouvelle convention GéoMAS et tous les documents en rapport avec ce projet.

M. le Président précise avoir sur leur territoire, deux communes des Alpes de Haute-Provence. Le vote favorable du Comité de Pilotage de GéoMAS redistribue un peu les participations respectives des collectivités haut-alpines et du Conseil Départemental des Alpes de Haute-Provence. C'est ce qui est proposé en terme d'évolution, et pour ceux le pratiquant un peu, GéoMAS devient un élément essentiel et indispensable au bon fonctionnement des collectivités.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

27 - Télétransmission des actes de la commande publique et d'urbanisme (avenant n°2 à la convention ACTES)

Par délibération du 22 juin 2017, le Conseil Communautaire a approuvé la convention relative à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité (Projet ACTES), signée le 2 novembre 2017.

Un premier avenant avait permis d'étendre le dispositif de télétransmission aux actes budgétaires.

Les articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisent la télétransmission des marchés et documents d'urbanisme.

Ce deuxième avenant a donc pour objet, d'une part, d'étendre la télétransmission aux actes de la commande publique et aux actes d'urbanisme (fichiers électroniques d'une volumétrie ≤ 150 Mo) et d'autre part de préciser la procédure des échanges électroniques dans le cadre du contrôle de légalité.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Développement Économique, Finances et Ressources Humaines réunie le 22 juin 2022 :

Article unique : d'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant à la convention relative à la télétransmission avec la Préfète du Département des Hautes Alpes (projet ACTES).

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

28 - Convention de fourniture d'eau par la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance à la commune de Gap

Conformément aux dispositions du CGCT applicables, la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance et la Commune de Gap ont signé une convention en date du 21 décembre 2020 afin d'autoriser la commune à assumer la compétence Eau par délégation de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance.

Le réseau d'alimentation en eau potable de la Commune de Gap est confié en gestion déléguée à la société Véolia Eau. Conformément à l'article 14.2 du contrat de délégation de service public signé entre Véolia Eau et la Ville de Gap le 30 avril 2013, le délégant conclut les conventions avec les autres collectivités.

Certains usagers du quartier des Abadous sur la commune de Gap connaissent des dysfonctionnements de l'approvisionnement en eau potable (chute de pression, rupture d'alimentation) en raison des pertes de charges liées à l'altitude et l'éloignement des réservoirs de l'usine de production. La trentaine d'habitations concernées se situe en limite de la commune de Châteaueux à proximité du quartier de l'Embeyrac desservi par le réseau d'eau potable intercommunal.

Il a donc été convenu de créer un maillage pour soutenir l'alimentation en eau potable du quartier des Abadous depuis le réseau de distribution intercommunal. Il est nécessaire de définir les modalités techniques, administratives et financières

de cette fourniture d'eau potable entre la Commune de Gap et la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance.

Dans ce cadre, un projet de convention a été établi.

La Communauté d'Agglomération s'engage à livrer à la commune de Gap le volume nécessaire estimé à 4 000 m³ par an pour alimenter la population desservie.

Le dimensionnement des installations permettra d'alimenter un poteau incendie dans le secteur concerné par le maillage pour protéger les habitations conformément aux prescriptions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (DECI).

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans.

Le tarif de vente d'eau en gros est égal à : $P0 = 0,4700 \text{ € HT/m}^3$

Ce tarif sera indexé annuellement pour rendre compte de l'évolution des charges d'un service de production et de distribution d'eau potable.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Protection de l'Environnement du 16 juin 2022 et de la Commission du Développement Économique, des finances et des ressources humaines du 22 juin 2022 :

Article unique : d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention avec la commune de Gap.

M. ARNAUD a une question technique. M. MARTIN parle d'un maillage à partir du réseau intercommunal, il demande d'où vient la ressource, les 4000 m³. Selon lui, il y a un réseau intercommunal historique, celui de Tallard, arrivant jusqu'à Châteaueux.

Pour M. MARTIN, la ressource vient du réseau intercommunal et dans le réseau intercommunal, il y a de l'eau en provenance de Tallard et de Gap. 60 % de l'eau sur le réseau intercommunal vient de Tallard, 40 % vient de Gap. Il y a eu une petite particularité à cela, 2 ou 3 ans auparavant, car la commune de Tallard avait des travaux sur le secteur des jardins, aussi pendant pratiquement un an, l'intégralité du réseau d'eau intercommunal était distribué par la ville de Gap. Là, ils sont revenus à quelque chose de classique.

M. ARNAUD est heureux de savoir qu'une partie de l'eau de Tallard vient alimenter Gap, c'est une belle forme de solidarité. Ils peuvent donc avoir des ressources provenant du Val de Durance pour une partie de la ville de Gap.

M. MARTIN précise bien que ce sont 4000 m³ du réseau intercommunal, et des vannes particulières seront installées. L'eau de Tallard ne viendra pas dans Gap, elle restera sur la partie des Abadous et sur la trentaine d'habitations concernée.

M. le Président parle d'une belle générosité sur l'agglomération.

M. AILLAUD demande s'il va y avoir des tranchées à creuser pour assurer ce maillage, et à quel endroit.

D'après M. MARTIN, il va y avoir effectivement des tranchées car il s'agit d'un maillage de canalisations, l'eau doit bien passer quelque part. Ils ne vont pas mettre des canalisations apparentes sur des parcelles de terrain.

M. AILLAUD demande si cela se fera sur la commune de Châteauvieux.

Selon M. MARTIN, il s'agit du quartier de l'Embeyrac.

M. AILLAUD préfère le savoir.

Pour M. MARTIN, cette délibération est faite pour adopter le principe, le prix de l'eau, et la durée. Le tracé des canalisations n'est pas encore officiel compte tenu des négociations avec le ou les propriétaires concernés. Le moment venu, ils s'adresseront à M. AILLAUD, en tant que Maire de Châteauvieux, pour les autorisations nécessaires. Cela fera l'objet d'une délibération future lors d'un prochain conseil communautaire.

Mme ALLEMAND est concernée par le quartier des Abadous. Elle remercie M. ARNAUD de bien vouloir lui fournir de l'eau. Étant directement concernée, elle ne prendra pas part au vote et ne rentrera pas dans le sujet.

Mise aux voix cette délibération est adoptée ainsi qu'il suit :

- POUR : 53

- SANS PARTICIPATION : 1

Mme Marie-José ALLEMAND

29 - Convention de fourniture d'eau par la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance à la commune de Neffes

Depuis le 1er janvier 2020, la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance dont le périmètre et le siège sont fixés par l'arrêté préfectoral exerce en lieu et place de ses communes membres la compétence Eau Potable.

Conformément aux dispositions du CGCT applicables, la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance a signé une convention de délégation en date du 25 novembre 2020 afin d'autoriser la commune de Neffes à assumer la compétence Eau.

Le territoire de la commune de Neffes ne comporte pas de ressource suffisante en eau potable. La communauté d'agglomération fournit de l'eau à la commune de Neffes pour assurer les besoins en eau des usagers.

Le réseau d'alimentation en eau potable intercommunal est confié en gestion déléguée à la société Véolia Eau. Conformément à l'article 1.3.1 du contrat de délégation de service public signé entre Véolia Eau et la Communauté d'Agglomération le 11 septembre 2018, le délégant conclut les conventions avec les collectivités et les établissements publics situés hors du territoire affermé.

Dans ce cadre, un projet de convention a été établi.

La Communauté d'Agglomération s'engage à livrer à la commune de Neffes les volumes nécessaires, estimés à 40 000 m³ par an pour répondre aux besoins de la population desservie.

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans.

Le tarif de vente d'eau en gros est égal à : P0 = 0,4700 € HT/m³.

Ce tarif sera indexé annuellement pour rendre compte de l'évolution des charges d'un service de production et de distribution d'eau potable.

Décision :

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Protection de l'Environnement du 16 juin 2022 et de la Commission du Développement Économique, des finances et des ressources humaines du 22 juin 2022 :

Article unique : d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention avec la commune de Neffes.

M. MARTIN précise à M. ARNAUD que la Communauté d'Agglomération fournit 50 % des besoins à la commune de Neffes, l'autre moitié provenant de la commune de Tallard.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

30 - Signature de la nouvelle convention annuelle pour la reprise des déchets d'agrofourriture avec ADIVALOR

A.D.I.VALOR (Agriculteurs, Distributeurs, Industriels pour la VALORisation) est une société privée sans but lucratif, créée en juillet 2001 qui réunit les fournisseurs, distributeurs de produits d'agrofourriture destinés à l'activité agricole.

A.D.I.VALOR exerce la Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) des déchets d'origine agricole arrivés en fin de vie. Ces déchets sont issus de produits spécifiquement utilisés à des fins professionnelles par des exploitants agricoles et concernent notamment les emballages vides, plastiques agricoles et équipements divers usagés, produits phytosanitaires non utilisables...

Le 26 février 2018, A.D.I.VALOR et le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ont signé un accord cadre conclu pour la période 2018-2021 visant à améliorer les pratiques et les résultats de la filière agricole dans la gestion de ses déchets. Cet accord cadre a été récemment prorogé le 3 mars 2022 pour une durée de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2024.

La société A.D.I.VALOR est chargée de mettre en place et de gérer les programmes de collecte et de traitement de ces déchets agricoles en fin de vie en assurant la sensibilisation et l'information des différents acteurs.

A l'échelle du territoire national, c'est un gisement de plus de 116 000 tonnes de déchets agricoles qui peut être collecté. Localement, sur le bassin gapençais, la coopérative ALPESUD, partenaire d'A.D.I.VALOR, à Gap organise ponctuellement la récupération de ces produits dans ses locaux.

Complémentairement, en 2021, la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance a organisé deux campagnes de récupération des déchets agricoles sur deux sites intercommunaux dont le quai de Transfert de St Jean situé sur la commune de Gap et la déchetterie des Piles implantée sur la commune de Tallard.

Les 43 agriculteurs qui ont participé à ces campagnes de récupération ont permis de collecter 3,3 tonnes de ficelles et filets, 8,5 tonnes de films d'enrubannage / ensilage, 13 tonnes de filets paragrêle et 2 tonnes de big-bags représentant un total de 26,8 tonnes collectées en 2021 contre 11,6 tonnes ramassées en 2020 lors des deux campagnes précédentes de récupération. En 2021, une mobilisation plus forte des agriculteurs a ainsi été constatée avec une hausse du tonnage collecté de 131 % par rapport à 2020.

Dans la continuité des actions engagées, A.D.I.VALOR souhaite poursuivre son partenariat avec la collectivité et propose de co-organiser, sur le département des Hautes-Alpes, deux nouvelles campagnes de récupération sur une période d'une semaine au printemps et automne 2022, en excluant les déchets dangereux et en proposant la collecte :

- des filets paragrêle,
- des ficelles,
- des filets balles rondes,
- des films d'ensilage et d'enrubannage,
- les big- bags et sacs de semences en papier.

Afin d'améliorer la collecte de ces déchets agricoles en fin de vie, la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance souhaite poursuivre le partenariat de cette opération sur le bassin gapençais en signant la convention annuelle avec A.D.I.VALOR qui finalise les dispositions organisationnelles nécessaires à la collecte de ces déchets.

Ainsi, pour permettre la collecte de ces déchets d'agrofourniture en 2022, la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance propose de reconduire les modalités précédemment mises en œuvre et de définir les mêmes sites de collecte mobilisés pour la campagne de collecte de 2021. Pendant les campagnes de ramassage, il est donc proposé d'effectuer la collecte tous les matins sur le quai de transfert de St Jean et tous les après-midis sur le site de la déchetterie des Piles afin de faciliter les dépôts effectués par les agriculteurs sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération.

La logistique de collecte de ces déchets est prise en charge par A.D.I.VALOR qui réalise la collecte gratuitement via un prestataire privé. Par ailleurs, la société A.D.I.VALOR réalise à sa charge des documents de communication (affiches, dépliants...) qui sont mis à disposition de la collectivité.

Pour pouvoir participer à cette opération, la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance doit signer une nouvelle convention annuelle avec A.D.I.VALOR qui sera effective jusqu'au 31 mars 2023.

La signature de la convention se fera de manière dématérialisée sur le site extranet d'A.D.I.VALOR. La résiliation de cette convention sera rendue possible par l'une des parties, dans un délai de 1 mois suivant l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Décision :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;
VU l'Accord Cadre signé le 26 février 2018 entre le Ministère de l'Agriculture de l'Alimentation et ADIVALOR pour la période 2018-2021, prorogé le 3 mars 2022.

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Protection de l'Environnement réunie en séance du 16 Juin 2022 et de la Commission Développement Economiques, Finances, Ressources Humaines réunie le 22 Juin 2022 :

Article unique : d'autoriser M. le Président à signer la nouvelle convention de partenariat avec A.D.I.VALOR pour la récupération des déchets d'agrofourniture issus de l'activité agricole pour l'année 2022.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

31 - Convention entre la Fédération Française du Cyclisme et la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance pour la labellisation "Espace GRAVEL" et "Site VTT-FFC des Vallées du Gapençais"

Dans le cadre de sa stratégie d'attractivité territoriale et son implication dans le monde du cyclisme, la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance a engagé une démarche visant à promouvoir la pratique du vélo sur son territoire.

Dans ce contexte, il est apparu important de maintenir le label de la Fédération Française de Cyclisme pour le site "VTT-FFC" et de candidater à un label national porté également par la Fédération Française de Cyclisme, celui de l'espace "GRAVEL".

Le label "GRAVEL" a pour vocation de valoriser la qualité de l'offre cycliste qui mélange des passages sur route ainsi que sur des sentiers, des pistes et des chemins, ce qui le différencie du label classique "VTT-FFC" pour les espaces aménagés de pratique du VTT.

Ces labellisations feront l'objet d'un conventionnement entre la Fédération Française du Cyclisme et la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance. Cette dernière prévoit le versement d'une cotisation annuelle à la Fédération Française du Cyclisme, calculée selon le nombre de sites labellisés, au total 1 100 € pour l'attribution des deux labels. Jusqu'à présent la Communauté

d'Agglomération avait adhéré au label "VTT-FFC" pour une cotisation annuelle de 900 €.

Dans le cadre de sa politique de développement et de communication touristique, la Communauté d'Agglomération Gap Tallard Durance convient de conclure un partenariat avec la Fédération Française du Cyclisme autour de cet objectif commun.

Les présentes conventions permettent de définir les engagements de la Communauté d'Agglomération sur les itinéraires classiques et sur les itinéraires "GRAVEL".

La durée de la convention pour les sites VTT-FFC est de 3 ans, non renouvelable tacitement. Elle prendra effet à compter de la date de signature.

La durée de la convention pour l'espace "GRAVEL" est de 3 ans, renouvelable tacitement. Elle prend également effet à compter de la date de signature.

Décision:

Il est proposé, sur avis favorable de la Commission Protection de l'Environnement réunie le 16 juin 2022 et de la Commission Développement Economique, Finances, Ressources Humaines réunie le 22 juin 2022 :

Article 1 : d'approuver les termes des deux conventions à passer entre la Fédération Française de Cyclisme et la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance,

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président à signer ces conventions et tout document afférent.

M. le Président demande à M. ALLEC de lui donner des précisions concernant le GRAVEL.

M. ALLEC, comme il l'a indiqué dans la délibération, précise qu'il s'agit d'une mixité entre le VTT et le cyclo. Le GRAVEL est polyvalent, pouvant aller sur les routes, les pistes et les sentiers. C'est un vélo de route renforcé et adapté.

Pour M. le Président, il peut être musculaire ou électrique.

M. ALLEC répond positivement.

Mise aux voix cette délibération est adoptée à l'UNANIMITE

32 - Relevé de décisions

Aux termes de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales, le Conseil communautaire peut déléguer au Président un certain nombre de compétences pour tout ou partie de son mandat. Ce même article précise que le Président doit rendre compte au Conseil des décisions qu'il a prises en vertu de ses délégations.

Par délibération n° 2020_07_5 du 17 juillet 2020, le Conseil communautaire a ainsi délégué dix-neuf de ses compétences à Monsieur le Président pour la durée de son mandat.

Depuis la dernière information du Conseil, Monsieur le Président a fait usage de ses délégations dans les affaires suivantes :

FINANCES :

Demandes de subventions à l'Etat ou aux Collectivités territoriales :

Date	Objet	Organisme financeur	Montant de la subvention
25/04/2022	Demande de subvention "Amélioration des systèmes de collecte des eaux usées, réduction des eaux claires parasites par mise en séparatif et gainage des réseaux"	Département Agence de l'eau RMC	Département : 54 768,97 € HT Agence de l'eau RMC : 82 153,45 € HT
01/04/2022	Demande de subvention : Modernisation de la filière de traitement des boues de la station d'épuration de Gap	Etat Département Agence de l'eau RMC	Etat : 336 300 € HT Département : 336 300 € HT Agence de l'eau RMC : 224 200 €
31/05/2022	Demande de subvention pour le projet d'étude d'une gestion publique du centre d'enfouissement du Beynon	Région Département 05 Département 04	Région : 40 000 € Département 05 : 20 000 € Département 04 : 4 000 €
30/03/2022	Ecole de Musique de l'agglomération Gap-Tallard-Durance : demande de subvention pour l'acquisition d'instruments de musique à la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur dans le cadre de son dispositif "Instrumentarium" - Année 2022	Région	4 494,99 € HT
29/03/2022	Demande de subvention : Etude de programmation pour la restructuration de l'unité de compostage des boues de la station d'épuration de Gap	Etat Département Agence de l'eau RMC	Etat : 7 500 € HT Département : 5 000 € HT Agence de l'eau RMC : 7 500 € HT
04/03/2022	Demande de subvention dans le cadre du Schéma Départemental des Enseignements Artistiques pour l'Ecole de Musique de la	Département	16 000 €

	Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance - Année 2022		
07/03/2022	Actions de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance dans le cadre de la programmation 2022 du Contrat de Ville - Demande de subventions auprès de l'Etat et du Département	Etat Département	Etat : 13 500 € Département : 6 000 €
02/03/2022	Demande de subvention "Déplacement d'une canalisation de collecte d'eaux usées sur le territoire de la commune de Vitrolles	Agence de l'eau RMC	15 000 €
22/02/2022	Renforcement de l'alimentation en eau potable et de la défense incendie des secteurs de Lareton, Treschatel, Les Emeyères, Colombis, sur les communes de Gap et de Jarjays	Etat Département	Etat : 78 900 € HT Département : 52 600 € HT
08/02/2022	Etude du Beynon	Région Département	Région : 33 300 € HT Département : 19 980 € HT

Accidents dans lesquels ont été impliqués de véhicules communautaires :

Date du sinistre	Type véhicule et service	Circonstances du sinistre	Resp en %	Dégâts	Conclusions
23/7/2021	BENNE OM	L'autre véhicule nous a percuté	0%	541.42€	Remboursement des dommages
7/10/2021	Bus-TU	L'autre véhicule nous a percuté	0%	1048.16€	Remboursement des dommages
24/11/2021	Remboursement des dommages	Le bus a percuté le véhicule de devant	100%	8123.72€	Remboursement des dommages
26/10/2021	BUS TU	RETROVISSEUR CASSE	50%	270.63€	Remboursement partiel des dommages

Indemnités de sinistre reçues :

Date du sinistre	Objet du sinistre	Montant TTC
11/8/2021	BARRIERE ENDDOMAGEE QUAI TRANSFERT	338.93€

URBANISME - FONCIER :

Conclusion ou révision de contrats de louage (inf. à 12 ans) :

Décision du 03/05/2022 : Prorogation du bail administratif consenti par la Communauté d'Agglomération GAP-TALLARD-DURANCE au profit de l'Etat d'un ensemble immobilier à usage de bureaux sis à TALLARD, Place du Château et cadastré Section AA Numéros 67 et 68 :

- prorogation du bail administratif avec effet initial jusqu'au 17 septembre 2022, à la date ferme du 31/12/2022.

MARCHES PUBLICS :

OPÉRATION	TITULAIRE	MONTANT EN € H. T.	DATE DÉCISION
Marché de Mission d'assistance à Maitrise d'ouvrage pour l'élaboration de la candidature LEADER 2023-2027 du GAL Pays Gapençais sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance	SARL CODYSSEE (05000 GAP)	Conclu selon un montant global et forfaitaire par phase et unitaires pour les journées supplémentaires comme suit : Phase 1 Mobilisation des acteurs locaux : 8 000 € HT Phase 2 : Appui à la définition de la stratégie et du programme opérationnel 2023 : 8 000 € HT Total :16 000 € Réunion complémentaire proposée éventuellement par le candidat HT Montant TVA Montant TTC Prix ½ journée supplémentaire : 500 € HT Prix à la journée 1 000 € HT Le délai global d'exécution des prestations est de 5 mois, délais	14 JUIN 2022

OPÉRATION	TITULAIRE	MONTANT EN € H.T.	DATE DÉCISION
		de validation du MOA inclus.	
MAPA pour les travaux de remplacement d'une vis de relevage de la station d'épuration de Gap de la Communauté d'Agglomération GAP-TALLARD-DURANCE	Société VANDEZANDE (8600 DIKSMUIDE BELGIQUE).	Conclu selon un montant global et forfaitaire de 103 586 € HT. Durée de 24 mois	25 MAI 2022
MAPA pour l'achat d'un dégrilleur courbe en inox 316L pour la station d'épuration de Tallard	Société EMO, (35532 NOYAL SUR VILAINE)	Pour un montant de 10 000 € HT pour un délai d'un mois à réception de la commande.	24 MAI 2022
MAPA pour la rénovation du toit de la trémie des ordures ménagères du quai de transfert de St Jean	Entreprise CORA (04220 SAINTE TULLE)	Pour un montant de 15 680 € HT La durée fixée à 1 an.	20 MAI 2022
Avenant n° 1 au marché n° 2022220072 du 05/05/22 d'étude préalable d'aide à la décision à engager par le groupement de commandes pour le projet de gestion publique du centre d'enfouissement du Beynon afin de régulariser la répartition financière entre les membres du groupement	Société EODD Ingénieurs conseils (13 000 AIX EN PROVENCE)	Erreurs de montants dans la répartition financière des cotraitants par phase Description des prestations réalisées Total volet technique EODD : Montants initiaux 22 100 € HT Montants inchangés Phase 1 : Montants initiaux 12 900 € HT Montant modifiés 12 450 € HT Phase 2 : Montants initiaux 4 000 € HT Montant modifiés 4 337,50 € HT Phase 3 : Montants initiaux 1 400 € HT Montant modifiés 1 175 € HT Phase 4 : Montants initiaux : 3 800 € HT Montant modifiés 4 137,50 € HT Description des prestations réalisées Total volet financier Finance Consult Montants initiaux 26 700 € HT Montants inchangés Phase 1 : Montants initiaux : 10 075 Montants inchangés Phase 2 : Montants initiaux 10 462 € HT. Montant modifiés :	16 MAI 2022

OPÉRATION	TITULAIRE	MONTANT EN € H.T.	DATE DÉCISION
		<p>10 462,50 € HT. Phase 3 : Montants initiaux : 6 162 € HT Montant modifiés 6 162,50 € HT. aucun montant pour la Phase 4. Description des prestations réalisé total volet juridique Pintat Avocats : montants inchangés. Le détail des prix global et forfaitaire est également modifié. Le coût des réunions inscrites au détail des prix global et forfaitaire est inscrit au sein de chaque phase et réparti entre les membres du groupement.</p>	
<p>MAPA pour la mission de prestation intellectuelle "Étude de programmation pour la restructuration de l'unité de compostage de la station d'épuration de Gap</p>	<p>Société Bureau d'Études Eysseric Environnement (13015 MARSEILLE)</p>	<p>Après négociation, conclu pour un montant total de 25 675 € HT Durée de 6 mois</p>	<p>6 MAI 2022</p>
<p>MAPA pour l'étude préalable d'aide à la décision à engager par le groupement de commandes pour le projet de gestion publique du centre d'enfouissement du Beynon</p>	<p>Société EODD Ingénieurs conseils (13 000 AIX EN PROVENCE).</p>	<p>Conclu pour un montant global et forfaitaire de 69 350 € HT décomposé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 : 30 475,00 € • Phase 2 : 14 800,00 € • Phase 3 : 17 000,00 € • Phase 4 : 7 075,00 € <p>Le taux de participation de la Communauté d'Agglomération est fixé à 23,7 % soit 16 435,95 €. Délai global maximum de 5 mois hors période de validation.</p>	<p>2 MAI 2022</p>
<p>Marché de maîtrise d'œuvre pour la construction du Pont de la déchetterie de PATAC - approuver le programme ; - approuver les études d'avant-projet définitif ; - approuver l'évolution de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ; - fixer le forfait de rémunération</p>	<p>ITC et son groupement (63000 CLERMONT FERRAND)</p>	<p>Approbation des études PRO et l'enveloppe financière de 195 000 € HT. décision d'arrêter le programme de construction du Pont de la déchetterie de PATAC. Décision de fixer le montant du forfait de rémunération définitif selon les termes du CCAP du marché, soit : Le maître</p>	<p>2 MAI 2022</p>

OPÉRATION	TITULAIRE	MONTANT EN € H.T.	DATE DÉCISION
définitif du maître d'œuvre		d'oeuvre avait proposé un taux de rémunération provisoire de 20,15 % pour un montant prévisionnel de travaux estimé à 195 000 € HT. Le forfait de rémunération FR est le produit du taux de rémunération t par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement: $FR = Co \times t$ L'enveloppe financière prévisionnelle n'ayant pas évoluée, le forfait définitif est maintenu à 39 292,50€	
MAPA pour la Construction du Pont de la déchetterie de PATAC lot 3 : Voirie	Groupement SAS ABRACHY (05130 TALLARD) et Routière du Midi (05000 GAP)	Pour un montant global et forfaitaire de 48 443,50 € HT. Le délai global pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 19 semaines comprenant une période de préparation de 6 semaines et 13 semaines de travaux. Pendant la période de travaux, la déchetterie sera fermée.	2 MAI 2022
MAPA pour de la consultation pour la Construction du Pont de la déchetterie de PATAC le lot 2 : Ouvrage	Société SOGEA PROVENCE ETS CHARLES QUEYRAS TP (05600 SAINT CREPIN) .	Pour un montant global et forfaitaire de 255 000 € HT. Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 19 semaines comprenant une période de préparation de 6 semaines et 13 semaines de travaux. Pendant la période de travaux, la déchetterie sera fermée.	2 MAI 2022
MAPA pour la Construction du Pont de la déchetterie de PATAC lot 1 : Terrassement	Société GAUDY (05230 CHORGES).	Pour un montant global et forfaitaire de 51 000 € HT Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 19 semaines comprenant une période de préparation de 6 semaines et 13 semaines de travaux. Pendant la période de travaux, la déchetterie sera fermée.	2 MAI 2022
Marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réparation de	Société Carrosserie (26802 ETOILE-SUR-	Conclu pour un montant de 8 435,00 € H.T.	26 AVRIL 2022

OPÉRATION	TITULAIRE	MONTANT EN € H.T.	DATE DÉCISION
carrosserie et la remise en état du châssis du bus n° 50 immatriculé CY-097-VA pour le service des transports urbains	RHONE)	durée de livraison de 8 jours.	
Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, pour la création d'un réseau d'eaux usées, zone d'activités de Lachaup à Gap.	Société SAS ANDRE TP (05000 LA ROCHETTE)	Conclu pour un prix de 3 633,26 € HT. Le délai de réparation de la pièce est de 1 mois à réception de la commande.	20 AVRIL 2022
Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, pour le remplacement d'un agitateur de bassin d'aération de la station d'épuration de Gap	Société XYLEM WATER SOLUTIONS, (13127 VITROLLES)	Conclu pour un prix de 4 566,11 € HT. Le délai de réparation de la pièce est de 1 mois.	20 AVRIL 2022
Marché sans publicité ni mise en concurrence pour la remise en état des freins de la benne OM de marque RENAULT immatriculé FE566TR	Entreprise AZUR TRUCKS DISTRIBUTION ET RÉPARATION (05000 GAP)	Conclu pour un montant de 4 180,11 € HT durée de réparation de 1 mois.	19 AVRIL 2022
Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, pour le remplacement d'un caniveau d'eaux pluviales rue Saint Arey à Gap,	Société SAS ANDRE TP (05000 LA ROCHETTE)	Conclu pour un prix de 3 606,97€ HT. Le délai de réparation de la pièce est de 1 mois à réception de la commande.	13 AVRIL 2022
Marché sans publicité ni mise en concurrence pour la migration en M57 des budgets concernés.	Société INETUM (93400 SAINT OUEN SUR SEINE)	Le montant forfaitaire est fixé à 11 984 € HT. durée du marché est de 1 an.	13 AVRIL 2022
Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, pour le remplacement d'un agitateur de bassin d'aération de la station d'épuration de Gap	Société XYLEM WATER SOLUTIONS, (13127 VITROLLE)	Conclu pour un prix de 12 507,36 € HT Le délai de réparation est de 1 mois.	7 AVRIL 2022
Avenant n° 1 au marché n° 2021 / M 21031 de travaux de rééquipement des blocs d'escalade de Céüse. (nécessité de confier au titulaire des prestations complémentaires qui ne figuraient pas dans le marché initial)	Société SAS GIROUSSE	Montant total des prestations supplémentaires 4 446,45 € H.T. Soit une augmentation de : 46,45 %	24 MARS 2022
Marché sans publicité ni mise en concurrence pour l'abonnement, la maintenance et l'hébergement du système de contrôle d'accès des abris à vélo sécurisés.	Société ALTINNOVA (BONSON 42160).	Le forfait mensuel de maintenance est fixé à 112 € HT par abri, soit 5 376 € HT/ an pour les 4 abris à vélos	22 MARS 2022

OPÉRATION	TITULAIRE	MONTANT EN € H.T.	DATE DÉCISION
		existants. La durée du marché est de 4 ans (48 mois).	
Marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réparation, pour le bus n° 42 SETRA immatriculé CC-268-CG	Société MERCEDES (05000 GAP)	Conclu pour un montant de 8 019,77 € H.T. pour une durée de livraison de 8 jours.	15 MARS 2022
Marché sans publicité ni mise en concurrence pour la fourniture par échange standard d'une boîte de vitesse de type ALLISON, pour le bus n° 56 HEULIEZ GX 127 immatriculé BD-034-VV selon devis N° 26889 du 07/03/2022 .	Société Nouvelles techniques transmissions services (26000 VALENCE)	Conclu pour un montant de 8 142,50 € H.T. pour une durée de livraison de 1 mois.	14 MARS 2022
Marché sans publicité ni mise en concurrence pour l'entretien courant et la remise en état des passages de roues pour le bus n° 36 immatriculé BK-241-YN suite à une panne.	Société Carrosserie Vincent et fils (26802 ETOILE-SUR-RHONE)	Pour un montant de 8 725 € HT. durée de livraison de 8 jours.	7 MARS 2022
MAPA pour la location occasionnelle d'autobus sans chauffeur en cas de besoin pour la régie des transports.	SCAL (05000 GAP)	Prix location journée : 175 € HT Prix location hebdomadaire : 945 € HT Prix location pour 15 jours : 1 701 € HT Prix location mensuelle : 3 062 € HT sans seuil minimum Seuil maximum : 10 000 € HT La durée est fixée à un an reconductible une fois un an, soit au total 24 mois.	3 MARS 2022
Marché pour la fourniture par échange standard d'un moteur de type HEULIEZ, pour le bus n° 46 HEULIEZ GX 327 immatriculé BV-582-SE selon devis N° 0000048 du 25/01/2022	Société AZUR TRUCKS DISTRIBUTION ET RÉPARATION (05000 GAP)	Conclu pour un montant de 11 007,75 € H.T. pour une durée de livraison de 1 mois.	1 MARS 2021
Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, pour une intervention de grutage pour le démontage de la vis de relevage de la station d'épuration de Gap	Société ALP LEV, (05110 LA SAULCE)	Pour un montant de 4 712 € HT délai de trois mois à réception de la commande	22 FÉVRIER 2022

OPÉRATION	TITULAIRE	MONTANT EN € H.T.	DATE DÉCISION
Procédure de mise en concurrence effectuée par la centrale d'Achat UGAP pour l'achat d'un camion grue neuf de type EVOLUPAC 18m3, châssis RENAULT 380CV, PTAC 26 tonnes, grue HIAB 1600KG 10M pour le service de collecte des déchets ménagers de la Communauté d'Agglomération	Centrale d'Achat UGAP (Aix en Provence 13182)	Pour un montant de 289 528,96 € HT	17 FÉVRIER 2022
Marché sans publicité ni mise en concurrence pour l'entretien courant et la remise en état des passages de roues AR pour le bus n° 37 immatriculé BK-184-YN suite à une panne	Société Carrosserie (26802 ETOILE-SUR-RHONE)	Conclu pour un montant de 9 747,33 € H.T. Durée de livraison de 8 jours.	17 FEVRIER 2022
Marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable, pour un contrat de maintenance préventive et corrective des installations d'automatisme et de supervision de la station d'épuration ainsi qu'une assistance téléphonique de la station d'épuration de Gap	Société ACTEMIUM, GRANIOU SOLUTIONS INDUSTRIELLES, (06372 MOUANS-SARTOUX)	Conclu pour un montant de 3 150 € HT à partir du 1er mars 2022 et jusqu'au 28 février 2023	14 FÉVRIER 2022
MAPA pour la Prise en charge et traitement des déchets de la déchetterie des Piles lot Tri et conditionnement des cartons sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Gap-Tallard-Durance	Société ALPES ASSAINISSEMENT (05130 TALLARD).	Le montant total des prestations est défini comme suit : Minimum 1 000 € HT Maximum 5 000 € HT soit un total minimum 4 000 € HT et maximum 20 000 € HT Conclu à compter du 1er Mars 2022 pour une durée de 6 mois reconductible 2 fois 6 mois et une fois pour la durée restante jusqu'au terme 31 Décembre 2023.	21 JANVIER 2022
Consultation lancée pour l'Accord-cadre portant sur la Prise en charge, transport et traitement des déchets de la déchetterie des Piles lot 4 Traitement du bois en mélange. L'offre est déclarée sans suite pour motif d'intérêt général. Une seule offre a été reçue et qu'elle est inacceptable et qu'une solution alternative de broyage du bois et de sa valorisation a été trouvée.			21 JANVIER 2022

Décisions prises par la Commission d'Appel d'Offres :

OPÉRATION	TITULAIRE	MONTANT EN € H.T.	DATE DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES
<p>Accord-cadre de fournitures courantes et de services</p> <p>Appel d'offres ouvert</p> <p>Fourniture de conteneurs déchets enterrés et semi-enterrés</p> <p>lot 1 fourniture conteneurs déchets enterrés</p>	<p>SULO FRANCE (69800 SAINT PRIEST CEDEX)</p>	<p>Les seuils annuels sont définis comme suit : sans montant minimum. montant maximum 60 000 € HT.</p> <p>Durée initiale : 1 an</p> <p>Renouvelable 3 fois par tacite reconduction pour une période de 1 an, sans que sa durée totale n'excède 48 mois.</p> <p>Délai d'exécution des prestations : 8 semaines</p>	<p>1ER FEVRIER 2022</p>
<p>Accord-cadre de fournitures courantes et de services</p> <p>Appel d'offres ouvert</p> <p>Fourniture de conteneurs déchets enterrés et semi-enterrés</p> <p>Lot 2 fourniture conteneur déchets semi-enterrés</p>	<p>Société ASTECH (69800 SAINT PRIEST CEDEX)</p>	<p>Les seuils annuels sont définis comme suit : montant minimum 100 000 € HT montant maximum 290 000 € HT.</p> <p>Durée initiale : 1 an</p> <p>Renouvelable 3 fois par tacite reconduction pour une période de 1 an, sans que sa durée totale n'excède 48 mois.</p> <p>Délai d'exécution des prestations : 8 semaines</p>	<p>1ER FEVRIER 2022</p>

Le Conseil prend acte.

M. le Président termine la séance faisant plaisir à M. le Maire de Sigoyer, -ce dernier attendait cela depuis pas mal de mois-, en espérant que le virus ne vienne pas interrompre cet espace et ce moment de convivialité qu'ils aiment tant, il leur souhaite une bonne soirée et un bon appétit.

L'ensemble de la séance du Conseil Communautaire a été enregistré sur support audio disponible à la Direction Générale des Services de l'Agglomération.